

L A

LÉGISLATION DU TRAVAIL

EN ESPAGNE

LE REPOS DU DIMANCHE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 18 avril 1907, à 10 heures

PAR

L. GAY

Président : M. RAOUL JAY.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, professeur.
HITIER, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L A

LÉGISLATION DU TRAVAIL

EN ESPAGNE

LE REPOS DU DIMANCHE

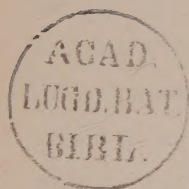
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 18 avril 1907, à 10 heures

PAR

L. GAY



Président : M. RAOUL JAY.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, professeur.
HITIER, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1907

LA LÉGISLATION DU TRAVAIL EN ESPAGNE

LE REPOS DU DIMANCHE

INTRODUCTION

L'Espagne est entrée fort tard dans la voie de la protection légale des travailleurs. Alors que les différents peuples d'Europe ont développé sans cesse leur législation ouvrière, vieille déjà de plus de cinquante ans, l'Espagne ne possède aujourd'hui qu'un Code du travail fort incomplet. Parmi ses lois ouvrières, une des plus importantes est assurément celle du 1^{er} mars 1904 sur le repos du dimanche ; elle fera l'objet de notre étude.

Toutefois, nous avons cru utile de faire auparavant un tableau rapide de la législation du travail espagnole. On pourra ainsi se rendre compte des lacunes énormes qu'elle présente.

La loi protectrice de la classe ouvrière n'est apparue, en Espagne comme ailleurs, que lorsque les besoins

de cette intervention se sont fait sentir. Cette nécessité a coïncidé avec la naissance de la grande industrie. La grande industrie engendre partout des abus, contre lesquels la masse ouvrière demeure impuissante à réagir. La grande industrie ne datant en Espagne que de quelques années, cela nous explique le développement tardif de la législation industrielle dans ce pays. Et cependant, il serait inexact de dire que l'Espagne n'a jamais eu d'industrie. Si l'on se reporte au témoignage des historiens, elle nous apparaît au moyen âge comme l'Etat le plus industriel et le plus florissant du monde entier. Les Maures et les Arabes avaient apporté dans la péninsule leurs procédés de fabrication, et alors que les autres nations étaient plongées dans la barbarie, le khalifat de Cordoue atteignait son apogée. On comptait dans cette dernière ville plus de 80.000 boutiques qui vendaient des produits manufacturés en Espagne, ou même apportés du Levant.

L'Andalousie musulmane connut aussi à ce moment là, une grande prospérité industrielle. Avec l'avènement au trône des rois catholiques, commence la décadence. L'intolérance religieuse des souverains chasse de l'Espagne les Juifs et les Maures qui constituaient les éléments les plus laborieux de la population. L'Espagne, qui fournissait, pour les produits manufacturés, les pays baignés par la Méditerranée ne peut plus désormais se suffire à elle-même. Séville et Valence voient leur population ouvrière diminuer rapidement. Séville qui possé-

dait 60.000 métiers à tisser la soie et la laine n'en a plus que 10.000 en 1742. Ainsi l'expulsion des Juifs et des Maures fut une des premières causes de la ruine industrielle de l'Espagne.

Une deuxième cause fut la création du monopole des manufactures royales. Par là, toute concurrence fut supprimée, toute initiative détruite. Il y eut des monopoles de fabriques de drap à Guadalajara, à Briviesca ; de porcelaines à Madrid ; de papier à Ségovie ; d'armes blanches à Tolède ; de tapis à Madrid. En outre, des droits énormes frappaient les produits manufacturés ; à Séville, la soie payait un impôt de 28 0/0 avant d'être vendue au consommateur. Ces produits payaient encore le plus souvent des droits de douane, pour passer d'une province à l'autre, et étaient grevés de taxes d'octroi à l'entrée des villes. Dans ces conditions, on comprend que l'industrie ne put guère vivre.

Enfin, une des causes qui précipitèrent la décadence industrielle de l'Espagne, fut la découverte du Nouveau Monde et de ses mines d'or. A ce moment, on tombe dans les plus grands errements, et tous les regards se tournent vers l'Amérique. Tous les éléments actifs et laborieux de la population passent l'Atlantique, aiguillonnés par une véritable fièvre de l'or. Ils croient pouvoir ainsi se passer de travailler. Avec les quantités énormes de métal précieux rapportées du nouveau continent, l'Espagne achète aux autres peuples, les produits manufacturés dont elle a besoin. Elle achète même pour re-

vendre aux colons d'Amérique ; de ce commerce, elle tire évidemment de grands bénéfices, mais tandis que l'industrie naît et se développe partout ailleurs, son activité économique est nulle.

Les mines d'or s'épuisent, les colonies passent aux mains des autres peuples et de toutes ces richesses passagères il ne reste absolument rien. L'argent rapporté d'Amérique sur les bateaux espagnols, est allé enrichir les autres nations. L'Espagne tombe au deuxième rang des puissances européennes, après avoir été la première. Aujourd'hui privée de ses colonies, qu'elle a d'ailleurs fort mal administrées lorsqu'elles étaient en sa possession, l'Espagne a dû se remettre au travail. Elle a compris mais un peu tard, qu'un Etat n'est véritablement riche que s'il développe parallèlement toutes les branches de son activité économique, c'est-à-dire son industrie, son agriculture et son commerce. C'est pour avoir méconnu ces principes économiques qu'elle est demeurée pendant longtemps, un pays pauvre. L'Espagne qui a été longtemps un pays importateur devient aujourd'hui un pays exportateur.

Les statistiques des années 1902-1903-1904 le démontrent :

	Importations	Exportations
1902.	810.548.836	774.058.040
1903.	863.308.997	856.242.020
1904.	844.476.569	874.320.877 (1)

(1) *Economiste français*, 1905, p. 220

Dans le total des importations, les matières premières figurent pour plus de la moitié. Les produits manufacturés tiennent une large place dans l'augmentation des exportations, c'est là une preuve du développement industriel de l'Espagne.

La grande industrie n'a pris naissance que dans le courant des vingt dernières années. Principalement, l'industrie minière et sucrière. A l'heure actuelle, il y a en Espagne 16.077 mines concédées, dont 1.912 productives, et 14.185 qui ne sont pas encore exploitées. Ces mines se divisent en :

- 7.182 mines de fer, dont 373 exploitées ;
- 1.120 de plomb argentifère, dont 183 exploitées ;
- 1.926 de houille, dont 451 exploitées ;
- 57 mines d'argent, dont 7 exploitées ;
- 41 mines d'or, dont 2 exploitées.

On voit par ces chiffres (1) que l'Espagne possède des ressources minières considérables qui ne sont pas toutes connues ou exploitées. Le manque de capitaux et la pauvreté des moyens de transport en sont la cause principale.

Dans le courant de l'année 1898 il a été employé pour l'exploitation des mines :

- 64.060 mineurs ;
- 2.529 femmes ;
- 8.694 enfants.

(1) Gaston Routier, *Rapport sur l'industrie minière et sidérurgique*, 1898-1899.

La valeur de la production du minerai brut a été en 1898 de 152.371.842 pesetas. Ces mines sont presque toutes exploitées par des sociétés françaises, anglaises ou belges. Les mines de charbon appartiennent toutefois en majorité aux capitalistes espagnols et aux compagnies de chemins de fer.

A noter que ce grand réveil de l'industrie minière, surtout en ce qui concerne le fer, a été très accentué dans les Asturies, la Galice et les provinces basques.

Une autre industrie de date plus récente a pris aussi un grand développement. C'est l'industrie sucrière. Longtemps pour ce produit le peuple espagnol fut tributaire de ses colonies. Le sucre de canne suffisait largement à la consommation. Depuis la perte de Cuba et des Philippines, on a compris qu'il n'était pas nécessaire d'aller chercher si loin, un produit que l'on pouvait avoir chez soi et à moins de frais. On a planté la betterave et aussitôt se sont établies des raffineries de sucre qui ont pris ces dernières années une grande extension. Il faut dire que le sol convient admirablement à la culture de la betterave.

On peut estimer de 60 à 65.000 tonnes la production annuelle de sucre raffiné, et tandis qu'en 1870 les importations de sucre avaient atteint 47.760.047 kilogrammes; qu'elles étaient en 1890 de 76.225.400 kilogrammes; elles n'étaient plus en 1898 que de 8.682.534 kilogrammes; c'est-à-dire que l'Espagne se suffit presque.

Cette industrie ne date que d'une dizaine d'années, elle est appelée à un avenir des plus florissants (1).

La grande industrie textile et minière se développe principalement dans la Catalogne et la Biscaye. Les industriels catalans ont fait des efforts prodigieux ; ils ont dépensé des capitaux énormes pour s'outiller. Ils réclament maintenant que l'Etat les protège par des droits prohibitifs sur les produits étrangers. C'est en somme assez juste. La plupart des nations ont agi de la même manière en pareille circonstance ; les tarifs prohibitifs pouvant être dans certains cas, la condition nécessaire de la prospérité d'un pays.

Telle est, rapidement esquissée, l'histoire de l'industrie espagnole. Comme nous l'avons déjà dit, il y a un lien étroit entre le développement de la grande industrie, et les mesures d'intervention légale en faveur de la classe ouvrière. La grande industrie entraîne avec elle le machinisme qui a toujours causé les plus grands abus. Il permit l'entrée de l'atelier, à la femme, à l'enfant qui, autrefois ne pouvaient s'y employer ; d'autre part, les travailleurs étant plus nombreux et mieux groupés ont eu plus de force pour faire entendre leurs doléances et leurs revendications. Le législateur lui-même a compris qu'il ne pouvait se désintéresser des rapports entre le capital et le travail et s'est décidé à intervenir.

(1) Gaston Routier, *Rapport sur l'industrie sucrière*, 1899.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCIPALES LOIS OUVRIÈRES. — LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS.

Quelle est, à l'heure actuelle, l'état de la législation ouvrière en Espagne ? Il ne faut pas s'attendre à trouver dans ce pays, un véritable Code du travail, tel qu'il existe en Angleterre, en Allemagne et en France. Le législateur espagnol procède toujours d'une manière lente et réfléchie ; il est aussi imbu de cet esprit de routine qui domine le peuple entier. On dirait qu'il craint d'aller toujours de l'avant, et redoute les conséquences économiques des réformes qu'il sent pourtant nécessaires. D'autre part, il faut le reconnaître, la situation financière de l'Espagne n'a pas été jusqu'ici des plus brillantes. La guerre de Cuba a eu pour résultat d'augmenter la dette déjà si élevée, et de plus, l'anarchie administrative jette le désarroi dans les finances. Dans ces conditions, on

comprend que certaines questions de protection ouvrière n'aient pas encore été résolues ; nous voulons parler du moins de celles qui exigent de la part de l'Etat des sacrifices d'argent considérables. Il serait injuste de méconnaître cependant qu'il y a en Espagne depuis quelques années un grand mouvement en faveur de la classe ouvrière. Il faut bien le dire, ce sont les chefs du parti conservateur tels que MM. Dato et Canalejas et les différents ministres qui se sont succédé au pouvoir qui ont pris la tête de ce mouvement. Il faut signaler aussi, l'influence décisive de l'Institut de réformes sociales, créé en 1903. Déjà en 1883, M. Moret, ministre de l'intérieur, convaincu que la législation espagnole ne donnait pas de preuves suffisantes de la sollicitude que les pouvoirs publics doivent aux travailleurs, forma le projet de créer une institution composée de personnes intelligentes et impartiales qui devaient s'occuper de l'étude de toutes les questions sociales. Cette institution fut créée sous le nom de commission de réformes sociales, et eut son siège au ministère de l'intérieur (1).

Beaucoup plus tard, en 1902, sur la proposition du ministre Canalejas, l'Institut du travail fut créé. Cette assemblée fut chargée :

1° D'étudier et de publier tous les renseignements et documents se rapportant au travail en Espagne et à l'étranger, principalement en ce qui concerne les relations du capital et du travail ;

(1) *Instituto de reformas sociales : Legislacion del Trabajo*, t. I.

2° D'organiser la statistique et l'inspection du travail ;

3° D'informer le gouvernement des réformes législatives à réaliser.

Cet Institut était composé :

1° De la Commission de réformes sociales créée en 1883 ;

2° Du Conseil supérieur du travail ;

3° D'une Commission permanente composée de membres des conseils locaux et du personnel technique.

L'Institut de réformes sociales reprend le même programme, mais en l'étendant. C'est un organe consultatif du ministère de l'intérieur et de la justice. Il éclaire le gouvernement de ses avis, élabore avec lui les projets de loi, et a même une certaine initiative pour lui signaler les besoins sociaux. Il centralise les renseignements sur les questions ouvrières, et essaie d'organiser un service de statistique, service qui jusqu'ici a été complètement ignoré. Cet Institut sera pour le législateur, le collaborateur le plus sûr et le mieux éclairé. On peut dire que presque tous les travaux, toutes les études ou projets de loi relatifs aux questions ouvrières se réduisent à ceux que l'Institut de réformes sociales a élaborés. Nous ne pouvons donc garder le silence sur une création aussi importante qui est appelée à hâter la solution d'un grand nombre de questions sociales en Espagne.

De plus, encore, il s'est fondé en Espagne depuis juillet dernier, une section de l'Association internationale pour

la protection légale des travailleurs (1). C'est là encore une création des plus heureuses.

L'internationalisme est devenu, sans conteste, un des facteurs essentiels des progrès de la civilisation moderne. Le problème de la protection ouvrière demande, pour être résolu, l'entente internationale, parce que certaines réformes demandées sont combattues souvent, par des arguments de portée internationale. Tout le monde en général est d'accord pour convenir que telle ou telle mesure serait excellente, mais on ne l'adopte pas, parce que l'on craint la concurrence des pays où elle ne serait pas appliquée. Il est évident que dans ce dernier pays le patron ayant moins de charges, les produits pourront être vendus moins chers ; dans ce cas, l'Association internationale devra faire tous ses efforts pour rétablir un régime d'égalité et imposer à toutes les nations les bienfaits de la protection ouvrière. L'entente jouera aussi un grand rôle dans les pays où, comme c'est le cas, en Espagne, la législation du travail en est encore à ses débuts. Nous pouvons déjà citer une conséquence heureuse de la création de la section espagnole de l'Association internationale de la protection légale des travailleurs. Au dernier Congrès de Genève (septembre 1906), les délégués espagnols ont adhéré au vœu tendant à interdire le travail de nuit et les poisons industriels. Ils ont promis d'user de toute leur influence pour faire sanctionner cette interdiction par une loi (2).

(1) *Boletín del Instituto de reformas sociales*, numéro d'août.

(2) *Musée social*, numéro d'octobre 1906.

Tout comme l'Institut de réformes sociales, la section espagnole de l'Association internationale pour la protection des travailleurs est appelée à contribuer au développement de la législation ouvrière dans ce pays.

Actuellement, l'Espagne ne possède que quelques lois ouvrières. Elle a d'abord une loi sur les accidents du travail, du 30 janvier 1900 ; la loi réglementant le travail des femmes et enfants, du 13 janvier de la même année, et enfin la loi sur le repos du dimanche votée, le 1^{er} mars 1904. Nous nous proposons d'étudier cette dernière en détail, toutefois nous dirons quelques mots des deux lois précédentes et nous présenterons en même temps les projets de lois qui sont en suspens devant les Cortès espagnoles.

Les accidents du travail. — Dans l'ordre chronologique, la première loi de protection ouvrière est celle du 30 janvier 1900 sur les accidents du travail.

Elle pose pour la première fois en Espagne, le principe du risque professionnel remplaçant le droit commun. Le droit commun n'obligeait le patron à réparer l'accident survenu à un de ses employés que lorsque ce dernier pouvait faire la preuve, que l'accident était dû à la faute, à la négligence du patron, ou d'une personne dont le patron est responsable. La loi de 1900 dispense l'ouvrier de cette preuve. On considère l'accident et ses conséquences, comme une charge inhérente à l'industrie.

En 1887 déjà, la commission de réformes sociales avait

présenté un projet sur les « Invalides du travail », projet qui posait le principe de la responsabilité du patron et l'obligation de payer à la victime certaines indemnités en cas d'incapacité partielle ou permanente, et à sa famille en cas de mort. Ce projet de loi fut présenté aux Cortès (Sénat), le 5 mars 1888 par le gouvernement (1).

En 1890 la commission qui avait été nommée, approuva un projet de loi, sur la responsabilité industrielle ; présenté par un de ses membres, ce projet déterminait l'étendue du risque professionnel et la graduation des indemnités suivant les cas.

Les tribunaux mixtes étaient compétents pour les procès qui s'élèveraient à ce sujet.

Quatre ans après, le 3 juin 1894, le gouvernement présente aux Cortès (Chambre des députés) un nouveau projet de loi, en prenant comme base celui qui avait été élaboré par la commission de réformes sociales quelques années auparavant, Ce projet n'aboutit pas encore. Enfin le 30 novembre 1899 le gouvernement représente le même projet de loi qui est cette fois-ci voté et devient la loi du 30 janvier 1900.

Cette loi admet donc la théorie du risque professionnel. Le champ d'application en est très large (art. 3 de la loi). Il comprend :

Les fabriques et ateliers où il est fait usage d'une force distincte de celle de l'homme, les mines, salins, carrières

(1) *Gaceta de Madrid*, 10 mars 1888.

res, fabriques et ateliers métallurgiques de constructions terrestres ou navales.

Les constructions, réparations, conservations d'édifices, comprenant les travaux de maçonnerie et leurs annexes, charpenterie, serrurerie, tailleurs de pierres, peintres, etc.

Les établissements où l'on emploie des matières explosibles ou inflammables, insalubres ou toxiques.

La construction, réparation, conservation des voies ferrées, ports, chemins, canaux, digues, aqueducs, égouts et autres travaux similaires. Les travaux agricoles ou forestiers, où il est fait usage d'une force autre que celle de l'homme, dans ces travaux la responsabilité du patron n'existera que vis-à-vis des ouvriers exposés aux dangers des machines

Les transports par voie de terre, de mer, ou de navigation intérieure.

Les travaux de propreté des rues.

Les magasins de dépôts de charbon, de bois à brûler, de bois de construction.

Les établissements qui produisent le gaz et l'électricité et les travaux d'établissement et de réparation des lignes téléphoniques.

Tout le personnel chargé des travaux de chargement et de déchargement.

Toute industrie ou travail similaire non compris aux numéros précédents.

Cette longue énumération est là pour démontrer que le champ d'étendue du risque professionnel est très vaste.

Comment vont être déterminées les indemnités. La loi distingue plusieurs cas : l'incapacité temporaire, l'incapacité permanente partielle, l'incapacité permanente absolue, et enfin le cas où la mort résulte de l'accident.

En cas d'incapacité temporaire, la victime aura droit à une indemnité égale à la moitié du salaire.

En cas d'incapacité permanente partielle, le patron est obligé, à son choix, ou bien d'employer l'ouvrier, contre le paiement d'un salaire égal, à un autre travail compatible avec son état, ou bien de lui payer à forfait une indemnité égale à une année de salaire. En cas d'incapacité permanente absolue l'indemnité est égale au salaire de deux années, mais elle sera réduite à 18 mois lorsque l'incapacité concernera la profession ordinaire de l'ouvrier, mais ne l'empêchera pas de se livrer à une autre occupation.

En cas de mort de la victime l'indemnité est égale :

1° A la moitié du salaire journalier que gagnait la victime en deux ans si elle laisse une veuve, des enfants ou des petits-enfants à sa charge ;

2° A la valeur de 18 mois de salaire si elle laisse des enfants ou des petits-enfants ;

3° A une année de salaire si elle laisse une veuve sans enfants ni descendants ;

4° A dix mois de salaire si elle ne laisse ni veuve, ni

enfants, mais seulement deux ascendants et si ces ascendants sont âgés de plus de 60 ans et sans ressources, et à sept mois de salaire, lorsqu'elle laisse un seul ascendant à son décès.

De plus, en cas de mort, le patron supporte tous les frais funéraires. S'il est démontré que le patron a commis une faute lourde, les indemnités peuvent être augmentées de moitié. Il y aura faute lourde par exemple, lorsque le patron ne prend pas certaines mesures de précaution déterminées par la junta technique. La connaissance des procès s'élevant au sujet de l'application de la loi est attribuée aux tribunaux mixtes ; mais en attendant leur création les tribunaux de droit commun demeurent compétents.

Telle est dans son ensemble cette première loi de protection ouvrière ; de nombreux règlements d'administration publique sont venus l'interpréter et en faciliter l'application. Le plus important est celui du 28 juillet 1900 (1). Après avoir indiqué de quelle façon on arrivera à établir le salaire de base, il s'occupe ensuite des mesures à prendre dès que l'accident s'est produit (déclaration, expertise), il détermine ensuite les mesures que doit prendre le patron pour éviter les accidents ; d'autres décrets déterminent les conditions que doivent réunir les sociétés de secours, pour pouvoir se substituer aux pa-

(1) *Gaceta de Madrid*, 30 et 31 juillet 1900.

trons (1) ; ou ont trait à la confection de statistiques en matière d'accidents du travail.

Cette loi du 30 janvier 1900 confie la solution des procès à des tribunaux mixtes. Ces tribunaux n'existent pas encore à l'heure actuelle. C'est donc toujours les tribunaux de droit commun qui sont compétents. Ces tribunaux mixtes, nous le verrons, doivent être composés de patrons et ouvriers élus. Le législateur espagnol a estimé qu'au point de vue technique, ils offriraient plus de garanties dans l'appréciation des causes de l'accident.

Cette loi du 30 janvier 1900 contient encore dans son article 6 les germes des mesures à prendre pour la sécurité et l'hygiène dans l'industrie. Le règlement du 2 août 1900 qui interprète cet article a déterminé les mesures que doivent prendre les patrons en cette matière (2).

Malgré les excellentes dispositions que contient la loi espagnole sur les accidents du travail, nous devons surtout critiquer deux points très importants.

En fixant les indemnités à forfait, la loi n'est pas très large, et de plus, elle manque complètement de souplesse.

Le système français qui proportionne l'indemnité à la réduction de capacité que l'accident aura fait subir à la victime est de beaucoup plus équitable. Il est évident que toutes les incapacités permanentes, qu'elles soient

(1) Décret du 13 octobre 1900 ; *Gaceta de Madrid*, 18 octobre 1900.

(2) *Gaceta de Madrid*, 4 août 1900.

partielles ou absolues, ne se ressemblent pas et ne doivent pas donner lieu à une indemnité fixe. Au contraire, cette indemnité doit varier et être plus ou moins forte suivant que la blessure et ses conséquences entraînent une incapacité plus ou moins considérable.

Le deuxième vice que renferme cette loi est capital. Le législateur espagnol a bien posé le principe de la responsabilité du patron découlant de la théorie du risque professionnel. Il a pris des mesures de garantie, lorsque des sociétés de secours se substitueraient au patron pour le paiement des indemnités (1). Mais l'assurance en Espagne est facultative. Le patron peut n'être pas assuré, et s'il est lui-même insolvable, la question se pose de savoir qui paiera l'indemnité à l'ouvrier ? La loi est muette sur ce point. C'est une lacune énorme. Il faudrait, ou bien rendre l'assurance obligatoire comme dans certains pays, ou bien laisser l'assurance facultative, mais organiser un système de garantie analogue au nôtre, en créant une Caisse d'Etat qui paierait au cas d'insolvabilité du patron. Cette mesure s'impose, car sans elle la loi peut n'être d'aucun effet.

Cette loi du 30 janvier 1900 fonctionne normalement. Elle a eu pour résultat de développer l'assurance, qui était jusqu'alors très peu connue en Espagne. Un grand nombre de patrons comprenant les nouvelles charges dont leur industrie était grevée, n'ont pas hésité à faire

(1) Il faut en effet que ces sociétés soient déclarées au ministère de l'intérieur et fournissent une caution.

appel à l'assurance. La *Gaceta de Madrid* publie tous les ans, le nombre d'accidents survenus dans l'année avec le chiffre des indemnités reçues. C'est là un premier essai de statistique que nous sommes heureux de signaler.

Voici les résultats de ces statistiques pour 1904 et 1905 :

Nombre des accidents survenus en 1904, entraînant (1) :

Mort	Incapacité permanente absolue	Incapacité permanente relative	Incapacité temporaire	TOTAL
244	35	446	33,644	34,369

Indemnités reçues en pesetas (2) :

305,617 70	51,758 33	397,380 17	1,035,071 43	1,789,827 60
------------	-----------	------------	--------------	--------------

Accidents en 1905 (3) :

Mort	Incapacité permanente absolue	Incapacité permanente relative	Incapacité temporaire	TOTAL
170	73	427	27,910	28,580

Indemnités reçues en pesetas :

230,801 17	132,219 20	343,311 51	964,948 08	1,671,339 96
------------	------------	------------	------------	--------------

Nous constatons que les accidents ayant entraîné la mort ont diminué dans une très sensible proportion. Cela tient sans doute à ce que les patrons se conforment aux mesures de sécurité que le règlement du 2 août 1900 les

(1) *Gaceta de Madrid*, 29 mars 1905.

(2) La peseta en 1904 valait de 0 fr. 75 à 0 fr. 80, elle vaut actuellement 0 fr. 97.

(3) *Gaceta de Madrid*, 30 avril 1906.

oblige à prendre. C'est là encore une conséquence heureuse de cette loi sur les accidents du travail.

La réglementation du travail des femmes et des enfants.

— La loi sur les accidents du travail venait à peine d'être votée, que le Parlement espagnol se préoccupait d'une question plus importante encore : « la réglementation du travail des femmes et des enfants dans l'industrie », et le 13 mars il adoptait le projet de loi présenté par le gouvernement sur cette matière, après lui avoir fait subir quelques modifications. Il existait bien déjà la loi de 1873 sur le travail des enfants, mais comme celle-ci était demeurée lettre morte on ne peut que la signaler.

La loi du 13 mars 1900 s'occupe d'abord de l'âge d'admission des enfants dans l'industrie. Elle fixe cette limite à 10 ans. Ainsi donc, à 10 ans l'enfant peut entrer dans un atelier, dans une usine. Mais de 10 à 14 ans il ne peut travailler que six heures dans l'industrie, et huit heures dans le commerce avec des interruptions d'au moins une heure. Le travail de nuit est interdit aux enfants des deux sexes avant 14 ans, et de 14 à 18 il est interdit dans certaines industries déterminées par les comités locaux.

Le décret du 13 novembre 1900 (1) a déterminé l'application de cette loi. Aux termes de ce décret, les enfants commenceront à travailler à partir de six heures du matin pour la période de l'année allant du 1^{er} avril au

(1) *Gaceta de Madrid*, 15 et 16 novembre 1900.

31 octobre, et à partir de sept heures du matin pour la période allant du 1^{er} novembre au 31 mars. L'âge d'admission peut être abaissé au-dessous de 10 ans, si l'enfant sait lire et écrire. Pour les enfants au-dessus de 14 ans et au-dessous de 16, la durée du travail de nuit ne doit pas excéder huit heures par 24 heures. Ils ne peuvent être occupés plus de 66 heures par semaine. Ils ne peuvent fournir la nuit plus de quatre heures consécutives sans interruption. La nuit légale est le temps qui s'écoule entre sept heures du soir et cinq heures du matin.

De plus encore, l'admission des enfants mineurs est subordonnée à l'autorisation du père et du représentant légal de l'enfant. Encore faut-il que le travail ne soit pas trop pénible, et que l'enfant ne soit atteint d'aucune maladie contagieuse et qu'il soit vacciné. Toutes ces dispositions ne visent que le travail des enfants et des adolescents. L'article 9 a trait au travail des femmes en couches. Aux termes de cet article, il est défendu aux patrons d'employer les femmes pendant les trois semaines qui suivent leur accouchement. Les femmes qui ont des enfants, pourront disposer d'une heure par jour pour donner le sein. Cette heure sera divisée en deux fractions de trente minutes chacune, que les mères prendront lorsqu'elles le jugeront convenable. Cette heure ne peut en aucune façon être décomptée du montant des salaires.

Telles sont succinctement analysées les mesures édictées par la loi du 13 mars 1900. On peut formuler contre

elle un grand nombre de critiques. Et d'abord la loi ouvre l'entrée de l'atelier à l'enfant âgé de dix ans ? C'est beaucoup trop tôt et cette limite d'âge devait être reportée à douze ou treize ans. A dix ans, les forces physiques de l'enfant sont à peine développées, il a surtout besoin de jouer et de courir, au lieu de rester attentif plusieurs heures devant une machine ou un métier. Alors que les médecins estiment que la journée normale des adultes devrait être de huit heures, comment concevoir qu'un enfant de dix ans puisse fournir six heures de travail. Remarquons encore que cet enfant pourra même n'avoir pas encore atteint sa dixième année. Il peut en effet entrer plus tôt lorsqu'il sait lire et écrire. C'est là, comme le dit M. Jay (1), « une singulière récompense que la loi accorde à l'enfant laborieux et intelligent, en permettant de lui imposer plus tôt un travail au-dessus de ses forces ».

Que dire aussi de cette disposition de la loi espagnole qui autorise le travail de nuit au-dessus de 14 ans, alors qu'il est universellement condamné et réprouvé par tous les congrès. Au récent Congrès de Genève de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, les délégués de la section espagnole ont adhéré au vœu ayant pour but d'arriver par voie législative, à la suppression du travail de nuit dans les différents Etats représentés au congrès (2).

Il y a là évidemment d'utiles réformes à opérer et nous

(1) Jay, *La protection légale des travailleurs*.

(2) *Annales Musée social*, numéro d'octobre.

espérons que le législateur espagnol ne faillira pas à une tâche aussi noble et aussi nécessaire. Un projet de loi ayant pour but de modifier l'article 9 de la loi du 13 mars 1900, a été présenté au ministre de l'intérieur par l'Institut de réformes sociales le 30 juin 1906 (1).

L'article 9 de la loi défend d'employer les femmes trois semaines après leurs couches. D'après le nouveau projet, ce délai serait porté à quatre semaines et pourrait même aller jusqu'à cinq et six semaines si l'état de la mère le nécessite et après avis des médecins. Pendant tout ce temps, son emploi devra lui être réservé par le patron. La femme peut également quitter l'atelier, à partir du huitième mois de la grossesse, après avoir avisé le patron. Enfin, le projet se préoccupe d'assurer l'existence matérielle de la mère pendant les couches. On aurait recours pour cela à la création de caisses d'assistance ouvrière.

Ce projet fait grand honneur à l'Institut de réformes sociales qui l'a élaboré.

Bien avant, en 1903, une proposition de loi tendant à modifier cet article 9 de la loi de 1900 fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés. Cette proposition fut prise en considération et une commission fut nommée le 9 juillet 1903, mais il n'en fut plus question.

Le gouvernement va sans doute reprendre pour son propre compte la proposition formulée par l'Institut de réformes sociales en 1906. Elle aurait ainsi les plus grandes chances d'aboutir.

(1) *Legislacion del Trabajo*, appendice I, p. 173.

CHAPITRE II

LES PRINCIPAUX PROJETS DE LOIS.

Comme la plupart des autres nations, l'Espagne a commencé par protéger ceux qui ont le plus besoin de cette protection légale, parce qu'ils sont les plus faibles. Elle étendra ensuite, espérons-le du moins, les bienfaits de la loi aux adultes

En Espagne plus que dans n'importe quel autre pays, l'intervention de la loi est nécessaire, parce que l'action collective y est insuffisante. Les organisations collectives ne sont en général, ni assez nombreuses ni assez puissantes, pour conclure des contrats collectifs. Souvent aussi, le syndicat ouvrier doit lutter contre le syndicat patronal plus puissant que lui. Ceci nous amène à nous préoccuper du droit de coalition et d'association en Espagne.

Depuis la promulgation de la loi du 30 juin 1887, les syndicats se forment sans autorisation, sous la seule condition de déposer leurs statuts entre les mains de l'autorité. Ces associations sont groupées en fédérations qui ont pris le nom de « Union General de Trabajadores ». Ces fédérations ont vu augmenter d'une façon considérable le nombre de leurs adhérents, mais ce chiffre est

bien minime si on le compare à la masse de la population ouvrière.

Alors qu'il y avait en 1899, 27 sections groupant 3.355 membres, il y a en 1902, 267 sections groupant 43.555 membres.

Ces associations jouissent de la personnalité morale ; c'est dans la Castille que se trouvent le plus grand nombre de syndiqués.

Les principaux centres de l'organisation syndicale sont :

Madrid avec 13.638 syndiqués ; Bilbao, 3.630 ; Santander, 2.232 ; Vigo, 2.222 ; Oviedo, 1.518 ; Mataro, 1.319 ; Valladolid, 1.019 (1).

Le droit de coalition demeure soumis à l'article 556 du Code pénal, ainsi conçu : « Ceux qui se coaliseront d'une façon abusive pour faire augmenter ou diminuer le prix de la main-d'œuvre ou même en régulariser les conditions, seront punis de la peine de « arresto major » (2). Il faut que la coalition ait reçu un commencement d'exécution.

« Les chefs et promoteurs de la coalition seront passibles du maximum de la peine, ainsi que ceux qui, pour en assurer le succès commettront des violences ou feront des menaces. »

Mais alors comment concilier l'existence du syndicat,

(1) *Boletín del Instituto de reformas sociales.*

(2) C'est une peine de prison allant de un mois à six mois. — V. tableau des peines : Code pénal, édition officielle, p. 24.

existence qui a été reconnue par la loi de 1887, avec cette disposition du Code pénal qui punit le droit de coalition ? Si les ouvriers syndiqués n'ont pas le droit de se mettre en grève, on ne voit pas du tout l'avantage qu'ils auront à se syndiquer ? Aussi, la loi ne punit que les coalitions faites d'une manière abusive et la jurisprudence a toujours décidé qu'une coalition aura un caractère abusif lorsqu'elle sera suivie de menaces ou de violences. Les simples coalitions et les grèves dans lesquelles il ne se produit ni violences, ni menaces ne tombent pas sous le coup d'une poursuite pénale. L'article 556 du Code pénal punit non pas le droit de coalition, mais des faits connexes à la coalition et ayant pour but soit de porter atteinte à la liberté du travail, soit de troubler l'ordre public (1). Il existe d'ailleurs divers projets de loi sur cette matière. Entre autres, celui présenté aux Cortès par le gouvernement le 27 janvier 1906 dont voici le dispositif :

Ce projet consacre pour les ouvriers et les patrons le droit de se syndiquer pour la défense de leurs intérêts ; en outre, il ajoute qu'on pourra se mettre en grève, ou cesser le travail, sans préjudice des droits résultant des contrats sanctionnés par un règlement ou une loi.

Ce projet détermine les cas de coalitions punissables,

(1) Déjà le 19 juin 1879 la Cour suprême avait rendu un arrêt en ce sens. — V. circulaire du ministre de la justice. *Gaceta de Madrid*, 22 juin 1902.

et les grèves qui doivent être annoncées à l'autorité avant qu'elles n'éclatent.

Il déclare abrogé l'article 556 du Code pénal et toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

La commission du Sénat a apporté quelques modifications au projet du gouvernement. La commission exclut, d'abord du bénéfice de cette loi, toute grève qui ne se produira pas entre patrons et ouvriers pour la défense de leurs intérêts respectifs. Après avoir consacré le droit de coalition, on ne punit que les faits connexes à la coalition tels que violences, menaces, insultes, ou tous actes tendant à empêcher la liberté du travail; ces délits sont punis de peines de prison légères et d'une amende de 5 à 125 pesetas.

Ceux qui troubleront l'ordre public, en formant des groupes pour imposer la grève, ou pour obliger les ouvriers à reprendre le travail, seront condamnés au maximum de la peine de « arresto major », c'est-à-dire à six mois de prison. Il en est de même des chefs ou promoteurs. On entend par chefs ou promoteurs, tous ceux qui auront été d'avis de la déclarer, pour exercer un emploi rétribué dans l'association ou corporation. Tous ceux qui par écrit ou de vive voix exhorteront ou stimuleront les ouvriers à la déclarer, ou ceux qui s'attribuant la représentation collective la notifieront ou la proclameront.

Les grèves doivent être annoncées 10 jours à l'avance à l'autorité lorsqu'elles auront pour conséquences, de faire manquer une ville de lumière, lorsqu'elles suspen-

dront le fonctionnement des chemins de fer ou des tramways, ou de laisser sans assistance les malades d'une population.

Elles seront annoncées cinq jours à l'avance, lorsqu'elles auront pour conséquences de priver tous les habitants d'une ville de quelques articles de consommation générale et nécessaire.

Les chefs ou promoteurs des grèves dont il a été parlé plus haut, qui n'auraient pas déclaré celles-ci à l'autorité, seront condamnés au maximum de la peine d'emprisonnement.

Les réunions ou manifestations qui auront lieu à l'occasion d'une grève seront soumises à la loi sur les réunions publiques. Ce projet n'a pu encore être approuvé en entier.

L'Institut de réformes sociales a chargé la troisième section de faire des enquêtes sur toutes les grèves, de se procurer tous renseignements à ce sujet, et de dresser des statistiques. Des questionnaires sont adressés à tous les présidents de juntas de réformes sociales, partout où une grève éclate. Ces questionnaires doivent être remplis, et renvoyés à l'Institut dans un délai de huit jours. A cette source d'informations s'en ajoute une autre.

Les autorités provinciales et locales (gouverneurs et alcaldes) doivent adresser des rapports sur toutes les grèves au ministre de l'intérieur; de l'avis même de la section compétente de l'Institut ce travail n'est pas com-

plet. « Il a fallu pour réunir tous les documents apportés lutter contre l'apathie des autorités espagnoles, peu soucieuses parfois, de prêter un concours efficace à des questions si importantes. » Le décret du 1^{er} mars 1906 a créé l'inspection du travail en Espagne. Les inspecteurs sont considérés comme fonctionnaires dépendant de l'Institut de réformes sociales. Ainsi désormais, l'Institut aura dans toutes les provinces un représentant direct, qui pourra le renseigner rapidement. Les travaux de statistique seront aussi plus complets et plus exacts

Il faut reconnaître cependant que l'Institut a fait preuve de beaucoup de bonne volonté pour organiser les statistiques. Il vient de publier un mémoire sur les grèves en Espagne pendant l'année 1905 (1).

Il résulte de ces enquêtes que le nombre de grèves enregistrées par l'Institut durant l'année 1905 a été de 130.

Distribution des grèves par province :

Barcelone vient en tête avec 30 grèves, soit 23,07 0/0.			
Madrid, a eu	21	»	» 16,14 »
Biscaye,	9	»	» 6,92 »
Pontevedra et la Corogne,	8	»	» 6,15 »
Valence,	5	»	» 5 »
Alicante,	4	»	
Almerie,	4	»	

(1) *Instituto de reformas sociales*, « Estadística de las Huelgas » (1904-1905), Mémoire de la 3^e section technico-administrative. Madrid, Mimuesa de Los Rios, 1906.

Enfin Logrono, Santander, Tarragone, Valadolid ont eu 3 grèves ; Alava, Lugo, Séville, Saragosse, en ont eu 2 ; Avila, les Iles Baléares, Burgos, les Canaries, Cadix, Cacerès, Gérone, Huexa, Jaca, Lerida, Malaga, Orenso et Tolède ont eu une grève chacun.

Ouvriers occupés et ouvriers grévistes. — Le nombre des ouvriers occupés dans les industries en grève a été de 24.526 (23.368 hommes et 1.158 femmes) ; sur ce chiffre il y eut 20.176 grévistes (19.354 hommes et 822 femmes).

Industries atteintes par les grèves :

1^{er} Groupe :

Industrie de la construction,	28 grèves,	soit	21.53 0/0.
Industrie minière,	16	»	» 12.30 »
Transports urbains : routes,			
ponts,	14	»	» 10.76 »
avec 11.264 grévistes.			

2^e Groupe :

Industries de l'alimentation,	11 grèves,	soit	8.23 0/0.
Métallurgie,	10	»	» 7.77 »
Habillement,	10	»	» 7.77 »
Lettres et arts,	9	»	» 6.92 »
Tissus,	8	»	» 6.15 »
avec 7.681 grévistes.			

3^e Groupe :

Industrie du bois,	5 grèves,	soit	3.84 0/0.
Industrie de la céramique,	5	»	» 3.84 »

Industrie du meuble,	5 grèves, soit	3.84 0/0.
Cuir et peaux,	3 » »	2.80 »
Industrie agricole,	2 » »	1.53 »
Transports chemins de fer,	2 » »	1.53 »
Hôtels, cafés, etc.	1 » »	0.76 »

avec 1.231 grévistes.

Le chiffre total étant de 130 grèves, on voit que le premier groupe comprend plus de la moitié et le second environ le tiers.

Influence des sociétés de résistance. — Dans 83 grèves interviennent les syndicats ouvriers, dans 12 les syndicats de patrons.

Causes des grèves. — Les causes des grèves ont été :

Le salaire dans 40 grèves, soit 30.77 0/0.

L'admission ou renvoi du personnel dans 37 grèves, soit 27.69 0/0.

Journée de salaire dans 12 grèves, soit 9.23 0/0.

Réglementation du travail dans 11 grèves, soit 8.40 0/0.

La journée de travail dans 9 grèves, soit 6.90 0/0.

Salaire et réglementation du travail dans 9 grèves, soit 6.90 0/0.

Journée, salaire et réglementation du travail dans 3 grèves, soit 2.30 0/0.

Défense de l'Association ouvrière dans 2 grèves, soit 1.53 0/0.

Journée salaire et défense de l'Association ouvrière dans 2 grèves, soit 1.53 0/0.

Journée et admission ou renvoi du personnel dans une grève soit 0.76 0/0.

Journée et réglementation du travail dans une grève, soit 0.76 0/0.

Journée et défense de l'Association ouvrière dans une grève, soit 0.76 0/0.

Résultats des grèves.

Les ouvriers obtiennent gain de cause dans 46 grèves comprenant 3.256 grévistes.

Ils eurent gain partiel dans 22 grèves comprenant 2.726 grévistes, et échouèrent dans 62 comprenant 14.194 grévistes.

Solution des grèves.

8 grèves ont été solutionnées par entente entre patrons et ouvriers.

3 grèves ont été solutionnées par entente entre patrons et sociétés ouvrières.

4 grèves ont été solutionnées par entente entre association patronale et association ouvrière.

42 grèves ont été solutionnées par intervention de l'autorité.

73 se résolurent sans aucune intervention.

Ce dernier chiffre est énorme. Plus de la moitié des grèves se sont résolues sans intervention (56 0/0). Ce fait démontre la nécessité d'introduire en Espagne par une loi, la conciliation et l'arbitrage en matière de grèves.

Durée des grèves.

16 grèves ont duré moins de 2 jours.

48 — — de 2 à 5 jours.

19 — — de 6 à 10 jours.

10 — — de 11 à 15 jours.

3 — — de 16 à 20 jours.

11 — — de 21 à 30 jours.

22 — — plus de 30 jours.

2 ont eu une durée inconnue.

**Projet de loi sur la conciliation et l'arbitrage
en matière de grèves.**

En Espagne, comme dans tous les autres pays, on s'est préoccupé de trouver les moyens de diminuer les grèves et d'arriver au règlement pacifique des conflits entre le capital et le travail. La grève est funeste pour tout le monde, le patron y perd, l'ouvrier aussi, et comme les grèves peuvent tourner à l'émeute il y a là un danger pour l'ordre public. L'Etat ne peut donc se désintéresser de cette question. Y a-t-il en Espagne une loi sur la conciliation et sur l'arbitrage en matière de grèves ? malheureusement non, mais un projet de loi a été présenté aux Cortès le 27 janvier 1906 par le gouvernement. Le ministre de l'intérieur insistait sur la nécessité d'édicter des mesures législatives en une matière aussi importante, et présentait en même temps un projet de loi sur les tribunaux mixtes.

Déjà, en 1883, la commission de réformes sociales avait été chargée d'établir et d'organiser ces tribunaux (1).

En 1891, deux projets avaient été présentés à la commission.

En 1901, la commission revient sur le même sujet. Elle distingue les conflits et différends qui peuvent s'élever entre patrons et ouvriers à raison du contrat de louages de services, et les procès qui peuvent surgir au sujet de l'exécution du contrat de travail ou de l'application de la loi sur les accidents du travail, d'où deux projets de loi :

Un sur les conseils de conciliation chargés de résoudre les conflits sociaux, l'autre sur l'établissement et l'organisation des tribunaux mixtes chargés de solutionner les procès.

Le gouvernement accueille la proposition de la commission et le 4 février 1902, il présente au congrès, un projet de loi qui n'aboutit pas. Le 27 octobre 1903 le gouvernement présente un projet analogue qui échoue également. Enfin le 27 janvier 1906 le ministre de l'intérieur représente le même projet.

Nous allons analyser ce dernier.

Le projet de loi définit ainsi les conseils de conciliation :

« Les conseils de conciliation permanents, sont établis pour prévenir et résoudre les différends entre patrons et ouvriers, en raison de l'interprétation et de l'exécution du contrat de louages de services. »

(1) *Instituto de reformas sociales ; Legislacion del Trabajo*, t. I.

Remarquons le caractère permanent donné à ces conseils, qui sont créés non seulement pour résoudre les difficultés mais encore pour les prévenir.

Le projet de loi formule ensuite les règles pour la composition et le fonctionnement de ces conseils. Le conseil de conciliation doit se composer d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers.

Dans les districts judiciaires où il existera des tribunaux mixtes, le conseil de conciliation sera formé par le corps des jurés qui constituent le tribunal.

Le conseil peut dans ce cas se diviser en sections mixtes qui connaîtront des différends soumis par le conseil entier. Les sections peuvent siéger au chef-lieu du district ou dans les villes où surgiront des conflits ; on agira d'après les circonstances dans chaque cas.

Dans les districts, où il n'aura pas été créé de tribunal mixte, le conseil de conciliation sera constitué par les juntas locales, créées par l'article 7 de la loi du 13 mars 1900 et organisées par décret royal du 9 juin de la même année. Ces juntas connaîtront des conflits qui s'élèveront, dans la limite de leur ressort, et pourront fonctionner également en entier ou par sections.

Le projet de loi utilise ici un organe qui existait déjà.

Fonctionnement des conseils de conciliation. — Dans le cas où une grève serait sur le point d'éclater, ou aurait éclaté à raison du contrat de travail, le patron ou les patrons, et les ouvriers en donneront connaissance par écrit, au président du conseil de conciliation ; dans cet

écrit, patrons et ouvriers exposeront succinctement leurs revendications.

Le président du conseil de conciliation, convoquera immédiatement le conseil en entier ou la section compétente. Le conseil se réunira le plus tôt possible, se transportera sur les lieux et citera les parties. Il s'efforcera d'obtenir d'elles dans le cas où la grève serait sur le point d'éclater, que ni les patrons ne suspendent le travail, ni les ouvriers ne l'abandonnent pendant que la conciliation se prépare.

Si le conseil ne peut obtenir un accord, il proposera aux parties de nommer des personnes pleinement autorisées pour contracter en leur nom. Les parties, d'un commun accord, peuvent désigner une seule personne. Le mandat pourra être confié à tout Espagnol majeur, homme ou femme ayant pleine capacité pour contracter. Si la femme est mariée, elle acceptera cette charge avec l'autorisation verbale de son mari, dans le cas, où elle ne serait pas déjà autorisée à faire le commerce. On pourra aussi confier ce mandat de contracter, aux conseils de conciliation, aux sections, ou à leurs membres.

Si les parties ne comparaissent pas à la convocation du président, le conseil le constatera, et s'il le juge utile, il pourra consigner dans le procès-verbal son opinion sur le cas qui s'est présenté et la publier d'office. Les parties pourront obtenir copie intégrale du procès-verbal, mais non un extrait. Les parties ou leurs mandataires consigneront par écrit la convention définitive et la dé-

poseront au greffe du conseil. Les copies autorisées par le secrétaire, revêtues de la signature du président, auront la force d'un acte public. Les membres des conseils de conciliation, dans l'exercice de leurs fonctions, seront considérés comme fonctionnaires publics.

Tel est, dans son ensemble, le projet de loi présenté aux Cortès.

La commission du congrès chargée de donner son avis, respectait le projet du ministre dans ses grandes lignes. Mais, elle posait le principe que la conciliation ne s'impose jamais, et qu'après avoir eu recours à elle, les parties peuvent toujours repousser toute formule de conciliation.

Le ministre voulait également limiter la compétence des conseils de conciliation ; la commission ne fut pas de cet avis. Il faut, disait le rapporteur, renoncer à définir les procès auxquels s'appliquera la présente loi, en raison de la multiplicité de procès que soulèvent les conflits entre le capital et le travail. Il faut reconnaître que la commission avait raison de vouloir donner à ces conseils la compétence la plus étendue ; car en limitant leur pouvoir d'action, bien des questions et peut-être les plus importantes n'auraient pu être tranchées par eux.

La commission désirait également que la loi renfermât quelques garanties au sujet de l'exécution de la sentence arbitrale. C'était là une idée heureuse, mais cette proposition fut rejetée. Le Congrès a adopté ce projet de loi qui doit maintenant être approuvé par le Sénat.

Le vice capital de ce projet de loi, c'est que rien n'oblige patrons et ouvriers à respecter la sentence rendue ou le compromis signé, après beaucoup de peine et de pourparlers. Il n'y a aucune sanction, de telle sorte que telle difficulté tranchée aujourd'hui par le conseil de conciliation peut renaître demain et entraîner une nouvelle grève.

Nous sommes loin de l'arbitrage tel qu'il existe en Nouvelle-Zélande ou même du projet de loi français déposé par M. Millerand sur le bureau de la Chambre des députés.

Tribunaux mixtes. — Nous avons vu que les conseils de conciliation ne sont autre chose que les tribunaux mixtes, dans les districts où ceux-ci auront été créés. Aussi, en même temps, le ministre présentait-il un projet de loi sur les tribunaux industriels.

Ce projet traite d'abord de la compétence des tribunaux, de leur composition et de la procédure à suivre.

La compétence des tribunaux mixtes est déterminée de la façon suivante, sauf le cas de soumission expresse ou tacite à un arbitre, le tribunal mixte connaîtra :

1° Des procès qui surviendront entre patrons et ouvriers au sujet de l'exécution du contrat de louages de services ;

2° Des procès sur l'exécution du contrat d'apprentissage ;

3° Des procès ayant trait à l'application de la loi sur

les accidents du travail, soumis actuellement aux juges de droit commun.

Le projet de loi définit ce qu'il entend par contrat. Il s'agit, non seulement des contrats qui ont été faits par écrit, des obligations convenues et acceptées par les parties, mais encore des stipulations verbales, et à défaut les usages et coutumes de chaque localité dans chaque genre de travail.

Le tribunal mixte siégera au chef-lieu du district judiciaire, et sa compétence s'étendra sur tout le territoire du district.

Composition du tribunal. — Le tribunal sera présidé par un juge du tribunal de première instance, assisté de trois jurés patrons choisis par l'ouvrier plaideur, et de trois jurés ouvriers choisis par le patron plaideur.

Pour exercer la charge de jurés il faut être Espagnol, âgé de trente ans, savoir lire et écrire, et être patron ou ouvrier.

Le corps des jurés est recruté à l'élection. Ce sont les 15 patrons et les 15 ouvriers qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages dans le district.

Le projet de loi attribue encore au corps des jurés diverses fonctions.

Le corps des jurés élira un président et se divisera en sections mixtes composées au moins d'un ouvrier et d'un patron qui exerceront l'inspection du travail dans les fabriques, ateliers et établissements de travail qui se trouvent dans le ressort du tribunal mixte. Ces sections

mixtes rechercheront les conditions d'hygiène, établiront la statistique du travail, et veilleront à l'application des lois sur le travail, particulièrement dans les endroits où l'on emploie des ouvriers des deux sexes, afin que la morale et les bonnes mœurs soient observées.

Tel est le projet qui a été présenté par le gouvernement au Congrès. La commission du Congrès a déposé son rapport le 5 février 1906. Elle ne modifie le projet gouvernemental que dans le détail. Elle dispense les jurés des fonctions de l'inspection et du soin de dresser les statistiques. La commission insiste sur ce point que les jurés devront collaborer d'une manière effective à la sentence. Ils apporteront l'expérience qu'ils ont de la vie industrielle et les connaissances acquises.

Procédure devant les tribunaux mixtes. — Une fois la demande adressée au juge président, celui-ci essaiera de concilier les parties. Si cette tentative de conciliation n'aboutit pas, les parties diront s'il y a des questions préjudicielles, telles que : prescription, incompétence de juridiction, chose jugée ; le juge tranchera ces questions sans recours, ensuite il priera chaque partie de désigner les trois jurés qui doivent avec le juge composer le tribunal. Chaque partie choisira en plus un juré suppléant, soit au total 6 jurés et 2 suppléants.

Le président désignera le jour où l'affaire sera appelée.

Si un juré fait défaut, on y substituera le suppléant.

Si plus de deux jurés manquent, la cause ne pourra

être entendue, et chacun de ceux qui ont manqué paiera 5 francs à chacun des assistants.

Le tribunal constitué entendra les parties.

Les juges pourront poser aux témoins ou aux parties toutes les questions de nature à éclairer les faits.

Le tribunal se retirera à huis clos pour juger.

De l'appel. — Les parties pourront faire appel de la décision du tribunal mixte devant un tribunal composé de 7 jurés patrons, 7 jurés ouvriers et le juge président. Les parties pourront désigner les 3 jurés qui ont déjà connu de l'affaire.

Recours en nullité. — Il y aura recours en nullité :

1° Lorsque la sentence aura été prononcée par le tribunal sans que le juge ait résolu une question préjudicielle ;

2° Lorsque la sentence aura été prononcée par moins de 6 jurés ou 14 jurés en appel ;

3° Lorsqu'elle aura été rendue contre un mineur ou un incapable en l'absence de son représentant.

Nous venons d'exposer brièvement ce projet de loi sur les tribunaux mixtes. Il est à souhaiter qu'il aboutisse car cette institution peut donner d'excellents résultats. On sait que ces tribunaux seront compétents pour fixer les indemnités résultant de l'application de la loi sur les accidents du travail ; la loi de 1900 leur avait déjà attribué cette compétence.

Le législateur espagnol a estimé, que les membres de ces tribunaux, apporteront dans la solution de ces procès une expérience industrielle et des connaissances

techniques que ne peuvent avoir les juges de droit commun. C'est pour la même raison que le tribunal d'appel est aussi composé des mêmes éléments, le nombre de jurés est simplement accru.

Remarquons encore que la procédure est des plus rapides et des moins coûteuses, ce qui nous paraît indispensable dans des questions où la solution doit intervenir le plus tôt possible dans l'intérêt de tous.

Enfin les tribunaux mixtes ont une haute mission à remplir puisqu'ils constituent les conseils de conciliation et d'arbitrage, chargés d'intervenir dans les conflits entre patrons et ouvriers. Mais dans ces débats ils ne rendent plus de jugements, et leur sentence n'est en aucune façon exécutoire.

Ces deux projets de loi sont à la veille d'être votés par le Sénat ; il y a encore un projet de loi très intéressant sur l'insaisissabilité du salaire.

Le Congrès avait adopté, le 8 février 1906 (1), un projet de loi déclarant insaisissable le salaire journalier de l'ouvrier lorsqu'il ne dépasse pas 2 pesetas, de 2 à 5 pesetas on pourra saisir $\frac{1}{6}$, si le salaire est de 5 à 7 pesetas on pourra saisir $\frac{1}{5}$, de 7 à 10 pesetas $\frac{1}{4}$, et au-dessus de 10 pesetas le tiers.

Les contrats que le débiteur pourra faire contrairement à cette loi seront nuls.

Le Sénat a fait subir des modifications à ce projet. Le

(1) *Legislacion del Trabajo*, « Appendice 1 », p. 187 et suiv.

salaire journalier insaisissable est porté à 2.50 pesetas.

Si le salaire annuel ne dépasse pas 2.500 pesetas on ne pourra saisir que le cinquième ; le tiers si le salaire annuel va de 2.500 pesetas à 5.000, et la moitié s'il est supérieur à 5.000 pesetas.

Ce nouveau projet a été voté par le Sénat le 14 mars 1906, il doit maintenant être approuvé par le Congrès.

Mais que de lacunes énormes dans la législation du travail espagnole. Il n'existe aucune loi réglementant le travail, et limitant la journée des adultes-hommes ou femmes. On ne parle pas encore d'assurances contre la maladie, l'invalidité, la vieillesse et à plus forte raison de retraites ouvrières.

Il faut reconnaître que jusqu'à présent le législateur espagnol n'a pas disposé des mêmes sources d'information que les autres pays d'Europe. Aucune statistique n'existait encore, il y a trois ou quatre ans. Actuellement, l'Institut de réformes sociales fait les plus louables efforts pour centraliser à Madrid tous les renseignements concernant les questions ouvrières et sociales. Le Parlement espagnol paraît animé des meilleures intentions, et il semble qu'en Espagne, comme cela est arrivé en Belgique, la législation du travail va se développer rapidement.

Quoi qu'il en soit, à ne considérer que l'œuvre accomplie et les lois ouvrières déjà votées ou déposées, on peut dire que parmi ces lois la plus importante peut-être, celle qui semble avoir eu le retentissement le plus pro-

fond sur la vie économique de l'Espagne, celle en tous cas où s'expriment le mieux son caractère propre et ses mœurs, est la loi sur le repos du dimanche dont nous allons étudier dans les chapitres suivants l'histoire et la portée.

DEUXIÈME PARTIE

LE REPOS DU DIMANCHE

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Parmi toutes les revendications qu'a fait entendre le monde du travail, il en est une qui a dépassé toutes les autres en intensité : c'est la question du repos hebdomadaire. Aujourd'hui il ne se trouve personne pour contester la légitimité d'une telle revendication. Le principe, en lui-même est incontestable. En se reposant un jour sur sept, l'homme ne fait qu'obéir à une loi naturelle ; s'il la viole ce sera au préjudice de sa santé ; tous les physiologistes sont d'accord là-dessus. Le repos de la nuit ne peut suffire à réparer les forces dépensées par l'ouvrier dans la journée. Le travail continu entraîne après lui l'appauvrissement du sang, le relâchement des muscles et la fatigue du système nerveux. Les maladies auront beaucoup plus de prise sur un corps dont la vi-

gueur aura été ainsi ruinée lentement. « Le physiologiste Flourens évalue à cent ans la durée normale d'un homme qui accorderait à ses organes, la juste mesure du travail et du repos, et le docteur américain Mussey se fondant sur un grand nombre d'observations, prétend qu'en observant un jour de repos sur sept, l'homme augmente de sept ans la durée d'une vie de cinquante (1). »

Ce repos est beaucoup plus nécessaire dans la grande industrie qu'ailleurs, parce que le travail y est plus intense et plus uniforme. Si nous comparons l'ouvrier d'une grande usine et l'ouvrier des champs, nous remarquons bien vite que le premier se fatigue beaucoup plus que le second. Avec la division du travail telle qu'elle existe de nos jours, l'ouvrier répétera sans cesse les mêmes mouvements, ce seront donc toujours les mêmes parties du corps qui seront en jeu et se fatigueront. Ces raisons d'hygiène, à elles seules, suffisent pour démontrer la nécessité du repos, car l'homme a avant tout, le droit de vivre, et de prolonger le plus loin possible son existence.

L'ouvrier devra donc se reposer un jour par semaine, mais ce choix du jour de repos sera-t-il laissé au bon plaisir du patron et de l'ouvrier ou employé ? Non, la loi interviendra et fixera un jour de repos collectif et ce jour de repos collectif sera le dimanche, et alors aux raisons d'hygiène que nous avons invoquées en faveur du repos, s'ajoutent des motifs d'un ordre plus élevé. Ce sont des raisons d'ordre religieux, moral, familial et social. Si le

(1) Congrès international pour le repos du dimanche. Paris, 1900.

corps a des besoins, l'âme en a aussi qui sont tout aussi impérieux. Donner aux ouvriers le repos du dimanche, c'est respecter la liberté de conscience, c'est permettre aux croyants catholiques d'assister aux offices et de remplir leurs devoirs religieux ; c'est donner en un mot à ceux qui croient à l'institution divine du dimanche, échappant ce jour là aux servitudes matérielles, le pouvoir d'élever leur âme à Dieu.

Si le dimanche est le jour consacré à Dieu, il sera également celui de la vie domestique. Un des effets les plus désastreux du développement de la grande industrie a été de détruire l'unité de la famille ouvrière, en ouvrant les portes de l'atelier à la femme et à l'enfant. Cette unité, le repos du dimanche peut la reconstituer. Le dimanche verra parents et enfants séparés toute la semaine par le rude labeur quotidien se réunir autour de la même table. Le chef de famille puisera au contact des siens de nouvelles forces pour le lendemain. A l'influence souvent néfaste des camarades d'atelier se substituera peu à peu celle de sa famille. L'ouvrier qui vivra davantage dans son foyer deviendra meilleur.

Comment ne pas rappeler ici une admirable page d'Alphonse Daudet, où l'écrivain de si grand talent avait mis tout son cœur.

« Pour ces prisonniers de la semaine, l'almanach aux grilles serrées s'entr'ouvre de distance en distance, en espaces lumineux, en prises d'air rafraîchissantes.

« C'est le dimanche qui constitue pour une foule d'êtres

la seule récompense, le seul but aux efforts désespérés de six jours de peine. Si on veut bien connaître le dimanche, il faut surtout le voir aux quartiers laborieux, aux faubourgs enfiévrés, où dès le matin, on le sent planer imposant et doux dans le silence des fabriques, planer avec le bruit de cloches qui met dans l'horizon autour des banlieues comme un immense chant de délivrance.

« Dimanche, je t'exalte et te bénis pour tout ce que tu donnes de joie et de soulagement au labeur honnête et courageux, pour le rire des enfants qui t'acclament, pour la fierté des mères heureuses d'habiller leurs petits en ton honneur, pour la dignité que tu conserves au logis des plus pauvres. »

Le dimanche rapproche l'ouvrier des siens, mais il le rapproche aussi des autres hommes. S'il est le jour de la vie domestique, il sera aussi le jour de la vie sociale. Il permettra les groupements d'ouvriers d'une même profession qui pourront ainsi discuter leurs intérêts professionnels et adopter les mesures nécessaires à leur défense. Enfin, le dimanche sera encore consacré à la vie publique. Une longue tradition veut que les élections de toutes sortes aient lieu le dimanche. Comment l'ouvrier pourra-t-il exercer librement ses droits de citoyen s'il est retenu à l'usine ce jour-là par son patron. Le repos du dimanche consacre donc les droits de chaque citoyen.

Telles sont en quelques mots les raisons qui militent en faveur du dimanche comme jour de repos choisi. Cette fixation du dimanche a été admise universellement,

même par les socialistes. Le leader socialiste belge Vanderwelde ne craignait pas de déclarer sur ce point : « Pour jouir, disait-il, de la vie de famille, il faut que dans la mesure du possible, le repos hebdomadaire ait lieu le même jour pour tous. Or quel doit être le jour de repos hebdomadaire commun ? C'est celui qui nous est donné par une longue tradition, celui qui est déjà le jour de repos pour le plus grand nombre de nos concitoyens, c'est le dimanche. »

Remarquons aussi que tous les congrès socialistes ont émis le vœu que le dimanche fût choisi comme jour de repos légal. Actuellement, tout le monde est d'accord sur le principe du repos, il n'en est plus de même dès qu'on veut mettre le principe en pratique.

Ici, comme dans toutes les questions de protection légale, nous nous trouvons en présence des individualistes. Ceux-ci prétendent qu'en une matière aussi délicate, la loi ne doit nullement intervenir, d'abord parce que ce serait porter atteinte à la liberté individuelle, et d'autre part, parce que la loi ne peut rien et qu'il faut tout attendre de l'initiative privée et de la réforme des mœurs.

Nous répondrons d'abord, que la loi en intervenant ne porte nullement atteinte à la liberté. Selon une formule heureuse, « la loi apparaît ici plutôt comme l'instrument de libération des faibles, tandis que la liberté apparaît comme celui de leur oppression (1) ». La liberté est toujours bonne pour les forts, la loi du repos dominical protégera les faibles. Il est juste, il est nécessaire, que

(1) Congrès du repos du dimanche, 1900.

le législateur intervienne dans les conflits entre le capital et le travail. Sans doute, on nous dit que dans cette question du repos du dimanche il faut tout attendre de l'initiative privée. Nous constatons que, partout, cette initiative a été impuissante. Il serait injuste de méconnaître les efforts louables, tentés par les ligues de toutes sortes, en faveur du repos du dimanche. Mais l'effort de ces ligues a toujours échoué devant le mauvais vouloir des patrons, ou de certains patrons et l'insouciance de la clientèle. Et cela nous l'avons vu se produire dans tous les pays. L'Espagne elle-même, où pourtant le repos du dimanche est traditionnel comme en Angleterre, a dû avoir recours à l'intervention légale. Il s'est passé en Espagne des faits analogues à ceux que dénonçait en 1902 le député Fournier à la tribune de la Chambre des députés français. Des commerçants de petites villes, prenaient entre eux l'engagement de fermer leurs magasins le dimanche ; mais il suffisait que l'un d'eux ne respectât pas le pacte conclu, pour que l'on vit immédiatement toutes les boutiques rouvrir leurs portes à la clientèle ce jour-là.

Bien plus, en supposant même que l'engagement signé reçut pleine et entière exécution, il venait s'établir dans la ville un commerçant étranger, qui, lui, n'était pas lié par la convention et qui par conséquent ne fermait pas le dimanche. Le résultat ne se faisait pas longtemps attendre, les autres commerçants suivaient son exemple.

Pour ce qui est de la réforme des mœurs, la contrainte légale peut seule avoir de l'influence sur leur changement. Les clients sont en général insoucians ; ce n'est que le jour où ils sauront que tous les magasins sont fermés le dimanche qu'alors seulement ils se mettront en mesure de faire tous leurs achats dans la semaine.

Seule, l'obligation légale, sera assez puissante pour faire accepter et respecter le repos du dimanche.

Mais en obligeant les patrons à donner à leurs ouvriers ou employés un jour de repos la loi va grever leur industrie ou leur commerce de nouvelles charges. L'ouvrier tout en se reposant voudra voir sa journée payée. La journée de repos doit-elle être payée ? S'il s'agit d'un ouvrier ou d'un employé payé au mois, il continuera à recevoir le même salaire. Mais l'ouvrier payé à la journée ? nous devons répondre tout aussi affirmativement. Ce serait un leurre que d'offrir à l'ouvrier une journée de repos non payée, ce serait lui retirer de la main gauche, ce qu'on lui donne de la main droite ; si on déclare que le jour de repos ne sera pas payé c'est déclarer en même temps que l'ouvrier n'aura pas de repos, les deux termes sont intimement liés l'un à l'autre. Tout le monde admet la nécessité du repos ; si donc l'ouvrier ou l'employé ne peuvent faire abandon de cette journée non payée, c'est donc que le salaire est insuffisant pendant les six autres jours de la semaine et il doit alors être augmenté.

On oppose encore au repos un autre argument. On dit, qu'avec l'observation du repos hebdomadaire la pro-

duction sera diminuée. Est-il bien exact de dire que la production sera amoindrie dans un pays par le seul fait que la loi impose le repos aux ouvriers et employés ? nous ne le croyons pas. L'ouvrier reposé produira un bien meilleur travail, et la perte en quantité sera compensée **par le gain en qualité.**

La richesse nationale ne sera donc pas diminuée. Bien plus, l'expérience est là pour nous démontrer, que les nations qui observent le repos hebdomadaire depuis de longues années, sont aujourd'hui les premières au point de vue économique. Nous avons surtout l'exemple de l'Angleterre, et à ce sujet l'historien Macaulay s'exprime ainsi : « Nous, Anglais, non seulement nous ne sommes pas plus pauvres, mais nous sommes plus riches, parce que depuis des siècles nous donnons un jour de repos sur sept. Non, cette journée n'est pas perdue : quand le travail chôme, quand la charrue repose dans le sillon, quand la Bourse se complait dans le silence, quand l'usine est dépourvue de son panache de fumée, il se fait une opération aussi importante pour la richesse de la nation que le labeur des autres jours. L'homme, la machine des machines repose ses forces, et retourne à son travail le lundi, l'intelligence plus vive, l'âme plus courageuse, le corps plus vigoureux. »

La loi sur le repos du dimanche n'entraînera donc pas après elle, les conséquences fâcheuses dont on nous menace. Tout au plus lésa-t-elle quelquefois les intérêts de quelques industriels. Cette considération suffirait-

elle à nous arrêter? Non, comme le dit M. Jay (1) : « Il ne faut pas hésiter à le proclamer, lors même que l'intervention de la loi devrait porter atteinte à la prospérité de quelque industrie, il n'y aurait pas là une raison suffisante pour refuser aux travailleurs la protection qui leur est due. Même au point de vue strictement économique, la nation qui laisse détruire ou amoindrir les forces physiques ou morales des travailleurs fait le plus détestable des calculs. Ces forces physiques ou morales sont une partie du capital national, tout comme le sol et les machines. L'industriel qui, pour diminuer le coût de production laisserait ses machines se détériorer faute de réparation, serait partout considéré comme un fou qui court à la faillite. Il arrivera en effet un moment où il sera obligé de prendre sur son capital les sommes nécessaires pour remplacer les machines hors d'usage. Si l'on n'a pas la même opinion de l'industriel qui impose à ses ouvriers un travail excessif, ou ne leur paie qu'un salaire insuffisant, c'est qu'on sait qu'il ne sera jamais obligé de réparer le dommage causé par sa criminelle prévoyance. Ce dommage restera à la charge de la nation. »

Le travail prolongé, de l'avis unanime de tous les médecins, a des conséquences funestes pour l'avenir de la race. Comment, des hommes sans cesse courbés sur un métier ou une machine pourront-ils avoir des enfants

(1) Jay, *La protection légale des travailleurs*, p. 128-129.

sains et vigoureux, capables à leur tour, de perpétuer la race. La nation, qui veut demeurer forte au regard des autres peuples, doit accorder à ses ouvriers, un jour de repos sur sept, repos que la loi seule peut garantir.

La loi interviendra donc, mais comment interviendra-t-elle ? dans un esprit large, hâtons-nous de le dire. Elle ne doit pas être tyrannique ; et une loi qui se renfermerait dans un article unique défendant tout travail le dimanche serait ridicule et inapplicable.

Il faut, dans la mesure du possible, concilier les intérêts de certaines branches de l'industrie et du commerce, avec le principe du repos du dimanche. Après avoir posé nettement le principe du repos du dimanche, la loi doit admettre des dérogations assez nombreuses, qui lui donneront la souplesse nécessaire pour être appliquée efficacement. C'est d'ailleurs ce qui a été fait dans toutes les législations étrangères, et le repos par roulement s'est substitué au repos du dimanche dans certains cas. Ajoutons qu'il appartient au législateur, ou au pouvoir exécutif de déterminer rigoureusement les dérogations au repos du dimanche et de ne le faire que si nécessité oblige.

C'est pour s'être conformés à ces principes que presque tous les pays du monde ont vu la loi sur le repos du dimanche s'appliquer sans porter une trop grande perturbation dans leur commerce ou leur industrie. Nous ne nions pas que dans les débuts, il n'y ait un certain malaise, une certaine contrariété puisant leurs causes

dans un changement d'habitudes, mais tout s'arrange avec le temps, et il finit par y avoir harmonie entre la loi et les mœurs. Ces considérations peuvent s'appliquer à l'Espagne : devant les efforts infructueux de l'initiative privée, elle a dû recourir à l'intervention légale pour faire bénéficier la classe ouvrière du repos du dimanche. Cette intervention de l'Etat a été consacrée par la loi du 1^{er} mars 1904, complétée par les règlements d'administration publique du 19 août de la même année et du 9 avril 1905.

Nous allons examiner quel a été le point de départ de ces mesures législatives.

CHAPITRE II

HISTORIQUE DE LA LOI DU 1^{er} MARS 1904.

On a, bien des fois avant la loi du 1^{er} mars 1904, essayé de généraliser et d'établir le repos du dimanche en Espagne. On peut dire qu'en 1890 commence la campagne en faveur du repos du dimanche, campagne qui se traduit par diverses propositions de loi. En effet, le 3 décembre 1890, M. Santa-Maria présente à la commission de réformes sociales un projet de loi sur cette matière précédé d'un exposé des motifs, et d'un résumé de la législation étrangère. Cet exposé s'appuie sur les vœux qui furent adoptés à la Conférence de Berlin, au point de vue du repos dominical. On voit donc que cette fameuse conférence internationale, a eu son retentissement en Espagne, et a appelé l'attention du législateur sur la réglementation légale du repos du dimanche.

M. Santa-Maria émettait donc le 3 décembre 1890 à la commission de réformes sociales l'avis suivant (1) : « Le travail du dimanche sera défendu dans les établissements industriels et commerciaux, aux mineurs de 16 ans des deux sexes. On ne permettra le travail du dimanche aux

(1) *Legislacion del Trabajo*, t. I et « Appendice ».

adolescents des deux sexes de 16 à 18 ans, que durant les premières heures de la journée, et lorsque seulement les nécessités de l'industrie à laquelle ils travaillent l'exigeront. » Par exemple, pour mettre de l'ordre dans les locaux, ou nettoyer les machines des dits établissements. Dans tous les contrats de travail, à moins de convention contraire, l'exception du repos du dimanche devra toujours être présumée, cette dernière disposition visait les ouvriers de tout âge et de toute catégorie.

Cette proposition de M. Santa-Maria fut discutée au sein de la commission de réformes sociales et les membres de cette commission adoptèrent le projet suivant qui était beaucoup plus large :

Le travail du dimanche était toujours défendu aux mineurs de 18 ans ; dans les contrats de travail, il y avait présomption en faveur du repos du dimanche à moins de stipulation contraire ; de plus, le gouvernement était invité à faire appliquer le repos du dimanche, dans les établissements et services dépendant de l'Etat, du département, de la commune.

Ce projet issu des délibérations de la commission de réformes sociales fut présenté au Sénat par le président du conseil des ministres le 7 avril 1891. Le ministre n'arriva pas à le faire approuver. La question fut ajournée. Ce n'est que le 3 juillet 1896 que l'évêque de Salamanque, sénateur, présenta à la même Assemblée une nouvelle proposition de loi sur le repos du dimanche.

Ce projet prohibait le travail des dimanches et jours

de fête aux mineurs de 18 ans, dans les établissements industriels et commerciaux, fixes et ambulants, pour les ouvrages de construction et de réparation d'édifices. Il défendait également les mêmes jours, tout travail matériel sur la voie publique, ou les manifestations extérieures de ce dernier. Hâtons-nous de dire que ce projet pas plus que les précédents ne put aboutir.

Le 5 octobre 1899, M. Dato, ministre de l'intérieur, présentait à la commission de réformes sociales un projet de loi sur le repos du dimanche et des jours de fête afin que la commission donnât son avis. Les principes de ce projet peuvent se résumer en quelques mots : « Le travail matériel dans les établissements industriels et commerciaux, fixes ou ambulants, ou pour les travaux de construction et de réparation d'édifices, sera défendu le dimanche aux ouvriers des deux sexes. Ce projet défendait également toute manifestation extérieure du travail le dimanche sur la voie publique. La loi s'appliquait aux services et établissements dépendant de l'Etat, du département et de la commune. Ce projet, pour la première fois déterminait certaines exceptions. La commission de réformes sociales consultée reproduit son avis de 1890 qui limitait la défense aux mineurs de 18 ans. Le ministre, M. Dato, maintint son projet et le présenta aux Cortès » (1)

Ce projet était le plus large de tous ceux qui avaient été présentés, puisque la défense de travailler s'appliquait à tous les ouvriers ; certaines exceptions étaient aussi

(1) *Legislacion del Trabajo*, tome I, page 116.

prévues pour donner à la loi la souplesse nécessaire à son application.

Adopté par le Congrès il fut repoussé par le Sénat.

Le Parlement vota ensuite la loi de 1900 sur le travail des femmes et des enfants. Cette loi stipulait dans son article 6, dernier alinéa, que le travail du dimanche serait défendu aux mineurs de 16 ans et aux ouvriers soumis à la présente loi. C'était la reproduction du projet Santa-Maria de 1890. M. Dato aurait voulu étendre au moins le bénéfice du repos du dimanche aux femmes majeures. Malgré tous ses efforts, son amendement fut repoussé. Ainsi donc, en 1902, la loi ne garantit le repos du dimanche qu'à une faible partie du monde ouvrier, et cependant les revendications de la classe des travailleurs à ce sujet, devenaient de plus en plus nombreuses. Particulièrement celles des employés de commerce. L'initiative privée demeurait impuissante en face du mauvais vouloir des patrons. La loi seule pouvait donner satisfaction complète et immédiate.

La commission de réformes sociales, désireuse de voir aboutir au plus tôt cette réforme, adresse le 20 juin 1902 les conclusions suivantes au ministre de l'intérieur (1) :

« Il incombe, dit-elle, aux gouverneurs, et à toutes les autorités civiles, militaires et ecclésiastiques de veiller à l'exécution de l'article 6 de la loi du 13 mars 1900 sur le travail des femmes et des enfants.

(1) *Legislacion del Trabajo*, « Appendice ».

« Quant aux ouvriers qui ne sont pas soumis à la loi, il faut prendre des mesures générales ou locales d'ordre public ou de police comme le permet l'article 238 du Code pénal, pour stimuler la pratique du repos hebdomadaire. Il faut avoir soin de faire concorder ces mesures avec les nécessités de la vie sociale, en tenant compte des habitudes locales dans les différentes époques de l'année. En cette matière, disait encore la commission, la plus grande latitude, tout en observant la loi, doit être donnée aux municipalités afin que par leurs ordonnances de police, celles-ci arrivent à enraciner cette pratique dans les mœurs des populations. Ces règlements devront toujours avoir la souplesse que réclament la diversité de situations, la condition et le mode d'existence des différentes industries. Notre sentiment, ajoutait-elle, c'est qu'il faut faire du dimanche une question municipale, de telle sorte que dans chaque localité la pratique se modèle sur la volonté de la majeure partie de la population. Nous sommes toujours partisans de l'intervention de la loi, et nous considérons que remettre à l'autorité municipale le soin d'approprier aux préceptes légaux, les détails et les pratiques de son exécution, n'est pas une abdication de la souveraineté du pouvoir législatif. »

L'idée de la commission de réformes sociales était semblable à l'idée qui avait provoqué le vote du projet de loi voté en 1902 par la Chambre des députés française. Les deux projets renfermaient les mêmes vices et ils ont été repoussés d'ailleurs dans les deux pays. Avec un tel

système on donnait aux autorités locales un pouvoir trop étendu. C'était permettre dans bien des cas aux autorités locales de nier la loi, en multipliant sans cesse les exceptions. C'était aussi dans bien des cas donner aux maires ou aux alcades le moyen de satisfaire leurs rancunes personnelles et d'assouvir leurs passions politiques.

Cette circulaire de la commission de réformes sociales était accompagnée d'un vœu particulier de M. Moreno-Rodriguez ainsi conçu : « Ni le pouvoir exécutif, ni ses représentants, dans les provinces ou les villages, ni le conseil municipal ne peuvent déroger au Code pénal (art. 238), en transformant en délit ou faute les faits que le Code protège comme étant licites. C'est là une fonction exclusive du pouvoir législatif. »

M. Moreno-Rodriguez-ajoutait que le repos du dimanche devait être obtenu par l'action des mœurs, non par des moyens coercitifs. Il devait être obtenu par le bon conseil des alcades, la propagande des habitants sans que le pouvoir central dictât des dispositions pénales peu en harmonie avec les pratiques de la liberté.

M. Rodriguez pensait qu'on pouvait arriver par des circulaires et des moyens persuasifs à faire rentrer dans les mœurs la pratique du repos dominical. Il citait les ordonnances municipales de Guadalajara. Dans celles-ci, on recommandait aux habitants de s'abstenir de tout travail personnel les dimanches et fêtes, excepté à l'époque des semailles, de la moisson, de la récolte des céréales, des vendanges, de la cueillette de l'olive ; dans tous les

cas, disait M. Rodriguez, la promulgation d'une loi sera nécessaire si l'on veut en arriver à des moyens de coercition.

Nous avons déjà dit ce que nous pensions de l'initiative privée et de l'influence des mœurs en tant qu'on les oppose à l'intervention légale. Nous constatons que le vœu ne fut pas écouté puisqu'un an plus tard la loi était votée.

Mais nous sommes encore au milieu de l'année 1902, et à défaut de loi, le gouvernement se préoccupe d'assurer aux ouvriers les bienfaits du repos. A cet effet, le 26 juillet 1902 (1) le ministre de l'intérieur adresse aux gouverneurs une circulaire qui vise à généraliser la pratique du repos du dimanche.

Après avoir rappelé les difficultés auxquelles se heurte l'établissement du repos, et après avoir fait allusion à la possibilité de confier aux autorités municipales ou aux influences locales, le soin d'introduire le repos dans les mœurs, le ministre ajoute :

Ce qu'il importe surtout, c'est de faire admettre le principe. Ensuite, il faudra rechercher le moyen de l'adapter aux mœurs. Ce principe a été sanctionné par la loi du 13 mars 1900 qui défend le travail du dimanche aux femmes et aux enfants mineurs. Cependant on ne peut pas dire que la famille ouvrière aura ainsi un jour de repos. Le gouvernement, aidé par la commission de ré-

(1) *Gaceta de Madrid*, 28 juillet 1902.

formes sociales, instruit par les difficultés que soulève dans la pratique l'application de cette mesure, doit porter tous ses efforts à faire étendre le principe du repos aux ouvriers adultes.

Le gouvernement n'abandonne pas l'idée de faire voter une loi sur cette matière, mais il entend préparer le terrain afin que la loi soit universellement acceptée.

Le ministre indiquait le moyen d'arriver à ce résultat.

Il faut, disait-il, rechercher le concours des municipalités et l'action de toutes les forces étrangères au pouvoir public, mais en contact avec les autorités locales, concours indispensable pour que tout soit mené à bonne fin.

Les alcades inviteront donc les patrons à organiser le repos du dimanche, dans les industries ou professions qui sont soumises aux ordonnances municipales. Il est très important d'arriver à un accord complet de tous les patrons. L'expérience apprend que le refus d'un petit nombre peut faire échec à la volonté de la majorité. Il ne faudra pas négliger le concours de ces associations qui s'intéressent au sort de la classe ouvrière.

Le ministre prescrivait enfin aux gouverneurs de province, de communiquer cette circulaire aux alcades et aux populations qui ne pratiquaient pas le repos du dimanche.

Le ministre attendait-il des résultats considérables de cette circulaire ? prétendait-il ainsi pouvoir implanter le repos sans l'intervention légale ? Nous ne le croyons pas.

Le ministre déclarait d'abord que le gouvernement ne renonçait pas à faire une loi ; de plus, nous trouvons dans la circulaire la phrase suivante qui nous éclaire complètement :

« Il faut, dit le ministre, que l'ensemble de tous les concours arrive à faire admettre une pratique que les lois à elles seules sont impuissantes à implanter. »

Le gouvernement entend donc simplement préparer l'opinion de manière à faciliter l'application de la loi qui sera bientôt votée. Cependant si on s'en tenait au rapport de M. le comte de Luque à la commission de réformes sociales, il semblerait qu'en 1902 le repos du dimanche était à peu près entré dans les mœurs espagnoles (1). Dans la grande majorité des cas, dit M. le comte de Luque, on cesse le travail le dimanche dans les travaux de fabriques et des champs, excepté pour ces derniers à l'époque des semailles et de la récolte. Dans beaucoup de villes, dit-il, on ferme les boutiques le dimanche, les journaux quotidiens ne sont pas distribués ce jour-là. Il cite par exemple Alava, Burgos, Caceres ; dans d'autres villes on n'ouvre qu'à la tombée du jour les pharmacies, les boutiques qui vendent des objets de première nécessité, les dimanches et jours de fêtes. Et il cite dans ce cas les villes de Castellon, Lugo, Léon, Murcie, Ponte-Vedra, Viscaye, Saragosse, Soria et Zamora, dans ces deux dernières villes, on pratique même le repos avec

(1) Rapport de M. le comte de Luque à la commission de réformes sociales, novembre 1902.

une certaine exagération. A Zamora on va jusqu'à se reposer certains jours de fête qui ont été supprimés par le clergé espagnol d'accord avec Rome. Mais de ces cas particuliers pouvait on conclure que le repos était partout observé ? dans les villes telles que Soria et Zamora où le sentiment religieux est très profond, le repos du dimanche était observé plutôt comme loi d'Eglise. Il n'en était plus de même dans les grands centres ouvriers et dans les agglomérations plus nombreuses ; ce qui le prouve, c'est que les ouvriers réclamaient l'intervention de la loi. La campagne des employés de commerce fut particulièrement violente. Les patrons restaient sourds aux doléances, aux revendications des travailleurs, seule la loi pouvait leur donner satisfaction. Le Parlement espagnol ne pouvait plus ajourner une mesure législative aussi nécessaire. Vers la fin de l'année 1903, le gouvernement présenta aux Cortès un projet de loi qui fut approuvé et la loi sur le repos du dimanche fut promulguée le 1^{er} mars 1904.

CHAPITRE III

LE PRINCIPE DE LA LOI DU 1^{er} MARS 1904.

Son champ d'application quant aux personnes, quant
à la nature des travaux interdits.

L'Espagne, qui est en retard sur nous dans toutes les questions de protection ouvrière, nous a donc devancés en ce qui concerne le repos dominical. Il est curieux de constater que cette loi a été élaborée et votée par le parti conservateur, qui constitue la majorité dans le Parlement espagnol. Il faut dire qu'il en avait été de même de la loi sur les accidents du travail et de la loi du 13 mars 1900. Au contraire, la minorité républicaine et les libéraux ont toujours protesté contre toute réglementation du travail par l'Etat. Ces protestations ont été encore ici plus violentes ; on a voulu voir dans cette loi un caractère confessionnel, les républicains reprochant à l'Etat d'intervenir dans cette question du repos, pour donner plus de force aux préceptes et aux enseignements de l'Eglise ; d'autre part, les intransigeants ne voyaient dans cette mesure législative, qu'une usurpation des droits de l'Eglise. Ils prétendaient que l'Eglise seule devait intervenir, et que l'Etat avait seulement le devoir de lui prêter main-forte pour faire exécuter ses décisions. La commission de la

Chambre et du Sénat ainsi que le gouvernement, se sont toujours défendus de vouloir faire voter une loi ayant un caractère confessionnel. Ils se sont placés sur le terrain purement hygiénique et social.

Le Congrès et le Sénat ont adopté presque sans modifications le texte proposé par le gouvernement et accepté par les commissions des deux Chambres. Le principe de la loi est posé dans l'article 1^{er} qui est ainsi conçu :

« Il est défendu d'exécuter le dimanche un travail matériel, soit pour le compte d'autrui, soit publiquement pour son propre compte, dans les fabriques, ateliers, boutiques, commerces fixes ou ambulants, usines, carrières, ports, transports, entreprises de travaux publics, constructions, réparations, démolitions, travaux agricoles ou forestiers, établissements ou services dépendant de l'Etat, de la province, de la commune et tous travaux analogues, sauf ceux pour lesquels exception est faite par la présente loi et par le présent règlement d'administration publique. »

Ainsi donc, dès les premières lignes, la loi pose nettement le principe du repos collectif, et fixe le jour du repos collectif au dimanche. Comme il fallait bien s'y attendre, la détermination du jour de repos dans la loi, et la fixation de ce jour au dimanche, a donné lieu au sein du Parlement espagnol à de longs débats. La discussion a pris souvent un caractère aigu parce qu'on y a mêlé la question religieuse.

Et d'abord, certains membres du Parlement sont venus attaquer la loi au nom de la liberté. M. Borres y Romero reconnaît la nécessité du repos, mais, il est ennemi de toute intervention de l'Etat. Il faut laisser patrons et ouvriers organiser le repos comme bon leur semblera. Cette loi, dit-il, est contraire à l'intérêt de la classe ouvrière, on ne peut obliger le patron à payer la journée de repos et alors l'ouvrier en sera réduit à crever de faim le dimanche. L'état de la production ne permet pas de voter en Espagne une telle mesure et, de plus, cette loi viole l'article 11 de la Constitution qui a consacré la tolérance religieuse. Cette loi, dit-il, est détestable, elle est faite au détriment des intérêts de la classe ouvrière et fera diminuer la richesse du pays (1). D'autres membres tels que M. Bofill, tout en reconnaissant indispensable l'intervention de l'Etat, sont partisans résolus du repos hebdomadaire et demandent que la loi se borne à dire, que l'ouvrier se reposera un jour par semaine, sans fixer ce jour (2).

M. Sacro-Lirio fut, lui aussi, un ardent défenseur du repos hebdomadaire. Selon lui, en fixant le jour de repos, la loi ne tenait aucun compte de l'état des mœurs et des nécessités de l'industrie. Il reconnaissait bien que le repos collectif du dimanche pouvait s'appliquer aux employés

(1) *Diario sesiones de Cortes*, Congrès, 3 décembre 1903, p. 2744 et suiv.

(2) *Diario sesiones de Cortes*, Congrès, 4 novembre 1903, p. 1570 et suiv. et 11 décembre 1903, p. 2863 et suiv.

de commerce, mais la loi était complètement inapplicable aux autres branches de l'activité économique. Il déplo-rait, dans un brillant discours, que le Parlement votât cette loi, sans s'être au préalable entouré de tous les renseignements et de toutes les statistiques nécessaires. Telle loi, disait-il, bonne dans tel pays, peut être mauvaise en Espagne, tout dépend de l'état de la production d'un pays. Selon lui, une loi sur le repos hebdomadaire était seule applicable. Le patron n'était pas obligé de fermer son usine, ou son magasin, l'ouvrier se reposait un jour dans la semaine ; tous les intérêts étaient ainsi conciliés, et l'on n'avait pas à redouter les terribles conséquences que le repos collectif pouvait avoir pour le développement de l'industrie en Espagne (1).

La commission, d'accord avec le ministre, soutint le projet, en insistant sur la nécessité de déterminer dans la loi le jour de repos collectif, et de fixer le dimanche. Le président de la commission de la Chambre, M. Silio, défendit cette idée avec une rare éloquence. Et d'abord, répondant aux non-interventionnistes, il déclarait que l'Etat ne pouvait se désintéresser des questions ouvrières, et se croiser les bras. L'Etat, disait-il, a pour mission de sau-vegarder l'ordre public ; il doit donc intervenir dans les conflits entre le capital et le travail, pour éviter les grèves et faire régner la paix sociale. Répondant ensuite aux in-transigeants, il déclarait que la question religieuse devait

(1) *Diario sesiones de Cortes*, Congrès, 3 décembre 1903, p. 2722 et suiv.

être étrangère à ces débats. L'Etat, disait-il, respecte la liberté de conscience de tous les citoyens ; il n'intervient dans cette question du repos au profit d'aucune religion, il a uniquement en vue, l'intérêt de la classe ouvrière. C'est à ce point de vue seul, que la loi fixe le jour de repos au dimanche ; d'ailleurs, tous les congrès socialistes l'ont demandé. La loi n'est pas exclusive ; comprenant les nécessités de la vie sociale elle admet des dérogations assez larges, qui permettront d'en assurer le fonctionnement sans porter préjudice aux divers intérêts invoqués (1). Le même avis fut soutenu au Sénat par M. Aviles, président de la commission sénatoriale (2) et le texte proposé fut voté.

Il résulte donc de l'article 1^{er} de la loi que tout travail matériel exécuté pour le compte d'autrui, est interdit le dimanche.

Qu'entend-on par travail matériel ? Le règlement du 9 avril 1905 (3) interprétant la loi sur le repos dominical, nous le dit dans son article 2 : « On entend par travail matériel, tout emploi de l'activité humaine, dans lequel prédomine l'exercice des facultés physiques. » C'est là une condition essentielle ; par conséquent demeurent en dehors de la loi, les travaux purement intellectuels ou artistiques. Quant au travail pour le compte d'autrui,

(1) *Diario sesiones de Cortes*, p. 1658, 2238, 2714 et suiv. ; Congrès, séances des 6 novembre, 23 novembre et 3 décembre 1903.

(2) *Diario sesiones de Cortes*, Sénat, 1^{er} février 1904, p. 2165 et suiv.

(3) *Gaceta de Madrid*, 22 avril 1905.

c'est celui qui s'exécute par ordre d'une personne et moyennant un salaire déterminé.

Mais, la loi va plus loin, elle interdit même le travail matériel exécuté le dimanche, publiquement pour son propre compte. Cette disposition souleva au Congrès une vive polémique. C'est qu'en effet, cet article visait indirectement la fermeture de tous les magasins le dimanche ; et l'article 5 du règlement déjà cité s'exprime beaucoup plus clairement : « En conséquence, dit-il, tous les magasins, fabriques, ateliers et établissements commerciaux ou industriels qui n'ont pas obtenu une dérogation au repos, devront être fermés pendant toute la journée du dimanche. » M. Borres y Romero protesta contre cette disposition. Dans aucune loi, disait-il, on n'interdit le travail du dimanche exécuté pour son propre compte. Il y a là une atteinte à la liberté individuelle. La loi que l'on va voter est faite à l'image de la loi française de 1814, elle aura un caractère confessionnel, et sera inapplicable. De plus, l'article 1^{er} de la loi sur le repos du dimanche viole un principe de la Constitution espagnole, qui garantit l'exercice des droits individuels. Parmi ces droits, la liberté et la propriété sont les plus sacrés. En obligeant les commerçants à fermer leurs boutiques le dimanche, l'Etat commet une véritable expropriation sans qu'il y ait cause d'utilité publique et sans indemnité (1). Mais, ici encore, l'avis de la commission prévalut et le texte proposé par le gouvernement fut voté.

(1) *Diario sesiones de Cortes*, séance du Congrès, 40 décembre 1903, p. 2827 et suiv.

Ainsi donc, en Espagne, la loi rend la fermeture des magasins obligatoire le dimanche.

Le règlement du 9 avril 1905 édicte cette mesure d'une façon formelle. Ce règlement prévoit même certaines applications de détail.

Il peut arriver (et cela arrivera fatalement pour les petits magasins) que les appartements privés du commerçant soient situés à l'arrière-boutique ; la porte du magasin est alors la seule issue des appartements privés donnant sur la voie publique. Dans ce cas, pendant toute la journée du dimanche, la porte devra seulement être entrebâillée, et le commerçant devra apposer sur celle-ci une affiche prévenant la clientèle que l'on ne vend pas.

Supposons maintenant qu'un même magasin puisse vendre certains articles de première nécessité et qu'il ne puisse pas en vendre d'autres, dans ce cas l'affiche apposée sur la porte indiquera quels sont les articles dont la vente est permise le dimanche (1).

Que penser de telles mesures qui obligent les commerçants à fermer leurs magasins le dimanche ? Il est indéniable, qu'à première vue, elles choquent le principe de liberté ; mais cependant elles sont nécessaires, nous verrons pourquoi.

Lorsque la question se présenta en France au sein du Conseil supérieur du travail, M. Isaac défendit le petit commerce au nom des mêmes principes : « Le petit commerçant, disait-il, exerce sa profession, seul ou avec le

(1) Règlement du 9 avril 1905, art. 6. *Legislacion del Trabajo*, p. 424.

concours de sa famille, c'est-à-dire qu'il n'a pas d'employés. De quel droit pouvez-vous intervenir pour l'obliger de faire telle chose ou de ne pas la faire. Avez-vous l'intention de pénétrer jusque dans l'intimité de la vie de chaque particulier. Ces modestes commerçants exercent leur profession dans le local où ils vivent ; leur arrière-boutique est à la fois leur cuisine et leur salle à manger, le devant de la boutique est leur salon, ils s'y tiennent même le dimanche ; ils sont assis sur le devant de leur porte à regarder les passants, allez-vous leur dire de fermer leur boutique ? Ce serait au premier chef une violation de la liberté individuelle, je ne crois pas que vous puissiez vous y résoudre » (1). Le législateur français a été de cet avis, puisque la loi française du 13 juillet 1906 ne rend pas obligatoire la fermeture des magasins le dimanche.

Il y a encore un autre argument contre la fermeture des magasins.

La loi, dit-on, n'intervient que dans l'intérêt des ouvriers et employés, mais du moment qu'il s'agit de petits commerçants qui exercent eux-mêmes leur profession, sans le concours de personnes étrangères, de quel droit l'Etat interviendrait-il ? Nous répondrons que l'Etat intervient dans ce cas en s'inspirant d'une idée égalitaire. Supposons en effet deux magasins ayant, l'un des employés, l'autre n'en ayant pas ; le premier devra licencier

(1) *Conseil supérieur du travail*, séance du 15 novembre 1904, année 1904, p. 18.

ses employés le dimanche et comme conséquence fermer ses portes ; le second, lui, pourra rester ouvert. Il y aura donc deux poids et deux mesures. Remarquons d'ailleurs que souvent le petit patron ne demanderait pas mieux que de fermer, lui aussi, mais comme le disait le rapporteur de la loi française au Sénat, « c'est toujours ici une question de concurrence, si le petit patron ne ferme pas son magasin, ce n'est pas le désir qui lui en manque, c'est parce que le magasin voisin reste ouvert, celui-ci de son côté attend que l'autre ferme, et c'est ainsi que des commerçants qui n'auraient qu'un seul désir, se reposer, et faire reposer les autres, ne cessent de travailler, parce qu'ils ont toujours peur que d'autres commerçants ne profitent de cette fermeture pour rester ouverts » (1).

On voit donc, en fin de compte, que ce gros argument contre la fermeture des magasins qui dit que l'on porte atteinte à la liberté est très atténué. En réalité, c'est le meilleur moyen de rendre la liberté à tout le monde : la liberté de se reposer.

On objecte encore contre la fermeture les besoins de la clientèle ; mais la clientèle prend les habitudes qu'on veut bien lui donner. Le jour où l'on sera sûr que tous les magasins seront fermés le dimanche, chacun s'arrangera pour faire ses achats dans la semaine. Il est à remarquer que certains commerçants, bien rares, ferment chez nous le dimanche simplement par bonne volonté et

(1) Sénat, séance, *Journal officiel*, 12 juin 1906, p. 681.

il ne faudrait pas, comme le disait M. Gide au Conseil supérieur du travail, « qu'une petite minorité peu scrupuleuse vienne abuser de la philanthropie des autres » (1).

Ainsi donc nous approuvons pleinement cette disposition de la loi espagnole qui décrète la fermeture des magasins le dimanche. C'est la seule façon logique de faire appliquer la loi et d'en faciliter le contrôle.

Mais remarquons que le texte espagnol a un sens très large. La loi défend le dimanche, tout travail matériel exécuté publiquement le dimanche, pour son propre compte. En interprétant ce texte on peut aller bien loin. M. Borres y Romero (2) protesta en disant qu'il y avait dans ce texte une atteinte à la liberté de conscience. Le ministre se contenta de répondre qu'il ne fallait pas ressusciter les luttes religieuses au sein du Parlement, mais ne donna pas d'autres éclaircissements. Toutefois, si on s'en tient aux déclarations antérieures de la commission (3) qui a dit maintes fois que la loi était complètement laïque et n'avait qu'un but : protéger la classe ouvrière, si on lit l'article 5 du règlement du 9 avril 1905 il semble que l'on n'ait voulu viser que la fermeture des magasins. Mais alors le législateur aurait dû préciser et

(1) *Conseil supérieur du travail*, séance du 15 novembre 1904, année 1904, p. 24.

(2) *Diario sesiones de Cortes*, Congrès, séance du 12 décembre 1903, p. 2942 et suiv.

(3) *Diario sesiones de Cortes*, p. 2183, Sénat, séance du 1^{er} février 1904.

ne pas se servir d'une formule aussi vague qui peut donner lieu à différentes interprétations.

La loi interdit donc tout travail matériel exécuté pour autrui et publiquement pour son propre compte. Mais, il peut arriver qu'ouvriers et patrons aient inséré dans un contrat de travail, antérieur à cette loi, une clause relative au repos qui serait contraire aux principes qu'elle édicte. Dans ce cas la loi produira un effet rétroactif et la stipulation sera nulle et non avenue. Le comte de Luque avait déposé un amendement qui rendait valables les conventions sur ce point antérieures à la loi. Cet amendement fut combattu par M. Luaces, membre de la commission. Le rapporteur s'exprimait ainsi : « Du moment que la loi défend tout travail le dimanche, elle ne peut dire ensuite que les contrats qui violent ce précepte seront valables. Si elle le faisait, ce serait autoriser la violation continuelle de la loi. Les patrons n'auraient qu'à antidater leurs contrats. » Cet amendement fut d'ailleurs repoussé en toute justice ; l'article 4, ainsi conçu, fut voté sans discussion :

« Les conventions légitimement adoptées, conformément aux statuts des groupements, ou associations ouvrières qui ont une existence juridique pourront régler le repos que la loi et le règlement imposent, ou même l'augmenter, à condition de ne pas paralyser le travail ou le repos des autres ouvriers en tenant compte des conditions propres à chaque industrie. »

Pour que ces conventions puissent être considérées

comme légitimement adoptées, il faut que les statuts qui régissent les groupements ou associations dont il s'agit réunissent les conditions exigées par la législation en vigueur ; mais, de plus, il faut encore que le travail ou le repos des autres ouvriers ne soit point paralysé. Dans ce cas les fonctionnaires de l'Institut de réformes sociales seront les seuls juges. Un recours contre leur décision pourra être ouvert devant l'Institut, qui tranchera définitivement la difficulté. Cet article 4, vise semble-t-il, les cas où il devra être dérogé au repos du dimanche. Il faudra alors organiser le repos hebdomadaire par roulement.

Durée du repos. — La loi fixe bien le dimanche comme jour de repos, mais a-t-elle précisé quelle serait la durée du repos ? Oui, dans son article additionnel nous trouvons en effet : la disposition suivante. « Pour l'application de la loi, le dimanche sera considéré comme commençant à partir de la douzième heure de la nuit du samedi, et finissant à la même heure du jour suivant. La durée du repos sera donc de 24 heures. »

Cette disposition est regrettable. La loi fixant à 24 heures la durée du repos, le patron pourra surmener ses ouvriers la veille du repos, et leur faire reprendre le travail plus tôt que d'habitude le lendemain. Cette question si importante, ne fut même pas discutée, et le texte de la commission fut accepté. M. Moret avait bien demandé que la durée du repos fût portée à 36 heures, mais il ne fit qu'une simple observation qui passa d'ail-

leurs inaperçue (1). M. Jay avait émis en 1904, au Conseil supérieur du travail français, le vœu suivant qui fut voté à l'unanimité :

« Dans le commerce et les industries, autres que celles où le travail est *nécessairement* organisé par équipes, et qui seront désignées par un règlement d'administration publique, le repos hebdomadaire aura une durée de 36 heures consécutives ; dans les industries énumérées au règlement d'administration publique le repos sera d'au moins 24 heures consécutives » (2).

En fixant en général à 36 heures la durée du repos, on donnait à ce dernier les qualités réparatrices qu'on attend de lui. Ce vœu très acceptable avec son exception ne trouva pas grâce devant le Sénat français, et notre loi du 13 juillet 1906 tout comme la loi espagnole, fixe à 24 heures la durée du repos.

Le texte espagnol dit encore que le dimanche commence à partir de la douzième heure de la nuit du samedi, pour finir à la même heure du jour suivant. Mais l'article 10 du règlement a quelque peu modifié la loi, il s'exprime ainsi : « La durée du repos pourra être calculée d'une façon qui n'est pas sensiblement différente, lorsque certaines industries n'admettront pas sans grave dommage, la détermination fixée par la loi ; dans ce cas, l'Institut

(1) *Diario sesiones de Cortes*, Congrès, séance du 10 décembre 1903, p. 2849.

(2) *Conseil supérieur du travail*, séance du 19 novembre 1904, p. 86 et suiv.

de réformes sociales devra toujours être entendu. » L'article 11 s'explique beaucoup plus clairement et déclare : que dans les exploitations ou industries qui exigent un travail continuel nuit et jour, la relève des équipes aura lieu selon l'habitude et le repos commencera à cette heure là : supposons une usine à feu continu, si l'équipe est relevée à quatre heures du matin le dimanche, celle-ci se reposera jusqu'au lundi quatre heures du matin. Voilà un repos qui ne sera guère réparateur. Le Conseil supérieur du travail français admettait bien dans ce cas un repos de 24 heures, mais ce repos devait être alternatif avec un repos de 48 heures. On adoptait un tel système pour ne pas porter une perturbation considérable dans l'organisation des équipes. La moyenne de la durée du repos était toujours de 36 heures.

Nous avons exposé le principe de la loi, nous devons nous demander quel est son champ d'application : 1^o quant aux personnes ; 2^o quant aux travaux.

Quant aux personnes. — La loi sur le repos dominical s'applique à tous les travailleurs, ouvriers ou employés, adultes, aux femmes et enfants. Dans la loi de 1900, bénéficiaient seulement de ce repos, les mineurs de 16 ans et les femmes mineures. En 1900, le Sénat repoussa même un amendement de M. Dato qui avait pour but d'étendre l'obligation du repos du dimanche aux femmes majeures. Quatre ans plus tard il votait cette loi qui avait un champ d'application autrement large.

Quant aux travaux. — Il résulte de la longue énumé-

ration de l'article 1^{er} que presque tous les travaux industriels, commerciaux ou agricoles tombent sous l'application de la loi. Cet article interdit en effet le travail du dimanche « dans les fabriques, ateliers, magasins, boutiques, commerces fixes ou ambulants, mines, chantiers, ports, transports, entreprises de travaux publics, constructions, réparations, démolitions, travaux agricoles ou forestiers dépendant de l'Etat, de la province ou de la commune ; et le législateur craignant encore d'oublier quelque chose a ajouté » « et tous travaux analogues. On le voit, il pose nettement le principe du repos dominical collectif.

M. Borres y Romero et plusieurs de ses collègues auraient voulu que les travaux agricoles ne fussent point compris dans la défense de l'article 1^{er} (1). Ces travaux, disaient-ils, ont un caractère d'urgence, ils doivent échapper aux rigueurs de la loi. Divers amendements furent encore déposés pour soustraire à la loi sur le repos dominical, les industries mues par la force hydraulique, l'industrie de la pêche, les déchargements de navires dans les ports, etc... Tous ces amendements furent repoussés par les commissions et par le Parlement. Les rapporteurs des deux Chambres déclarèrent simplement que lorsque le règlement déterminerait les dérogations, ce dernier tiendrait compte des amendements présentés. A remarquer, que l'Etat lui-même est tenu comme le par-

(1) *Diario sesiones de Cortes*, Congrès, séance du 3 décembre 1903, p. 2714.

ticulier, de donner en principe le repos dominical dans les administrations qui dépendent de lui.

Aux termes du règlement du 9 avril 1905 (1), les entreprises et agences de journaux périodiques sont également soumises à la loi. L'article 4 du même règlement dit aussi que :

Le travail domestique, les spectacles publics, de toutes sortes, les travaux professionnels, intellectuels, artistiques et similaires, les bibliothèques, les musées (2), académies et autres centres d'instruction, les casinos, cercles et autres lieux de récréation, les sociétés coopératives de consommation, les pratiques d'atelier où l'on exécute un travail matériel ayant pour but l'enseignement professionnel ne seront pas soumis à la loi ; mais on voit que, malgré tout, le législateur espagnol a voulu que le repos du dimanche fut observé dans toutes les branches de l'activité économique : commerce, industrie, agriculture.

(1) Règlement du 9 avril 1905, *Gaceta de Madrid*, 22 avril 1905.

(2) Le décret royal du 10 septembre 1904 avait déjà tranché la difficulté. Ce décret autorisait l'ouverture le dimanche des musées nationaux de peinture, de sculpture et d'art moderne. Les directeurs de ces musées devaient indiquer au ministre le jour de la semaine où il conviendrait de les fermer, pour donner au personnel le repos prescrit par la loi. *Gaceta de Madrid*, 20 septembre 1904.

CHAPITRE IV

LES EXCEPTIONS.

Après avoir choisi le dimanche comme jour de repos collectif, le législateur espagnol, soucieux de faire une loi viable, a admis certaines dérogations, certains tempéraments à ce principe. En Espagne, comme ailleurs, on a dû tenir compte des besoins de l'industrie et des nécessités de la vie sociale, et l'on a adopté pour la fin de l'article 1^{er} la rédaction suivante : « Tout travail est interdit le dimanche, sauf exceptions prévues par la loi et le présent règlement. » C'est comme on l'a dit, la soupape de sûreté nécessaire à toute bonne loi réglementant le repos. Ce sont les exceptions qui lui donneront la souplesse indispensable. Tout en sauvegardant le plus possible le principe posé, on ne portera pas atteinte aux intérêts de la collectivité dont il faut tenir compte.

Il ne faut pas s'attendre à trouver dans la loi espagnole, toute une nomenclature des exceptions, pareille à celle que nous trouvons dans la loi française du 13 juillet 1906 (1). La loi pose simplement le principe des excep-

(1) Le Conseil supérieur du travail français s'était opposé à toute nomenclature par 14 voix contre 13. Séance du 18 novembre 1904, année 1904, p. 83.

tions, elle en donne l'idée générale et réserve à un règlement d'administration publique le soin de déterminer, si telle ou telle industrie rentre dans la règle posée et doit bénéficier de l'exception. Ce règlement d'administration publique devra, dit l'article 6, être rédigé et mis en vigueur dans le délai maximum de six mois après la promulgation de la loi ; l'Institut de réformes sociales devra être consulté pour l'établissement et la modification du règlement. On n'a pas voulu laisser à l'arbitraire du gouvernement le pouvoir de déterminer les industries, qui pourraient bénéficier des dérogations. La collaboration au règlement de l'Institut de réformes sociales est une garantie sérieuse.

Cet article 2 de la loi fut violemment attaqué aussi bien au Congrès qu'au Sénat. Un certain nombre de membres du Parlement auraient voulu que la loi fixât, d'une façon précise et par énumération, les cas dans lesquels le repos pourrait avoir lieu un autre jour que le dimanche. Au Congrès, M. Borres y Romero (1) disait que, laisser à l'Institut et au gouvernement le soin de déterminer les exceptions, c'était enlever à la connaissance de la Chambre l'essence, l'objet même de la loi. L'article 2, selon lui, modifiait complètement le caractère de la loi, qui n'était plus qu'une autorisation donnée au gouvernement d'organiser le repos selon son bon plaisir. Au Sénat,

(1) *Diario de sesiones de Cortes*, Congrès, session, 3 décembre 1903, p. 2713.

M. Salvador critiqua le même article (1). La loi, disait-il, confie au règlement le soin de déterminer les exceptions ; mais ce règlement personne ne le connaît, ni les Cortès qui font les lois, ni la couronne qui les promulgue. Il ne faut pas que les décrets viennent modifier la loi que nous allons voter. Et il concluait qu'en laissant au règlement le soin de déterminer les exceptions le pouvoir législatif abdiquait ses droits entre les mains du pouvoir exécutif.

Le comte de la Encina (2) ajoutait, toujours dans le même ordre d'idées, que la loi serait si complexe dans son application qu'il conviendrait de déterminer tout de suite les exceptions dans les détails, afin que ce travail ne fût pas confié à des gens qui pourraient user d'une interprétation abusive et intéressée de l'article 2. Il proposait notamment d'introduire dans la loi, sans attendre le règlement, des exceptions de droit pour les travaux agricoles, les chemins de fer, etc. Les membres de la commission dans les deux Assemblées, d'accord avec le gouvernement, repoussèrent tous les amendements ayant pour but d'introduire dans la loi des exceptions de droit au profit de telle ou telle industrie.

M. Aviles (3), rapporteur au Sénat, s'exprimait ainsi : « On ne peut pas, dans une loi ordinaire, prévoir tous les détails d'application ; à plus forte raison lorsqu'il s'agit

(1) *Ibid.*, Sénat, session, 1^{er} février 1904, p. 2168.

(2) *Ibid.*, Sénat, session, 1^{er} février 1904, p. 2170.

(3) *Ibid.*, Sénat, session, 1^{er} février 1904, p. 2171.

d'une loi aussi complexe que celle qui nous occupe. Si la loi énumérait les exceptions, elle aurait un caractère casuistique qu'elle ne doit pas avoir. Il est inexact de dire que les dispositions contenues dans la loi seront annulées par le règlement.

Sans doute, le règlement interprétera, développera la loi, facilitera les détails de son application, mais il devra toujours rester conforme à l'esprit de la loi et aux principes qu'elle renferme. Pour qu'une exception puisse être admise, disait encore M. Aviles, il faudra qu'elle rentre dans un des cas prévus par l'article 2 de la loi ; d'ailleurs, le gouvernement ne sera pas seul à faire le règlement, il devra être assisté de l'Institut de réformes sociales ; quelle garantie plus sérieuse veut-on ? Le règlement tiendra compte dans une certaine mesure, des amendements qui ont été déposés, mais le texte de la loi ne peut en aucune manière énumérer les exceptions. »

L'avis de la commission prévalut encore une fois, et tous les amendements ayant pour but d'excepter telle ou telle industrie furent repoussés.

C'était d'ailleurs fort sage. S'il est une matière qui relève d'un règlement d'administration publique, c'est bien celle qui consiste à déterminer les cas particuliers dans lesquels il sera dérogé au repos du dimanche.

Lorsque la loi française sur le repos hebdomadaire vint en discussion au Sénat, M. Monis ne s'exprimait pas autrement que le rapporteur espagnol : « Je n'admets pas en principe, disait-il, que le législateur passe parole

à l'administration, mais dans l'espèce n'êtes-vous pas dans une situation toute particulière. Comment faire raison à tant d'intérêts divers ? par un règlement ; seul, un règlement toujours susceptible d'amélioration et de correction pourra respecter les principes, tout en tenant compte des situations particulières à chaque industrie, à chaque commerce, dans chaque pays, dans chaque région. » Mais, ajoutait-il, « la confection du règlement doit être confiée à de hautes compétences ».

La loi espagnole conforme à cette idée, pose seulement le principe des exceptions. Quel est donc ce principe ? Il est contenu dans l'article 2, ainsi conçu :

Sont exceptés de la prohibition posée dans l'article 1^{er} :

1^o Les travaux qui ne peuvent être interrompus : soit par suite de la nature des besoins qu'ils satisfont ; soit parce que leur interruption nuirait à la collectivité ou aux intérêts de l'industrie elle-même ; soit pour des motifs techniques ;

2^o Les travaux de réparation et de nettoyage, indispensables pour éviter une interruption en semaine dans les travaux des établissements industriels ;

3^o Les travaux qui se trouveraient justifiés par suite : d'un danger immédiat, des accidents naturels, des circonstances transitoires.

Le règlement, que prévoyait la loi dans son article 6, a été approuvé par décret royal du 19 août 1904. Mais ce

(1) *Journal officiel*, séance, Sénat, 26 mai 1905, p. 955.

règlement a été à son tour complété et modifié par celui du 9 avril 1905. Nous parlerons de ce dernier. Il témoigne du grand souci qu'a eu le gouvernement de concilier l'application de la loi, avec les nécessités sociales. Certains députés, au cours des débats, avaient exprimé la crainte que l'exécution de cette loi n'eût pour résultats que de faire le dimanche, de Madrid et des grandes villes d'Espagne, des cités mortes. Nous verrons que cette crainte n'était nullement justifiée, c'est dire qu'on a multiplié les exceptions. La loi pose d'abord le principe suivant : Seront exceptés de la défense de travailler le dimanche, les travaux qui ne sont pas susceptibles d'interruption par suite de la nature des besoins auxquels ils satisfont.

Interprétant cette idée générale, l'article 7 du règlement du 9 avril 1905 comprend dans cette exception :

A. — 1° Les communications terrestres, par chemins de fer, tramways, voitures publiques, ainsi que les réparations qu'exige le matériel fixe ou roulant des lignes exploitées ;

2° Les communications fluviales et maritimes, et les réparations prévues au cas précédent ;

3° Le service téléphonique et les réparations indispensables des lignes ;

4° La garde et la police des chemins, canaux, rigoles, bassins et la conservation et la réparation de ceux-ci en cas d'urgence ;

5° Les chantiers civils, les digues, les chantiers de réparations de navires ;

6° Les usines à gaz ou électriques pour l'éclairage, et la production de la force motrice ;

7° Les industries ayant pour objet de procurer des moyens de locomotion ;

8° Les établissements destinés à la vente au détail, de nourriture, de boissons, ou d'articles de chauffage.

Et le règlement précise que les cabarets ne sont pas compris dans cette exception. Il distingue entre les restaurants et les cafés. Le restaurant est l'établissement où l'on ne débite que la boisson alcoolique indispensable au repas, tandis que le café est l'établissement où l'on vend surtout des liqueurs alcooliques, et où par hasard on sert à manger. Les autorités doivent veiller à ce que, autant que possible, les deux commerces ne s'exercent pas dans les mêmes locaux.

Les cafés dans les villes de moins de 10.000 habitants sont soumis à la réglementation des autorités municipales. Les alcades peuvent autoriser l'ouverture de ces établissements pendant un certain nombre d'heures qu'ils jugent indispensables, selon la nature de l'établissement, et les mœurs des populations.

M. Vicenti (1), député aux Cortès, avait déposé le 11 octobre 1904, un projet de loi qui modifiait l'article 2 de la loi en ce sens que : les cafés restaurants étaient

(1) *Boletín Instituto de reformas sociales*, novembre 1904, p. 330.

formellement compris dans le principe des exceptions posé par la loi. Il insistait sur la nécessité sociale qu'il y avait à permettre à ces établissements d'ouvrir leurs portes le dimanche : « Là seulement, disait-il, les ouvriers peuvent trouver à se nourrir à peu de frais. » On voit que le règlement du 9 avril a tenu compte des observations de M. Vicenti, mais en même temps on a soumis à une réglementation sévère les établissements où l'on vend exclusivement des boissons alcooliques. Ces mesures ont donné lieu à des protestations ; et on a dit encore que puisqu'on prescrivait la fermeture des cafés le dimanche, comme dans la loi française de 1814, c'était toujours dans un but confessionnel. Le gouvernement voulait-il enrayer les ravages de l'alcoolisme, en se servant de la loi sur le repos du dimanche ? si oui, son intention était des plus louables, mais ces mesures devaient être forcément impopulaires.

9° Les établissements dans lesquels le travail a pour objet la propreté et l'hygiène ;

10° La vente de drogues au détail ;

11° Les pharmacies, les cabinets chirurgicaux et les magasins qui vendent des appareils chirurgicaux et orthopédiques ;

12° Les entreprises de services funèbres ;

13° La vente de nourriture et de boisson dans les endroits où ont lieu des spectacles publics ;

14° La vente et la distribution de journaux périodiques et revues, dans les bureaux des journaux, dans les kiosques

affectés à la vente des journaux et dans n'importe quel endroit; à remarquer que l'exception n'est admise que pour la vente seulement de journaux ou revues. Il ne s'agit nullement de l'impression. Il en résulte que le travail doit être suspendu le dimanche dans les imprimeries de journaux, l'article 1 *in fine* du règlement ledit d'une façon formelle. Seule, la *Gaceta de Madrid*, pour des motifs d'ordre public, échappe à la règle. Elle est autorisée à être vendue et distribuée le dimanche jusqu'à onze heures du matin. L'impression du numéro devra être achevée le samedi à minuit. Une équipe, toutefois se tiendra en permanence le dimanche dans les ateliers du journal pour exécuter les travaux de publication urgents et recevra en semaine, un repos compensateur. Le numéro du lundi ne contiendra que ce qui n'est pas urgent, ou ce qui n'a pu paraître dans la semaine et réservé pour ce jour-là. Ainsi on réduit le nombre d'ouvriers nécessaires le dimanche au strict minimum (1);

15° Les débits de la Compagnie fermière des tabacs, et des timbres de l'État, dans les endroits où il n'est pas fait d'autre commerce;

16° Les caisses d'épargne et les monts-de-piété.

17° L'expédition, le chargement de marchandises, ainsi que les travaux de conservation et de préparation par les sociétés ou les particuliers.

B. — A cette première classification s'en ajoute une

(1) Décret du 18 septembre 1904; *Gaceta de Madrid*, 24 septembre 1904.

autre qui comprend les travaux qui ne souffrent pas d'interruption pour des motifs techniques, c'est-à-dire :

I. — Les industries dont la matière première élaborée risque de se gâter, si elle n'est pas soumise à un traitement, immédiatement après son extraction, ou s'il s'agit de matières premières que l'on ne puisse se procurer que pendant un temps déterminé.

II. — Celles qui exigent l'application d'un agent continu, telle que la chaleur pendant une période de plus de 24 heures.

III. — Celles qui exigent une force mécanique, produite par un moteur à vent, à eau, à électricité, soit que celui-ci soit mu directement par l'action de l'eau, soit que cette dernière soit utilisée directement.

IV. — Celles qui, à raison de la nature des opérations auxquelles sont soumises les matières premières, exigent pour leur développement et leur achèvement, des durées de plus de 24 heures.

V. — Les travaux préparatoires qu'il est indispensable d'exécuter un jour à l'avance pour le fonctionnement de l'industrie.

VI. — Les services d'intérêt spécial qui assurent la sécurité personnelle des ouvriers et la sécurité générale de l'exploitation.

Sont donc compris dans les dispositions qui précèdent : les fabriques de glace, entreprises de bière, de farine, l'industrie des conserves, les opérations nécessaires dans les mines pour la propreté et la réparation

des machines, freins, câbles, plans inclinés, des appareils préventifs des accidents, les travaux de ventilation des puits et des galeries, etc.

Peuvent encore bénéficier de l'exception temporaire du repos du dimanche : les industries qui, par leurs conditions spéciales ou par causes fortuites, ne pourraient se développer si elles étaient comprises dans le régime commun ; dans ce cas, le gouvernement décidera s'il y a lieu de leur accorder ces exceptions après avoir entendu l'Institut de réformes sociales.

C. — Bénéficient encore de l'exception à la défense de travailler le dimanche certaines professions, parce que le repos du dimanche causerait un grave préjudice à la collectivité ou à l'industrie. Parmi celles-ci, le règlement énumère :

- 1° Les meuneries et boulangeries ;
- 2° Les commerces de denrées coloniales, épiceries, produits similaires, boucheries et charcuteries, débits de volaille, gibiers, fruits, légumes, poissons frais, lait ;
- 3° La vente de charbon au détail ;
- 4° Les confiseries et pâtisseries ;
- 5° Les salons de coiffure ;
- 6° Les entreprises de cirage de souliers ;
- 7° Les ateliers de photographie ;
- 8° Les établissements de floriculture et d'horticulture ;
- 9° Les transports des aliments à domicile ;
- 10° Le chargement et déchargement de marchandises

dans les ports, et les marchandises de petite vitesse dans les stations de chemins de fer (1).

Il pourra toutefois être procédé à des heures extraordinaires, au chargement et au déchargement de navires à escales fixes, qui ne peuvent rester dans le port que pendant peu de temps ; et ceux qui se trouvent dans les mêmes conditions par suite de relâche forcée, ainsi que les marchandises qui de leur nature sont exposées à souffrir un dommage ou une détérioration à raison du retard ;

11° Les drogueries en détail ;

12° Les marchands ambulants, entendant par là, tous ceux qui, sans occuper un espace fixe sur la voie publique, vendent des marchandises à l'aide de bêtes de somme ou de voitures à bras.

Tous les travaux compris dans ces douze articles doivent cesser à onze heures du matin, moment où seront fermés tous les locaux destinés aux opérations et exploitations qui les concernent. Les fournils seront fermés le dimanche à 7 heures du matin.

D. — La loi avait admis une exception pour les travaux de réparation et de nettoyage indispensables en vue de ne pas interrompre la semaine le travail dans les éta-

(1) Bien avant le règlement, le décret du 17 septembre 1904 avait autorisé le chargement et le déchargement des marchandises dans les ports ou gares, assimilant ces travaux à ceux qui peuvent être interrompus par suite de la nature des besoins qu'ils satisfont (*Gaceta de Madrid*, 20 septembre 1904).

blissements industriels. Le règlement interprétant cet article dit que : seront considérés comme indispensables, les travaux qui, s'ils n'étaient pas exécutés le dimanche, empêcheraient la continuité des opérations des établissements industriels ou causeraient à ceux-ci de graves entraves ou préjudices. Le règlement ne contient aucune énumération, mais il affirme énergiquement qu'en aucun cas, cette exception ne pourra s'appliquer aux établissements purement commerciaux.

E. — Sont encore exceptés par le règlement en application de l'article 2 *in fine* de la loi : les travaux indispensables,

a) Par imminence d'un danger :

1° Les travaux destinés à combattre les fléaux qui sévissent dans les campagnes (invasion de sauterelles par exemple) ;

2° Les démolitions et réparations de caractère urgent ;

3° Les opérations de draguage des ports ou de caractère identique.

b) Pour répondre aux lois naturelles et répondre à une nécessité passagère ;

1° Les travaux agricoles, ceux d'irrigation et les travaux forestiers. Aux époques indispensables pour les semailles, la plantation, la cueillette de l'olive, les vendanges, la récolte, le dépiquage, le transport au marché ou dans les magasins et autres travaux analogues exécutés par le propriétaire ou le fermier du sol. A ajouter encore : les travaux agricoles qui n'ont pu être exécutés

dans la semaine par suite d'accidents naturels, tels que pluie ou neige. Les travaux agricoles qui ne peuvent être exécutés qu'à des époques fixes de l'année.

La garde du troupeau. Les industries de la pêche et des conserves de poisson. Les foires, marchés, pèlerinages, qui ont lieu selon la coutume, ou avec une autorisation du gouverneur, certains jours à certains endroits, dans la ville, où ces événements ont lieu, les magasins eux-mêmes peuvent rester ouverts tant que dure la foire, le marché, le pèlerinage. C'est d'ailleurs, notons-là, la seule exception à la fermeture des magasins le dimanche, la même dérogation est accordée aux commerçants ambulants qui viennent vendre à cette occasion, on a admis cette dérogation pour ne pas léser le petit commerce de certaines villes.

Telles sont les exceptions admises par le règlement d'administration publique des 19 août 1904 et 9 avril 1905, la liste en est longue et augmentera sans doute encore, car on ne peut prévoir dans un règlement tous les cas d'application.

Lorsque la loi vint en discussion devant les Chambres, certains membres du Parlement craignaient que l'article 2 de la loi ne fût interprété d'une façon stricte et les exceptions réduites à leur minimum. Aussi on aurait voulu insérer des exceptions précises dans la loi elle-même.

A ce moment on se défiait beaucoup du règlement et de son application : on voit que ces craintes étaient

vaines. L'Institut de réformes sociales a apporté le plus grand soin à la rédaction du règlement, et tout en ne perdant pas de vue le principe posé dans l'article 1^{er} de la loi, il a voulu donner à cette loi par des exceptions indispensables la souplesse nécessaire à son application.

CHAPITRE V

LA RÉGLEMENTATION DES EXCEPTIONS.

La défense posée dans l'article 1^{er} de la loi n'est donc levée que dans certains cas, et au profit de certaines industries. Ce sont là les exceptions, et le règlement d'administration publique a déterminé les industries dans lesquelles on peut travailler le dimanche. Mais alors, même autorisé, le travail sera soumis à une réglementation spéciale. La loi avait déjà posé le principe de cette réglementation dans les cas de travaux continus ou éventuels, autorisés exceptionnellement le dimanche ; on ne doit employer à ces travaux que les ouvriers strictement nécessaires et ceux-ci ne travaillent que pendant les heures indispensables. Le nombre d'ouvriers à employer ainsi que le nombre d'heures de travail sont déterminés, en tenant compte des conditions de chaque industrie et de chaque travail, après enquête des fonctionnaires de l'inspection de l'Institut de réformes sociales.

On comprend bien ces restrictions. L'exception n'est admise que pour certains motifs, du moment que ces motifs n'existent plus, le repos du dimanche doit de nouveau devenir la règle commune. De plus, les mêmes

ouvriers ne peuvent être employés pendant toute la journée deux dimanches consécutifs. A cet effet, le patron établira un roulement dans chaque usine ou industrie. C'est là encore, à notre avis, une excellente disposition, le travail ne sera pas interrompu dans les industries où il ne peut l'être, et l'ouvrier aura le repos dominical une fois sur deux.

Toutes ces réglementations obéissent toujours à la même idée, au même principe : faire en sorte que le repos ait lieu le dimanche dans la plus large mesure possible.

Même dans le cas où l'ouvrier travaille pendant toute la journée du dimanche, la loi prend soin de nous dire qu'il aura un repos compensateur dans la semaine. Ici, le repos hebdomadaire se substitue au repos dominical.

La loi prévoit encore le cas où le repos dans la semaine pourra être donné en deux demi-journées. C'est là une disposition fâcheuse, car il est démontré que le repos partagé en deux fois n'a pas les mêmes qualités réparatrices pour le corps. Et d'ailleurs, en général, ce système est repoussé par les ouvriers et employés. On a introduit cette disposition pour faciliter le relai des équipes dans les usines où le travail est nécessairement organisé par équipes.

Le repos compensateur est admis même pour l'ouvrier qui n'a travaillé que quelques heures le dimanche, mais alors seulement pour les heures de travail fournies (art. 8 du règlement, 9 avril 1905). On voit combien le

législateur s'est efforcé d'assurer à l'ouvrier ce repos minimum de 24 heures. On avait répété sans cesse au cours de la discussion, que cette loi n'obéissait qu'à une pensée confessionnelle, et que l'intérêt de la classe ouvrière préoccupait fort peu, la majorité conservatrice du Parlement. Voilà certes des textes qui n'ont rien à voir avec une idée religieuse ; ils témoignent du souci qu'on a eu d'assurer le repos en se plaçant uniquement sur le terrain hygiénique et social.

Le dernier alinéa de l'article 1^{er} oblige le patron à accorder aux ouvriers qui travaillent le dimanche ou un jour férié, le temps nécessaire pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux. A cet effet, il sera établi dans chaque exploitation, travail ou industrie, le roulement nécessaire pour que tous les ouvriers puissent successivement assister aux cérémonies religieuses, pendant le temps où celles-ci ont lieu. Le règlement précise encore, ce temps devra être d'une heure au moins et il ne pourra de ce chef être fait aux ouvriers aucune déduction de salaire.

Ce texte s'applique aussi bien aux dimanches qu'aux jours de fête, c'est-à-dire les jours où l'Eglise fait une obligation aux fidèles d'assister aux offices religieux. Ce sont là des dispositions tout en l'honneur de la loi espagnole. Elles ne font que consacrer la liberté de conscience en obligeant les patrons à respecter les croyances religieuses de leurs ouvriers.

Lors de la discussion générale de la loi M. Urquijo et

M. Gil Robbes au Congrès (1), l'archevêque de Saragosse et de Zaca au Sénat (2), auraient voulu étendre l'interdiction de travailler aux jours de fête. Ces amendements furent repoussés. Le rapporteur de la commission, M. Sillio, au Congrès s'exprimait ainsi (3) : La loi intervient pour assurer un jour de repos sur sept aux ouvriers. L'Etat n'a aucun pouvoir pour imposer les devoirs religieux et prêter main-forte à l'Eglise. Il ne peut interdire le travail les jours de fête ; ce sont là des cas qui relèvent de la conscience de chacun, et les magasins ne seront pas fermés ce jour là. La même idée avait été émise par M. Puigcerver à la tribune du Congrès (4) : Le patron a donc toute liberté, pour ouvrir son magasin et l'industriel peut faire travailler les jours de fête, mais il faut reconnaître que l'ouvrier a, lui aussi, le droit de chômer ces jours là. Il faut bien admettre cette solution, toujours au nom de la liberté de conscience.

Réglementation des exceptions par l'alcade. — Ainsi donc, toutes les exceptions sont sujettes à une réglementation générale. L'industriel qui bénéficie d'une exception doit obéir aux règles que nous venons d'exposer. Il faut nous demander maintenant à quel pouvoir est soumise la réglementation proprement dite, à quelles conditions un industriel sera admis à bénéficier d'une

(1) *Diario sesiones de Cortes*, 10 décembre 1903, p. 2814 et suiv.

(2) *Diario sesiones de Cortes*, 12 décembre 1903, p. 2907 et suiv.

(3) *Diario sesiones de Cortes*, 12 décembre 1903, p. 2942 et suiv.

(4) *Diario sesiones de Cortes*, 12 décembre 1903, p. 2905 et suiv.

exception ? dans presque tous les cas, il suffira que son industrie rentre dans une des catégories prévues par les règlements d'administration publique. Les exceptions sont donc de droit. Ceci découle de l'article 16 du règlement du 9 avril 1905 qui dit que, *seulement* dans les cas prévus à l'article 9, l'autorisation de l'alcade est nécessaire. Cet article est donc restrictif. Quels sont ces cas ? il s'agit des exceptions qui se trouveraient justifiées par un danger imminent, par un accident naturel ou des circonstances transitoires ; et l'article 9 du règlement du 9 avril 1905 a donné la nomenclature de ces exceptions (1). Ici, pour que l'intéressé bénéficie de l'exception, il faut qu'une autorisation lui ait été accordée par l'alcade. La demande d'autorisation n'est soumise à aucune condition de forme. Elle sera faite sur papier libre, complètement gratuite et ne sera soumise à aucune taxe et à aucun impôt.

L'alcade décidera-t-il seul ? Oui en principe, mais le règlement a pris certaines précautions pour empêcher les autorités locales de commettre certains abus. L'autorisation donnée à un agriculteur, à un propriétaire ou concessionnaire de bois, pour exécuter des travaux agricoles ou forestiers sera considérée comme accordée à tous les agriculteurs qui travaillent sur le territoire de la commune, à tous les propriétaires ou concessionnaires de bois situés dans la même commune, sans distinguer

(1) Voir lettre E au chapitre des « Exceptions ».

s'ils sont voisins ou non (1). Cette disposition est fort sage. Il pourrait arriver que pour satisfaire des rancunes électorales, l'alcade refusât à l'un ce qu'il accorderait volontiers à l'autre.

En cas d'urgence grave, on n'attend même pas l'autorisation. Il suffit de porter à la connaissance de l'alcade le travail qu'il y a lieu d'effectuer, en agissant comme si l'autorisation avait été donnée ; le tout sans préjudice de la responsabilité encourue par l'intéressé si l'enquête prouve la fausseté du motif attaqué.

Le marquis de Pillarès (2) avait fait observer que dans certains cas, cette formalité de l'autorisation pouvait créer des difficultés et qu'on devait passer outre. Son amendement fut repoussé lors de la discussion au Congrès, mais le règlement en a tenu compte.

Outre ce pouvoir d'autoriser certaines exceptions, l'alcade a encore des pouvoirs de réglementation plus larges ; nous verrons dans quel cas.

L'article 20 du règlement dit que les travaux compris à la lettre H devront cesser le dimanche à midi (ce sont les travaux de propreté et la vente de drogues au détail) ; certains établissements peuvent rester ouverts toute la journée du dimanche, ce sont les cafés restaurants, boulangeries, crémeries, buvettes, poissonneries ; les fournils doivent fermer à 7 heures du matin ; les pâtisseries-confiseries peuvent fabriquer jusqu'à onze heures du ma-

(1) Article 16, alinéa 2 du règlement, 9 avril 1905.

(2) *Diario sesiones de Cortes*. Congrès, 13 décembre 1903, p. 2947.

tin et vendre toute la journée. Les maisons de bain peuvent rester ouvertes le dimanche.

Mais l'article 21 ajoute que les alcades, d'accord avec les juntas de réformes sociales, pourront fixer d'autres heures que celles prévues au règlement en s'inspirant des habitudes, des nécessités locales et des circonstances. C'est là un pouvoir énorme donné aux alcades, mais ce pouvoir est en quelque sorte atténué, puisque la junta locale doit ratifier les décisions prises.

Lorsqu'il surgit des difficultés dans l'application du règlement, si ces difficultés ont trait aux établissements d'une province, le gouverneur décide avec le concours de la junta provinciale. Si les difficultés soulevées ont trait à plusieurs provinces, le ministre de l'intérieur décide après avis de l'Institut de réformes sociales.

Que vaut cette garantie de la junta ? pas grand'chose. On parle beaucoup des juntas dans tous les règlements, mais cette institution n'a pas donné les résultats qu'on attendait. La plupart de ces assemblées, dans le cas où elles existent, n'ont qu'un rôle assez effacé. En fait, les autorités locales ont des pouvoirs considérables.

Lors de la discussion générale de la loi, M. Moret au Congrès (1), M. Salvador au Sénat (2), critiquèrent le projet du gouvernement sur ce point. La loi, disaient-ils,

(1) *Diario de sesiones de Cortes*, p. 2822, Congrès, séance du 10 novembre 1903.

(2) *Diario sesiones de Cortes*, p. 2167 et 2172. Sénat, séance du 1^{er} février 1904.

sera un instrument électoral, elle sera une cause de troubles, l'alcade s'en servira pour faire pleuvoir des amendes sur des ennemis politiques. Le ministre de la justice (Sanchez de Toca) protesta, et le texte de la commission fut maintenu.

En Espagne, l'alcade a donc dans certains cas un pouvoir de réglementation des exceptions. La loi française sur le repos hebdomadaire a confié cette réglementation au préfet du département. Le projet adopté par la Chambre des députés avait, tout comme la loi espagnole, choisi le maire comme juge des exceptions. Celui-ci devait statuer après avis du conseil municipal. On disait à l'appui de ce système que le maire, connaissant mieux que personne les besoins de l'industrie et du commerce dans chaque localité, aurait toute compétence pour prendre des décisions en cette matière. Mais le Sénat français refusa d'entrer dans cette voie et, adoptant un vœu du Conseil supérieur du travail, substitua le préfet au maire.

Ce deuxième système nous paraît de beaucoup le meilleur et voici pourquoi : « Il peut arriver que le maire soit lui-même un industriel ou un commerçant ; dans ce cas aura-t-il l'impartialité qu'il convient pour trancher les difficultés que soulèvent les exécutions. Dans les grandes villes, le maire sera fatalement amené à accorder à tout le monde, ce que chacun lui demandera, ce sera pour lui le meilleur moyen d'avoir la paix et de ne pas faire de mécontents. Il fera preuve beaucoup plus souvent de faiblesse que de tolérance et l'exception au

repos du dimanche deviendra la règle » (1). Le préfet présente des garanties d'indépendance beaucoup plus sérieuses, il n'a pas d'intérêts électoraux à ménager, il appliquera la loi d'une façon plus rigoureuse n'accordant une exception que si elle rentre bien dans un des cas prévus et si elle est nécessaire.

Il nous apparaît donc que dans l'intérêt de ceux que la loi protège, notre système est préférable.

Des voies de recours contre la décision de l'alcade. — Les décisions de l'alcade en ce qui touche la réglementation de certaines exceptions ne sont jamais définitives. Aux termes des articles 30, 31 et 32 du règlement du 9 avril 1905, il peut être fait appel des mesures prises, devant le gouverneur, qui décidera après avoir pris avis de la junta provinciale. Ces décisions à leur tour, peuvent être frappées d'un pourvoi devant le ministre de l'intérieur, qui tranchera définitivement la question, l'Institut de réformes sociales entendu.

L'intéressé doit faire appel de l'arrêté de l'alcade dans les cinq jours à partir de la notification, le gouverneur doit décider dans les dix jours. Les délais de pourvoi sont aussi brefs, l'intéressé a huit jours pour se pourvoir devant le ministre contre l'arrêté du gouverneur. Dès que le gouverneur a reçu la demande en pourvoi ; il doit transmettre celle-ci au ministre le jour même ou, au plus tard, le lendemain de sa réception.

(1) Discussion du Conseil supérieur du travail sur le repos hebdomadaire, séance du 21 novembre 1904.

Le pourvoi n'est nullement suspensif; l'article 31, alinéa 1 du règlement le dit d'une façon formelle : « Le pourvoi peut être formé sans préjudice de l'exécution de l'arrêté du gouverneur. » Le règlement est muet en ce qui concerne l'appel, mais il faut bien admettre qu'il n'est pas suspensif; d'ailleurs, les délais sont très courts.

La loi française du 13 juillet 1906 déclare que le recours en Conseil d'Etat contre l'arrêté du préfet est suspensif. Ce texte a donné lieu à des difficultés d'interprétation. Certains tribunaux ont jugé que la demande en dérogation et le recours sont suspensifs de l'application du repos collectif (1). Ce système permet aux patrons d'éluder complètement les prescriptions de la loi. Ils n'ont qu'à introduire continuellement des demandes de dérogation et frapper les arrêtés préfectoraux de recours successifs, d'autres tribunaux avaient admis que le recours était seulement suspensif de la poursuite et de l'action pénale qui reprendraient dès que le recours aurait été rejeté par le Conseil d'Etat (2).

La Cour de cassation appelée à se prononcer, a rendu un arrêt cassant le jugement du tribunal de simple police de Bergerac. Voici les motifs de cet arrêt (3) :

(1) Tribunal de police de Bergerac, 19 novembre 1906 (*Gazette des Tribunaux*, 21 novembre 1906); Tribunal de police de Rouen, 11 et 29 décembre 1906 (*Gazette des Tribunaux*, 12 et 30 décembre 1906); Tribunal correctionnel de Lorient, 9 janvier 1907.

(2) Tribunal de police de Marseille, 15 novembre 1906.

(3) Cass., chamb. crim., 18 janvier 1907 (*Gazette des Tribunaux*, 22 janvier 1907).

« Attendu qu'aux termes de l'article 2 de la loi, le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche, et qu'il ne peut être dérogé à cette règle dans les cas prévus par le même article, que, lorsque l'autorisation nécessaire a été demandée et obtenue ; que Godard, n'a pas été autorisé, aux dates et faits à lui imputés, à donner à ses employés le repos par roulement, a enfreint l'injonction de la loi en les occupant le dimanche ; que si, aux termes de l'article 9 le recours formé contre l'arrêté du préfet en suspend l'exécution, cet effet suspensif n'affecte que cet arrêté en produisant selon les circonstances, les conséquences qu'il comporte et qu'il ne saurait dans aucun cas, faire échec à l'application immédiate de l'article 2, alinéa 1^{er} de la loi. » Ainsi donc, le recours serait suspensif non de la loi mais de l'arrêté, on ne voit pas très bien alors quel avantage il y a à admettre que le recours est suspensif. Cette disposition de la loi du 13 juillet 1906 doit être modifiée. Les délais sont ici très courts, il n'y a aucun inconvénient à déclarer à l'image de la loi espagnole, que le recours ne sera jamais suspensif, et que tant qu'une dérogation n'aura pas été autorisée le repos collectif du dimanche demeurera la règle à laquelle tout patron devra se soumettre.

On avait beaucoup protesté au Parlement espagnol, lorsqu'on donna aux alcades le pouvoir de réglementer certaines exceptions. On voit, en fin de compte, que ces pouvoirs sont plus apparents que réels. C'est le pouvoir central qui tranche en définitive, toutes les difficultés con-

cernant les dérogations soumises à la formalité de l'autorisation. Mais, celles-ci sont en petit nombre et la plupart des dérogations au repos du dimanche sont de droit. Pour qu'un industriel puisse en bénéficier, il suffit que son industrie ait été admise dans l'énumération faite par les règlements. L'Institut de réformes sociales et le gouvernement ont donc la haute main sur la réglementation des exceptions.

M. Jay, tout en étant partisan de la détermination des exceptions par un règlement, proposait au Conseil supérieur du travail français un système fort ingénieux. Il avait émis le vœu suivant (1) :

« Les ouvriers et patrons intéressés pourront toujours demander à être consultés sur les exceptions admises par le règlement d'administration publique.

« Ces exceptions ne seront maintenues que si une majorité de patrons et d'ouvriers se prononce pour l'exception.

« Le scrutin sera de droit lorsque le quart des patrons et ouvriers en feront la demande. Au cas où les patrons voteraient pour l'exception et les ouvriers contre, l'exception ne serait pas admise. »

Ce système n'est pas irréalisable comme on l'a dit ; au moins on serait sûr que les exceptions ne seraient admises que lorsqu'elles seraient justifiées et répondraient à un besoin réel. Leur détermination ne serait pas livrée au

(1) *Conseil supérieur du travail*, séance du 19 novembre 1904 ; année 1904, p. 166.

bon plaisir d'un règlement d'administration publique. Il est évident que, mieux que personne, ouvriers et patrons sont au courant des besoins de l'industrie et ont toute compétence pour se prononcer en cette matière.

Un tel système ne serait possible qu'à la condition, qu'ouvriers et patrons n'apporteraient aucune passion, aucune animosité dans le vote. Il suppose une éducation parfaite des masses ouvrières.

La réglementation des exceptions est très délicate ; sur elle repose toute la loi. On a souvent répété que c'était « la soupape de sûreté ». Mais il ne faut pas que cette soupape fonctionne trop aisément ni trop souvent : car les exceptions pourraient se multiplier à l'infini et le principe de la loi qui fixe le repos au dimanche risquerait d'être annihilé.

CHAPITRE VI

SANCTIONS DE LA LOI. — LES INFRACTIONS. — PÉNALITÉS.

LES JUNTAS. — L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Nous venons d'analyser dans ses éléments essentiels la loi sur le repos du dimanche, telle qu'elle est sortie des délibérations des Cortès espagnoles et telle qu'elle a été interprétée par les règlements des 19 août 1904 et 9 avril 1905. Cette étude nous a permis de nous rendre compte que cette loi contenait d'excellentes dispositions, et témoignait du souci qu'avait eu le législateur, tout en posant le principe du repos fixé au dimanche, de déterminer et préciser les cas dans lesquels il serait dérogé à ce principe. Nous devons nous demander maintenant quelles mesures ont été prises, quelles sanctions ont été prévues pour assurer l'application de cette loi. Il ne suffit pas en effet, de promulguer des textes réglementant les conditions du travail et d'attendre que les industriels et les commerçants s'inclinent devant eux. Non, l'œuvre du législateur n'est pas terminée, lorsqu'il a édicté certaines mesures en faveur de la classe ouvrière ; pour que ces mesures aient une efficacité pleine et entière, il est nécessaire qu'elles comportent une sanction. L'application d'une loi nouvelle, portera toujours une certaine pertur-

bation, causera toujours un certain malaise dans l'industrie ou le commerce auxquels elle s'appliquera. Cette perturbation se traduira pour le patron par une augmentation de frais. Il est évident que le patron voudra toujours échapper à la loi qui grève son industrie ou son commerce de nouvelles charges. Il faudra donc déjouer ces tentatives. Comment y arriver ? en édictant des peines sans doute, mais ces peines devront être sérieuses, sévères ; il faudra qu'elles atteignent le contrevenant dans ce qui lui est souvent le plus cher : l'argent. Il s'agit ici de contraventions d'une nature spéciale qui demandent une répression beaucoup plus rigoureuse que les contraventions de droit commun.

Pénalités de la loi du 1^{er} mars 1904. — Si nous nous reportons à l'article 5 de la loi du 1^{er} mars 1904, complétée par les articles 24, 25, 26 du règlement du 9 avril 1905, nous constatons que le législateur a édicté des mesures qui sembleraient devoir être efficaces.

On pose d'abord le principe que, toutes les infractions à la loi et au règlement seront imputables aux patrons sauf preuve contraire.

En ce qui concerne les sanctions, la loi distingue entre le travail matériel exécuté le dimanche pour autrui, et celui exécuté publiquement pour son propre compte ; dans le premier cas, la loi se montre beaucoup plus sévère que dans le second.

Dans tout travail exécuté pour le compte d'autrui, tout patron présumé responsable, sera passible d'une amende

de 1 à 25 pesetas s'il n'a employé qu'un seul ouvrier, d'une amende de 25 à 250 pesetas si le nombre des ouvriers employés ne dépasse pas dix ; d'une amende équivalente au total des salaires gagnés par les ouvriers le dimanche d'une manière illégitime, si le nombre des ouvriers est plus considérable.

En cas de première récidive dans le délai d'un an, la peine consistera en une réprimande publique et une amende de 25 pesetas.

Les cas de récidive suivants dans le même terme, seront punissables d'une amende qui pourra s'élever au double du montant des salaires gagnés en contravention à la loi.

Quant au délinquant qui a exécuté un travail matériel le dimanche publiquement pour son propre compte, la loi le punit d'une amende de 1 à 25 pesetas, et en cas de récidive l'amende s'élève à 50 pesetas.

Ces pénalités sont plus importantes que celles qui avaient été prévues dans la loi du 13 mars 1900. En effet, dans un article unique (art. 13), tout patron qui violerait la loi était passible d'une amende de 25 à 250 pesetas, et cela, sans se préoccuper du nombre d'ouvriers employés. Il n'avait pas été prévu une aggravation de peine en cas de récidive. La loi du 1^{er} mars 1904 est donc en progrès.

A remarquer que la récidive, dans le système espagnol, peut quelquefois se trouver moins punie que la première contravention.

Supposons qu'une contravention ait été dressée contre un patron ayant employé le dimanche 100 ouvriers contrairement à la loi. L'amende dans ce cas doit être égale au montant des salaires gagnés, si chaque ouvrier a gagné 3 pesetas l'amende sera donc de 3.000 pesetas.

Supposons maintenant qu'il y ait récidive, la peine consistera en une amende de 250 pesetas et une réprimande publique. L'amende sera donc moins élevée dans le second cas. Il est vrai qu'à l'amende s'ajoute la réprimande publique, mais c'est là une sanction purement morale, et l'expérience est là pour nous démontrer, qu'il ne faut pas attendre de grands résultats d'un tel genre de sanctions.

D'ailleurs, il ne s'agit que de la première récidive, les cas suivants sont punis plus sévèrement, puisque le montant des amendes peut s'élever au double des salaires gagnés.

Sans être parfait, ce système de pénalités contenu dans la loi espagnole du 1^{er} mars 1904 est très acceptable.

On demande depuis longtemps dans toutes les lois ouvrières qu'il soit dressé pour chaque infraction, autant de contraventions que d'ouvriers employés, et qu'il soit appliqué autant d'amendes distinctes. Ce serait là, un excellent moyen de forcer les gros patrons à l'observation des lois. Ces derniers seront le plus souvent insensibles à une amende, il s'en seraient moins si cette amende était répétée des centaines et des milliers de fois.

Le législateur français est entré dans cette voie. En

effet, dans l'article 13, 2^e alinéa de la loi du 10 juillet 1906, il déclare que l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes occupées contrairement à la présente loi ; mais il a limité le maximum à 500 francs.

La loi espagnole adopte ce système lorsque la contravention a été dressée contre un patron ayant employé plus de dix ouvriers, mais elle ne fixe nullement un maximum.

La loi française est, à un autre point de vue, moins sévère que la loi espagnole. En effet, notre loi du 13 juillet 1906 déclare (art. 16) que l'article 483 du Code pénal s'appliquera aux condamnations prononcées en vertu de cet article et des articles 13, 14 et 15. Ainsi même au cas de récidive, le tribunal en admettant des circonstances atténuantes peut prononcer une amende dérisoire ; devant le tribunal correctionnel on pourra même faire application de la loi de sursis.

La loi espagnole, plus rigoureuse, n'admet ni sursis ni circonstances atténuantes.

Les infractions sont de la compétence du gouverneur civil et des alcades ; c'est donc le pouvoir exécutif qui infligera les amendes ; toutefois on n'a pas voulu donner aux alcades des pouvoirs trop larges. Le règlement du 19 août, article 12, alinéa 2 renferme deux restrictions.

Les alcades des chefs-lieux de province ne pourront prononcer des amendes supérieures à 50 pesetas. Les alcades des chefs-lieux de canton, et des villes de plus de 4.000 habitants ne peuvent, prononcer des amendes su-

périeures à 25 pesetas. Dans le cas où les amendes excèdent ces deux chiffres il appartient au gouverneur civil de les prononcer. Le montant des amendes sera destiné à des œuvres de bienfaisance ou de secours en faveur de la classe ouvrière. Il sera versé dans les caisses des juntas locales de réformes sociales, qui se chargeront d'en faire l'emploi désigné. Ces juntas rendront annuellement des comptes aux juntas provinciales, qui en donneront connaissance à l'Institut de réformes sociales.

Les juntas. — Ainsi, la loi espagnole sur le repos du dimanche édicte des peines sévères ? Mais la loi sera-t-elle respectée du seul fait qu'elle renfermera une menace de peine ? non assurément. Il faut encore que toutes les infractions soient activement recherchées et poursuivies devant les juridictions compétentes. Comment arriver à ce résultat ? par la création de l'inspection du travail ; tant que cette institution essentielle n'aura pas été organisée les lois ouvrières pourront être considérées comme inexistantes. Le patron n'obéira à la loi que s'il est constamment dans la crainte de recevoir à toute heure la visite d'un fonctionnaire chargé de son exécution ; l'inspection du travail ne donnera de bons résultats, que si elle est recrutée parmi des hommes énergiques, instruits, doués de qualités de tact et de prudence, qu'exigent l'application des lois ouvrières. Il faut de plus que le nombre d'inspecteurs soit considérable, afin qu'ils puissent visiter les établissements le plus souvent possible, et maintenir les patrons dans la crainte salu-

taire de cette visite. Seule, réunira ces qualités indispensables, une inspection du travail organisée par l'Etat, faisant de l'inspecteur un fonctionnaire et un agent d'autorité dépendant du pouvoir exécutif. L'application des lois ouvrières exige des aptitudes spéciales que ne posséderont pas toujours les agents chargés d'appliquer les autres lois. En supposant que ces agents réunissent les connaissances techniques suffisantes, ils ont déjà assez à faire, sans qu'on aille leur imposer un surcroît de travail.

Si nous passons en revue, l'histoire de la législation ouvrière, dans tous les pays, nous constatons que les inspecteurs amateurs, ayant des fonctions gratuites, ont donné partout des résultats à peu près nuls. Les Parlements ont eu beau voter des mesures législatives réglementant le travail, les textes sont demeurés des documents morts tant que l'inspection du travail, telle que nous la concevons n'a pas été organisée. Aujourd'hui, tous les Etats, comprenant l'intérêt qui s'attache à l'application des lois en matière de protection légale, se sont efforcés après avoir créé l'inspection d'augmenter le plus possible le nombre des inspecteurs. C'est d'abord, l'Angleterre, qui après avoir fait l'expérience des *visitors* crée l'inspection du travail dès 1833. L'Allemagne vient ensuite en 1853, la Suisse en 1874, la France en 1874 et en 1892, l'Autriche en 1883 et enfin la Belgique en 1888 et 1889.

L'Espagne, à l'heure actuelle, possède-t-elle, à l'exem-

ple des autres pays, un corps d'inspection ? malheureusement non; mais hâtons-nous de le dire, elle vient d'entrer dans cette voie après avoir fait un essai de l'inspection gratuite qui ici, pas plus qu'ailleurs, n'a donné aucun résultat.

En votant la loi du 18 mars 1900 réglementant le travail des femmes et des enfants, le Parlement espagnol se préoccupa d'assurer l'exécution de cette loi. Certains membres, tels que M. Azcarate et Vicenti, proposaient la création d'une véritable inspection du travail. M. Moret était partisan de recruter les inspecteurs parmi les hauts fonctionnaires de l'Etat. La commission de la Chambre proposa de confier l'application de la loi à des juntas, sorte d'assemblées composées de patrons et d'ouvriers recrutées à l'élection. L'avis de la commission l'emporta et les Cortès votèrent l'article 14 ainsi conçu : « L'inspection qu'exige l'exécution de la présente loi, appartiendra au gouvernement, sans préjudice de la mission confiée sous ce rapport aux juntas locales et provinciales »; d'autre part, l'article 7 de la même loi, complété par le décret royal du 9 juin 1900, réglait la composition, l'organisation et l'attribution de ces juntas (1). Nous rappellerons simplement, que la junta peut être locale ou provinciale : locale, elle se compose de l'alcade président, de l'ecclésiastique, d'un nombre égal de patrons et ouvriers désignés à l'élection, sans que ce nom-

(1) Voir Chauvet, *La protection légale des travailleurs en Espagne*, 1903.

bre puisse être supérieur à six ; provinciale, elle se compose du gouverneur président, d'un délégué présenté par le ministre de l'intérieur, et enfin par des membres choisis par les juntas locales. Chaque junta locale élit un délégué à la junta provinciale, et un vice-délégué qui le remplacera en cas de maladie.

La junta a deux attributions bien déterminées ; c'est un organe d'information, et un organe d'exécution. La junta a donc le devoir de faire appliquer la loi. Comment s'y prend-t-elle ? elle délègue ses pouvoirs à un membre qui reste en fonctions pendant six mois, et ce dernier a la charge de contrôler tous les établissements qui se trouvent dans le ressort de la junta. Les infractions sont constatées par des procès-verbaux ; ces procès-verbaux sont transmis à la junta qui prononce l'amende. Si celle-ci a été infligée par une junta locale le délinquant peut faire appel de la condamnation devant la junta provinciale dans les cinq jours. Si c'est la junta provinciale qui a prononcé la condamnation le gouverneur décide en dernier ressort. Une fois la condamnation devenue définitive, l'alcade est chargé de recouvrer l'amende et d'user des voies de contrainte si elles sont nécessaires. Toutes ces fonctions sont gratuites.

Quel a été le résultat de cette organisation des juntas ? Nul, hâtons-nous de le dire, et la loi de 1904 n'a pas été appliquée pas plus d'ailleurs que celle de 1900.

D'abord, les juntas n'ont pas été organisées partout ; par suite de l'indolence ou de la méfiance des masses

ouvrières, et cela, malgré les efforts de l'Institut de réformes sociales. Même une fois constituées, les juntas n'ont pas réalisé les espérances que l'on avait fondées sur leur création. Il était mauvais de confier l'exécution des lois ouvrières à une assemblée. On l'a souvent dit et il n'est que trop vrai que, « délibérer doit être le fait de plusieurs, agir doit être le fait d'un seul ». Sans doute, la junta délègue ses pouvoirs à un de ses membres, mais ce dernier dépend beaucoup trop de la junta et n'a aucune initiative. De plus, ce délégué inspecteur, n'a pas les qualités d'indépendance qu'exige une mission aussi délicate que celle de visiter les usines. Ce délégué sera toujours ou un patron ou un ouvrier. Le choix sera aussi mauvais dans un cas que dans l'autre : patron, ou bien il ménagera par trop les autres industriels, ou bien il en profitera pour satisfaire ses rancunes personnelles; ouvrier, il est à craindre qu'il n'apporte trop d'exagération à l'application de la loi. Certaines connaissances manqueront à tous deux, et comme les fonctions sont gratuites les ouvriers refuseront toujours une telle mission, l'application de la loi sera donc confiée en fait aux patrons. Ce système de contrôle et d'inspection, détestable en tous points, avait été consacré par la loi de 1900. Il semblait qu'en 1904, au moment de voter la loi sur le repos du dimanche, le législateur espagnol guidé par l'expérience allait créer une inspection plus sérieuse. Il n'en a rien été.

Et l'article 12 du règlement du 19 août 1904, pris en

exécution de la loi dit en effet : « que l'inspection en cette matière appartiendra aux juntas locales ou provinciales, ainsi qu'aux fonctionnaires de l'Institut de réformes sociales ». Il n'y avait pas en 1904 un bien grand changement. Quelle a été l'évolution des juntas de 1904 à 1906 ? Le décret royal du 12 mai 1904 (1) décide que l'inspection du travail appartiendra à tous les membres de la junta. Vient ensuite le décret royal du 3 août 1904 (2), très important, puisqu'il complète le décret du 9 juin 1900.

Ce décret du 3 août 1904 édicte de nouvelles dispositions pour la composition et la façon de renouveler les juntas. Il fixe à 4 ans, la durée des pouvoirs des membres. Il formule les conditions nécessaires pour être électeur et éligible, pour les renouvellements partiels. Il détermine le quantum nécessaire des membres pour pouvoir délibérer valablement et prendre une décision ; il détermine la forme des appels à la junta provinciale. Les fonctions sont toujours gratuites et purement honorifiques ; toutefois, les membres ouvriers qui doivent quitter leur travail pour assister aux réunions de la junta, recevront trois francs par jour du patron de la fabrique et de l'atelier où ils travaillent. Au cas où ils devront se déplacer de leur résidence, ils auront le parcours gratuit en chemin de fer et une indemnité supplémentaire pouvant s'élever de cinq à sept francs suivant les cas. C'est là une innovation heureuse, l'ouvrier a besoin de son salaire

(1) *Gaceta de Madrid*, 17 mai 1904.

(2) *Gaceta de Madrid*, 15 août 1904.

journalier, il ne doit pas le perdre en assistant aux assemblées de la junte. Ce décret donna lieu à de nombreuses difficultés au sujet du droit d'élection, et un nouveau décret du 22 novembre 1904 (1) vint déterminer d'une façon plus précise le droit à l'éligibilité et le mode des élections.

Malgré tous les efforts du gouvernement, les juntas ne se constituaient que très difficilement ou même pas du tout. Le décret du 18 janvier 1905 (2) nous en fournit la preuve. Il constate dans son préambule que dans la province de Malaga, dans les villes de Castellon, de la Plana, et dans beaucoup d'autres villes importantes, les deux éléments de la junte (patrons et ouvriers) ne répondent pas toujours à la convocation électorale, ou bien l'un des deux fait défaut ; dans ce cas, dit le décret, la junte sera constituée avec le seul élément qui aura pris part à l'élection.

Le décret du 24 janvier 1905 (3) détermine les voies de recours en matière électorale. Ce recours sera porté par l'alcade ou le gouverneur devant le ministre de l'intérieur qui décidera après avoir entendu l'Institut de réformes sociales.

Les lois ouvrières étaient donc inappliquées. En 1902 de violentes réclamations avaient été faites au ministère

(1) *Gaceta de Madrid*, 23 novembre 1904.

(2) *Gaceta de Madrid*, 21 janvier 1905.

(3) *Gaceta de Madrid*, 28 janvier 1905 (Ce décret avait été pris en conformité d'un avis de l'Institut de réformes sociales du 14 décembre 1904 : *Boletín Instituto de reformas sociales*, janvier 1905).

de l'intérieur par la junta provinciale de Barcelone, par un grand nombre de fabricants de cette ville et par les fédérations ouvrières de Bilbao, qui se plaignaient de ce que la loi du 13 mars 1900 était violée partout. M. Moret, ministre de l'intérieur, avait adressé une circulaire aux gouverneurs et alcades sur la nécessité d'appliquer la législation du travail (1) ; cette circulaire ne put rien contre l'apathie naturelle des autorités espagnoles.

En 1905, nous sommes toujours dans la même situation. Les patrons ne se soumettent à aucune des prescriptions légales. C'est ainsi, que la junta de Cadix qui, celle-là avait été constituée et avait fait preuve d'une grande activité, dénonce les abus suivants : à la fabrique de tabacs de Cadix, qui emploie 4.000 cigarières, l'installation des ateliers ne remplit pas les conditions d'hygiène exigées par la loi. Les plafonds ne sont pas assez hauts, les cabinets sont mal installés et dégagent des odeurs insupportables. On n'a mis aucun appareil destiné à éviter les accidents. Enfin la loi sur le travail des enfants n'est pas affichée et est violée. La commission qui était composée de l'alcade de Cadix, de trois membres de la junta, de l'inspecteur sanitaire, de l'architecte et de l'ingénieur municipal, dressa des procès-verbaux, après être entrée dans l'atelier non sans résistance du directeur. Appel fut fait des amendes infligés, mais la junta provinciale confirma la décision de la junta locale (2).

(1) *Gaceta de Madrid*, 12 août 1902.

(2) Inspeccion hcca la Junta local de reformas sociales de Cadiz en

D'autre part, le docteur Florencia Porpeta y Llorente, professeur à la faculté de médecine de Grenade, inspectant la fabrique de soieries de Ugijar a fait les constatations suivantes : les conditions d'hygiène prescrites par les règlements sont assez bien observés. Le régime de l'usine est sévère et les amendes infligées aux ouvrières sont nombreuses et vont jusqu'à 30 et 35 centimes par jour, l'âge moyen des ouvrières est de 18 ans, et l'entrée à la fabrique a lieu entre 10 et 11 ans. Les cas au-dessous de 10 ans sont rares. Toutes les ouvrières sont soumises aux mêmes heures de travail, et ainsi se trouve violé l'article 2 de la loi du 13 mars 1900 qui dit que les enfants de 10 à 14 ans ne pourront fournir plus de 6 heures de travail dans les établissements industriels. Le salaire des ouvrières varie entre 0 fr. 40 et 1 fr. 25, mais le salaire moyen est de 0 fr. 50 et 0 fr. 60. La journée de travail commence à 6 heures du matin pour se terminer à 7 heures du soir, avec deux heures pour les repas ce qui porte la journée à onze heures, même pour les enfants de 10 à 14 ans. Dans presque tous les autres ateliers il en est de même et on peut en conclure que les lois ouvrières n'ont pas été appliquées (1).

25 de Junio 1904 à la fabrica de Tabacos. *Boletin del Instituto de reformas sociales*, janvier 1905, p. 485 et suiv.

(1) Memoire descriptif des résultats constatés dans une visite d'inspection à la fabrique de soies de Ugijar, faite par Florencia Porpeta y Llorente, professeur à la faculté de médecine de Grenade. *Boletin del Instituto de reformas sociales*, juillet 1905, p. 8 et suiv. ; août 1905, p. 87 et suiv.

L'Institut de réformes sociales qui venait d'être créé, faisait à son tour de louables efforts pour donner de l'impulsion aux juntes et leur faire appliquer les lois. Il édictait en 1905 (1) un grand nombre de règles interprétant tous les décrets et toutes les lois pour leur faciliter leur tâche. Tout fut vain. Il se décida alors à présenter au ministre de l'intérieur un projet de règlement provisoire sur l'inspection du travail.

Ce projet, rédigé par la section technico-administrative, fut discuté et approuvé en entier par l'Institut qui le présenta au ministre de l'intérieur le 19 juillet 1905.

L'exposé des motifs constate que : l'inspection du travail est un rouage indispensable ; sans cette institution, la législation ouvrière demeurera stérile. Les décrets royaux du 23 avril et du 15 août 1903 ont donné à l'Institut la mission de veiller à l'exécution des lois ouvrières, et lui ont confié l'organisation du service de l'inspection. C'est en vertu de ces pouvoirs, que l'Institut présenta à l'approbation du ministre un règlement provisoire, en attendant qu'une loi vienne régler d'une manière définitive cette matière.

Le personnel de la seconde section ne peut d'aucune manière exercer l'inspection immédiate. Le décret du 15 août 1903 avait défini d'une façon précise les fonctions du personnel. Il doit s'occuper de l'étude de la réglementation générale et particulière du service de l'inspection,

(1) Voir *Boletín del Instituto de reformas sociales*, novembre 1905, p. 335 et suiv.

dans les statistiques recueillir tous renseignements et monographies qui concernent ce service. Il fera sans doute certaines visites extraordinaires de contrôle lorsqu'il en recevra l'ordre de l'Institut ; mais la pratique courante de l'inspection doit être réalisée par le personnel régional et provincial à ce affecté ; les juntas continueront à exercer le service de l'inspection concurremment avec les nouveaux inspecteurs et devront les seconder et même agir à leur place, lorsque les inspecteurs ne pourront visiter certaines localités. L'Institut de réformes sociales se préoccupe ensuite des qualités que devra réunir le personnel de l'inspection et de l'esprit qui doit l'animer. Avec le patron de bonne foi, l'inspecteur sera tolérant, indulgent, mais il n'en sera que plus sévère avec le patron qui fera preuve d'hostilité systématique dans l'application des lois ouvrières.

Une autre difficulté résultera de ce que la législation est très incomplète et de ce que les textes sont vagues et manquent de précision.

La constatation des infractions sera d'autant plus difficile que le nombre des inspecteurs sera forcément restreint. L'inspection devra aller progressivement ; en évitant de causer de trop grandes perturbations dans l'industrie ; toutefois, il ne faudra pas non plus faire preuve de faiblesse et ne tenir aucun compte de l'intérêt de la classe ouvrière.

Tels sont les principes qui ont guidé l'Institut de réformes sociales dans l'élaboration de ce projet de règle-

ment. Ce projet, présenté au ministre de l'intérieur le 19 juillet 1904, a été approuvé par le décret royal du 1^{er} mars 1906 (1). Le décret reproduit presque intégralement les dispositions du projet de règlement soumis au ministre. A noter cependant quelques légères modifications :

La nomination des inspecteurs appartiendra au ministre de l'intérieur, et non à l'Institut. Les fonctionnaires nommés devront réunir certaines conditions que déterminera l'Institut dans un règlement qui sera approuvé par le ministre (2).

Le recours contre les amendes prononcées par le gouvernement, sur procès-verbal de l'inspecteur, aura lieu non pas devant l'Institut comme le disait le projet, mais devant le ministre qui statuera après avis de l'Institut.

Ce décret du 1^{er} mars 1904 a organisé en Espagne l'inspection du travail ; nous devons l'analyser dans ses éléments essentiels.

Organisation de l'inspection.

L'inspection du travail en Espagne comprend :

1^o L'inspection centrale exercée par les membres de l'Institut de réformes sociales ;

2^o Le corps des inspecteurs proprement dits qui se divisent en inspecteurs régionaux, inspecteurs provinciaux et inspecteurs auxiliaires.

Les inspecteurs sont des fonctionnaires de caractère

(1) *Gaceta de Madrid*, 4 mars 1906.

(2) Ce règlement a été approuvé le 11 avril 1906.

administratif délégués par l'Institut de réformes sociales. Ils sont rétribués par l'Institut, qui les indemnise également de leurs frais de déplacement et de voyage. L'Institut fixe à chaque inspecteur sa résidence, et les limites de territoire dans lesquelles il assurera le service de l'inspection. Il ne peut en sortir sans l'autorisation de l'Institut.

Nomination. — La nomination des inspecteurs régionaux et provinciaux appartient au ministre de l'intérieur sur la proposition de l'Institut. Il peut arriver qu'il soit nécessaire de nommer des délégués spéciaux pour des inspections extraordinaires. La nomination appartiendra alors au président de l'Institut, qui en donnera avis au ministre.

Ces nominations sont soumises à certaines conditions. Pour pouvoir exercer la fonction d'inspecteur il faut :

1° Etre Espagnol, âgé de 30 ans, avoir la jouissance de ses droits civils et politiques et n'avoir pas été relevé de la fonction d'inspecteur ;

2° Avoir l'instruction nécessaire justifiée par certains titres, ou posséder des connaissances suffisantes, comme le déterminera l'Institut dans un règlement qui sera approuvé par le ministre ;

3° Etre de moralité inattaquable, avoir un caractère ferme et indépendant, une volonté décidée, et posséder les qualités nécessaires pour la difficile mission qu'ils ont à remplir.

Incompatibilités. — Les inspecteurs ne doivent accep-

ter aucun autre emploi, de manière à consacrer toute leur activité au service de l'inspection. Il y a incompatibilité entre leurs fonctions et les fonctions judiciaires ou de police.

L'inspecteur ne peut exercer aucune profession industrielle soumise au service de l'inspection, il ne peut se livrer non plus aux affaires commerciales.

Il ne peut exercer l'inspection avec des experts, ni faire des visites dans les entreprises ouvrières commerciales et industrielles sans autorisation de l'Institut.

Il ne doit avoir aucune participation dans ces entreprises tant qu'il exerce son emploi, ni n'en avoir eu deux ans avant sa nomination. Le père, les enfants, les frères et parents au même degré de l'inspecteur doivent aussi se trouver dans cette situation.

L'inspecteur ne doit accepter aucune fonction élective.

Il ne doit pas recommander l'acquisition ou l'emploi de procédés qu'il peut trouver.

Nous comprenons à merveille ces incompatibilités, indispensables pour assurer au personnel de l'inspection l'indépendance dont il a besoin,

Division de l'inspection.

Inspection centrale. — L'inspection centrale est exercée par les membres de l'Institut de réformes sociales. Elle a pour but l'organisation et la surveillance des services d'inspection et de tout ce qui s'y rattache. Elle s'occupe encore, au point de vue des lois d'hygiène, d'exa-

miner la façon dont sont installées les industries qui se créent ; elle décide des modifications à apporter aux locaux des industries qui existent déjà, et tranche les difficultés qui pourraient être soulevées par les patrons.

Elle fait les visites qu'elle juge nécessaires, pour contrôler le service des inspecteurs, et propose lorsqu'elle le croit indispensable la nomination de délégués spéciaux pour l'inspection. Enfin elle réunit, et classe des renseignements précis pour la formation des statistiques.

Inspecteurs régionaux. — Au-dessous de l'inspection centrale, se placent les inspecteurs régionaux. Ceux-ci exercent l'inspection dans les limites de territoire qui leur sont désignées, lorsqu'ils estiment ces visites nécessaires. Ils peuvent se faire accompagner des inspecteurs provinciaux. Mais ils exercent surtout un contrôle sur le service des inspecteurs provinciaux en relevant les fautes légères de ces derniers agents. Si ces fautes se renouvellent ou sont de nature grave, ils doivent en donner avis à l'Institut. Ils transmettent à l'inspection provinciale les instructions de l'inspection centrale, et inversement ils renvoient à la deuxième tous les renseignements que leur envoie la première. Ils servent donc d'intermédiaire entre l'une et l'autre.

Ils doivent remettre chaque année à l'Institut les rapports faits par les inspecteurs provinciaux. Ils font eux-mêmes des enquêtes sur les accidents du travail, ou sur tout ce qui leur est signalé par l'Institut, par les autorités supérieures de la région, par les plaintes des particuliers

ou les associations ouvrières de la région ou les ouvriers isolés. Ils se transportent même sur les lieux où s'est produit l'événement s'ils l'estiment nécessaire. Ils doivent encore remettre à l'Institut : les rapports annuels de leurs services, un état détaillé des établissements visités, un état des établissements dans la région soumis au contrôle de l'inspection. Ils correspondent à nos inspecteurs divisionnaires.

Inspecteurs provinciaux. — Viennent ensuite les inspecteurs provinciaux. Ceux-ci exercent l'inspection immédiate dans les limites de territoire qui a été déterminé par l'Institut. Ils tiennent l'inspecteur régional au courant de l'exécution des lois réglementant le travail dans leur circonscription. Ils font, comme les inspecteurs régionaux, des enquêtes sur les accidents du travail et se transportent sur les lieux. Ils font connaître à l'inspecteur régional les réclamations qu'on leur adresse et les difficultés auxquelles ils se butent dans leurs visites.

Ils doivent remettre à l'inspecteur régional dont ils dépendent : l'itinéraire détaillé de leurs voyages d'inspection, afin que celui-ci puisse toujours savoir où ils se trouvent ; un état mensuel de leurs visites et des résultats obtenus. Les renseignements et statistiques sur les conditions du travail, qu'ils recueilleront des patrons. Le refus des patrons à donner ces renseignements peut dans certain cas être considéré comme un obstacle au service de l'inspecteur. Enfin ils adressent annuellement un rapport détaillé sur l'exécution des lois ouvrières.

Inspecteurs auxiliaires. — Ils ont pour mission de remplacer les inspecteurs provinciaux absents, malades ou en congé. Ils sont nommés par l'Institut de réformes sociales, et non par le ministre ; l'Institut fixe leur résidence, et détermine la durée de leurs fonctions. A la différence des inspecteurs provinciaux ils ne peuvent que signaler les infractions et n'ont pas le droit de proposer des amendes devant la junte ; ce soin est laissé à l'inspecteur régional. Ils doivent réunir le plus grand nombre des conditions exigées des inspecteurs provinciaux.

Compétence des inspecteurs.

Les Inspecteurs sont chargés d'assurer l'exécution des lois suivantes :

1° La loi sur les accidents du travail du 30 janvier 1900, relativement aux mesures préventives de ces accidents (1) ;

2° La loi réglementant le travail des femmes et des enfants du 13 mars 1900 ;

3° La loi sur le repos du dimanche du 1^{er} mars 1904 ;

4° Les lois, et autres mesures ayant pour objet la réglementation du travail, qui interviendront plus tard.

Exceptions à la compétence. — Il y a cependant, même en ce qui touche l'application de ces lois plusieurs exceptions à la compétence des inspecteurs ; 1° c'est d'abord

(1) Le décret du 28 juillet 1900 détermine les mesures que les patrons doivent prendre pour éviter les accidents, et a dressé une énumération des industries visées.

le travail souterrain dont la surveillance et le contrôle sont confiés aux ingénieurs des mines (Règlement de police minière de 1897). Echappent encore à l'inspection du travail :

Les travaux exécutés par le ministère de la guerre ou de la marine ainsi que les établissements qui en dépendent ;

Les travaux agricoles et les ateliers de famille.

Nous devons surtout examiner ces deux derniers cas.

Quant aux entreprises et établissements qui dépendent du ministère de la guerre ou de la marine, l'inspecteur a cependant le droit d'entrer dans ces établissements, pourra-t-il y dresser des contraventions ? L'article 81 du règlement distingue entre les infractions qui dépendent de la volonté du directeur de l'établissement ou de l'entreprise, et celles qui n'en dépendent pas ; le premier cas comprend toute violation de la loi, en ce qui concerne les conditions d'âge, d'admission, de sexe, d'heures de travail, de repos.

Le second cas comprend une violation de la loi ayant une cause qui pour disparaître nécessite des dépenses et des travaux qui ne peuvent s'exécuter sans des ordres supérieurs (installation défectueuse d'ateliers), dans le premier cas l'inspecteur dressera procès-verbal et le directeur de l'établissement ou de l'entreprise sera personnellement responsable ; dans le second cas l'inspecteur fera un rapport détaillé à l'Institut qui transmettra ces renseignements au ministre.

Les ateliers de famille, eux aussi, échappent au contrôle de l'inspecteur. Cette dernière exception avait déjà été admise dans le règlement du 13 novembre 1900, alors que l'exécution de la loi était confiée à la junte. Toutefois, les inspecteurs peuvent pénétrer dans l'atelier lorsqu'il sera fait emploi d'un moteur mécanique et que l'industrie sera classée au nombre des établissements et travaux dangereux et insalubres, dans ce cas l'inspecteur pourra forcer le chef d'atelier à adopter certaines mesures de sécurité et d'hygiène.

Comment la loi espagnole a-t-elle défini les ateliers de famille ?

L'article 4 du décret 13 novembre 1900 est ainsi conçu : On entend par ateliers de famille, des établissements où travaillent seulement, des membres d'une seule famille, ou adoptés par elle, sous la direction de l'un de ces membres. Ainsi donc l'atelier ne doit comprendre comme ouvriers, employés ou apprentis que des enfants descendants ou pupilles. En échappant à l'inspection, ces ateliers jouissent d'un régime de faveur. On estime en effet, que l'affection présumée du père pour ses enfants sera pour eux une sauvegarde suffisante. Mais dès l'instant où le chef d'atelier emploie un étranger, l'atelier cesse d'être un atelier de famille et demeure soumis à la visite de l'inspecteur. On comprend que la loi soit aussi rigoureuse. Dès que l'enfant travaillera à côté de compagnons étrangers il risque plus ou moins d'être confondu avec eux, et dans tous les cas le chef d'atelier

n'aura jamais pour un étranger les égards qu'il aura pour un des siens. La loi espagnole dit encore que l'enfant devra travailler sous l'autorité d'un membre de la famille, mais ne désigne point ce membre. Le chef d'atelier pourra donc être un frère aîné.

Notre loi de 1892 est beaucoup plus précise. Elle dit expressément « que le chef d'atelier devra être le père, la mère ou le tuteur » (1). Ce manque de précision dans la loi espagnole est regrettable. Les ateliers de famille rendent bien des services, et on ne pourra jamais les supprimer, du moins pour certaines industries. Toutefois, il convient qu'ils soient soumis à une réglementation des plus sévères. Il est à craindre en effet que le jour où les lois ouvrières recevront en Espagne leur entière application, les patrons ne se servent de cette institution pour les tourner et les violer, en multipliant sans cesse des ateliers qui n'auront de familial que le nom.

Comment s'exercera l'inspection. — Après avoir étudié les attributions des inspecteurs et avoir déterminé l'étendue de leur compétence, il nous faut examiner le fonctionnement de l'inspection.

Les inspecteurs exercent leur mission soit de leur propre initiative, soit sur l'indication des autorités, soit sur la plainte des particuliers ou des associations ouvrières, soit sur l'ordre de l'Institut.

L'inspecteur reçoit de l'Institut de réformes sociales

(1) P. Pic, *Traité élémentaire de Législation industrielle*, 2^e édition, 1902.

un certificat qui l'accrédite dans l'exercice de sa fonction. Ce certificat sera rendu et annulé à la cessation de la charge. Ce certificat d'identité est nécessaire pour justifier la qualité de l'inspecteur et donner légalité à ses actes. Il devra le présenter à l'alcade ou au gouverneur, lorsqu'il sera obligé de leur demander aide et protection.

L'inspecteur peut réclamer l'assistance de l'inspecteur-médecin de la junte provinciale, pour les visites relatives à l'application des règlements sur l'hygiène et la salubrité dans les ateliers.

Toutes les autorités civiles et militaires doivent obéir aux réquisitions de l'inspecteur pour assurer l'exécution des lois et règlements.

Les gouverneurs et alcades lui fourniront un état détaillé des établissements industriels et commerciaux qui existent dans leur ressort. Ils accompagneront l'inspecteur dans ses visites si ce dernier estime leur présence nécessaire ; de même, les junes locales ou provinciales mettront à la disposition de l'inspecteur tous les renseignements qu'elles possèdent sur les industries de la ville et le personnel ouvrier. Les inspecteurs régionaux et provinciaux ont la franchise postale avec le ministre de l'intérieur, l'Institut de réformes sociales, les gouverneurs, les autorités locales et judiciaires de leur ressort, et avec les syndicats et associations ouvrières légalement établis. En cas d'urgence, ils ont la franchise télégraphique avec le président de l'Institut et le ministre de l'intérieur.

Rapports avec les industriels. — L'inspecteur, dans l'exercice de ses fonctions, devra faire preuve de la plus grande courtoisie avec les patrons. Il leur rappellera, lorsqu'il le jugera nécessaire, les devoirs qui leur sont tracés par les lois et règlements de protection ouvrière, en s'appuyant sur les textes. En ce qui concerne les mesures de sécurité et d'hygiène, l'inspecteur se bornera à signaler à l'industriel les fautes qu'il découvre en violation de la loi ; mais il se gardera d'indiquer les mesures à prendre, ce soin incombera au patron et à son personnel technique.

La mission des inspecteurs aura tantôt un caractère préventif et tantôt un caractère répressif. La loi doit protéger l'ouvrier mais sans porter préjudice à l'industrie. Les inspecteurs s'inspireront de ces principes, mais ils ne devront jamais faire abandon de l'autorité qui leur est nécessaire dans l'accomplissement de leurs devoirs. Ils prêteront l'oreille à toutes les réclamations ou plaintes qui pourront leur être faites.

Il est défendu à l'inspecteur de la façon la plus formelle, d'accepter l'hospitalité des industriels et commerçants soumis à son contrôle, ni d'accepter des cadeaux d'aucune sorte.

L'inspecteur qui fera sa visite dans un théâtre ou un établissement de spectacles publics, pourra entrer partout dans tous les locaux et dépendances, mais il n'aura jamais le droit d'exiger que l'on mette à sa disposition une place dans la salle de spectacle.

Les inspecteurs devront rigoureusement garder le se-

cret sur les procédés de fabrication industrielle qu'ils pourront surprendre. En cas d'infraction ils tomberont sous l'application des articles 378 à 380 du Code pénal, sans préjudice de la responsabilité encourue vis-à-vis du patron en vertu des articles 134 et 135 de la loi sur la propriété industrielle du 16 mai 1902. Les inspecteurs pourront examiner les locaux, le matériel, les registres ayant trait au personnel en ce qui concerne l'âge, le sexe. Ils prendront connaissance des extraits de naissance, du certificat scolaire, du certificat médical constatant l'aptitude physique des enfants et de tous autres documents considérés comme obligatoires. Ils interrogeront les ouvriers au cours de leur visite. Les patrons devront faciliter la tâche des inspecteurs en leur donnant des renseignements sur la population ouvrière, l'âge des ouvriers, le montant des salaires, etc., et en leur communiquant les livres et registres de commerce qu'ils doivent aussi présenter aux autorités.

L'inspecteur a le droit d'entrer à n'importe quelle heure du jour dans les ateliers ou centres d'industrie et pendant la nuit durant les heures de travail. Il a en effet le devoir d'assurer l'exécution de l'article 4 de la loi du 13 mars 1900 qui défend le travail de nuit (1) aux enfants de moins de 14 ans, mais avant de pénétrer dans l'atelier, il devra d'abord s'assurer qu'on y travaille. Le patron

(1) Le travail de nuit est celui qui est exécuté de 7 heures du soir à 5 heures du matin (avec un repos d'une durée minima de 1 heure 1/2). Article 4, loi du 13 mars 1900, alinéa 2.

s'efforcera de cacher tout signe extérieur de travail, et les constatations seront le plus souvent très difficiles.

L'inspecteur relèvera toutes les violations de la loi. Lors de sa première visite il pourra user de persuasion s'il estime que ses bons conseils peuvent donner quelques résultats. Si malgré ces conseils le patron continue à violer la loi, l'inspecteur le constatera sur un livre de visite à ce affecté, et il dressera un procès-verbal en trois exemplaires signés par lui, le chef d'industrie et un témoin ; si ce dernier refuse de signer il en sera fait mention dans le procès-verbal. Lorsqu'il s'agira de l'application de la loi du 30 janvier 1900, en ce qui concerne les moyens à prendre pour prévenir les accidents du travail, le premier exemplaire du procès-verbal sera remis au patron où à son représentant légal, le second sera envoyé à l'Institut et le troisième restera entre les mains de l'inspecteur.

Lorsque l'infraction aura été constatée pour violation de la loi du 13 mars 1900 ou du 1^{er} mars 1904 l'inspecteur enverra le deuxième exemplaire du procès-verbal non pas à l'Institut mais à la junte, l'alcade convoquera la junte dans un délai de trois jours, l'inspecteur sera entendu pour donner tous renseignements et explications nécessaires.

Lorsqu'il y aura lieu de procéder d'office, les infractions seront déférées au tribunal du district. Les décisions des juntas locales seront notifiées dans un délai de trois jours à l'inspecteur qui en donnera avis à l'Institut.

Pénalités. — Tant que les tribunaux mixtes ne sont pas créés, les juntas demeurent compétentes pour appliquer les pénalités qui sanctionnent les lois ouvrières. Elles devront prononcer autant d'amendes qu'il y aura d'infractions distinctes, alors même que ces infractions seraient de la même espèce. L'amende ne sera pas appliquée toutes les fois que l'infraction aura pour cause une erreur du patron ou aura été produite par un événement fortuit. Le patron devra, toujours, rapporter la preuve de sa bonne foi.

Les compagnies industrielles, ou les sociétés seront civilement responsables des amendes prononcées contre leurs gérants. Les amendes seront recouvrées par les alcades ou les gouverneurs. Le montant en sera affecté à des œuvres de bienfaisance, ou sera distribué sous forme de secours à la classe ouvrière.

L'action en répression des infractions est publique.

Le règlement prévoit certaines pénalités contre les patrons qui auront mis obstacle au service de l'inspecteur.

Le refus de laisser pénétrer l'inspecteur dans les centres de travail soumis à son contrôle ; la résistance même passive en ce qui concerne la présentation des registres d'atelier, documents ; le refus de fournir des renseignements, le fait d'empêcher l'inspecteur d'interroger le personnel ouvrier sur les conditions du travail, les fausses déclarations, etc. sont considérés comme obstacles au service de l'inspection. Lorsque le patron refu-

sera de laisser pénétrer l'inspecteur dans son atelier, celui-ci excipera de sa qualité et présentera à l'appui le certificat qui l'accrédite. Il préviendra le patron ou la personne qui le reçoit des responsabilités encourues. Si on refuse toujours de le laisser entrer il se retirera, dressera procès-verbal de ce qui s'est passé et demandera au gouverneur ou à l'alcade aide et protection qui devra lui être fournie aussitôt.

Il donnera immédiatement avis à son chef et celui-ci à l'Institut ; si le patron a commis une faute ou un délit tombant sous le coup de l'action pénale, l'inspecteur enverra à l'autorité judiciaire une copie du procès-verbal signée par des témoins. L'autorité judiciaire tiendra le gouverneur au courant de la procédure, transmettra ces renseignements à l'inspecteur, et ce dernier en donnera avis à l'Institut.

Si le patron persiste à refuser l'entrée de l'atelier à l'inspecteur, ou si les violations de la loi continuent à se répéter, malgré les amendes infligées au contrevenant ; l'inspecteur adressera alors un rapport détaillé à l'Institut, qui pourra obtenir du ministre la fermeture de l'établissement. Cette fermeture durera tant que le patron ne se sera pas soumis à la loi et aux règlements.

Le décret du 1^{er} mars 1906 qui crée en Espagne l'inspection du travail, a néanmoins conservé aux juntas les attributions qu'elles avaient auparavant. Elle continuent à assurer l'exécution des lois ouvrières, mais seulement dans les villes où il n'existera pas d'inspecteur. Même

dans ces villes celui-ci peut exercer, concurremment avec la junte, le contrôle. En ce qui concerne la manière d'exercer l'inspection, les règles qui ont été édictées s'appliquent aux junte. Elles auront avec l'inspection centrale les mêmes relations que l'inspection provinciale. Il faut espérer qu'un jour viendra où le personnel de l'inspection sera assez nombreux pour suffire à la rude tâche qui lui incombe.

Ce jour-là on pourra supprimer aux junte les attributions d'exécution. Il est à craindre en effet qu'elles ne veuillent contrôler l'inspecteur et que l'accord ne règne pas toujours entre ce fonctionnaire et la junte ; de plus, les membres de la junte n'offrent pas les mêmes garanties que l'inspecteur. Ils ne sont pas liés comme lui par le secret professionnel et, nous l'avons vu, ne sont pas assez indépendants. Le rôle de la junte se bornera à être un agent d'information. C'est là son vrai rôle. Elle recevra les plaintes, signalera les infractions à l'inspecteur et recueillera tous les renseignements utiles sur les questions ouvrières. Leur concours à ce point de vue sera très précieux.

L'inspection du travail telle que nous venons de la décrire n'est organisée en Espagne que depuis l'année dernière. C'est donc un organisme de date récente ; nous serions malvenus à l'ébranler dès sa naissance et d'autant plus que le décret renferme d'excellentes dispositions. A la tête du corps des inspecteurs se trouve l'Institut de réformes sociales ; c'est lui qui donne des instructions au

personnel provincial et régional ; c'est à lui que sont transmis tous les rapports et procès-verbaux des inspecteurs. Il est même dans certains cas juge d'appel. En un mot il a des pouvoirs considérables. L'Institut est composé d'hommes de grande valeur qui se sont donnés la mission de développer en Espagne la législation ouvrière, et surtout de faire exécuter les lois en vigueur.

On a donné aux inspecteurs des pouvoirs suffisants pour vaincre les résistances des industriels qui seront, il faut s'y attendre, très vives. Les pénalités peuvent aller jusqu'à la fermeture du magasin ou de l'atelier, ce qui constitue une mesure très grave. Enfin, l'Etat donne lui-même le bon exemple en laissant entrer l'inspecteur dans ses ateliers ; il a substitué la responsabilité du directeur à la sienne et nous avons vu dans quel cas. Les inspecteurs sont avant tout des agents d'exécution, mais ils ont aussi un rôle d'information. Grâce à leurs renseignements, nous verrons se former en Espagne des statistiques de nature à éclairer le législateur sur les besoins de la classe ouvrière, statistiques qui sont encore à l'état embryonnaire.

Le règlement ne prévoit pas la création d'inspectrices. C'est une lacune, les inspectrices rendent des services incontestables dans l'application des lois ouvrières. Il y a certains ateliers qui sont uniquement composés de femmes, souvent l'ouvrière hésitera à réclamer auprès de l'inspecteur, elle le fera plus facilement auprès de l'inspectrice.

Le règlement dit encore que l'inspecteur recevra les plaintes des associations ouvrières. Mais là ne doit pas se borner son rôle. Il faut que des relations suivies s'établissent entre les syndicats et le corps de l'inspection. Dans ses visites l'inspecteur n'apprendra pas grand'chose de la bouche des ouvriers ; ceux-ci, toujours dans la crainte d'être renvoyés ne dénonceront pas les abus dont ils sont victimes. Le secrétaire du syndicat à qui les ouvriers se confieront plus volontiers, ne sera pas sous l'empire de cette crainte et renseignera l'inspecteur sur les conditions du travail, l'inspecteur pourra encore faire des conférences au siège du syndicat, il expliquera les lois sociales et évitera ainsi des plaintes mal fondées dues souvent à l'ignorance des masses ouvrières.

Enfin dans certains cas, l'inspecteur pourra encore remplir la haute mission de conciliateur entre l'ouvrier et le patron, s'il estime que son intervention peut assurer la solution pacifique d'un conflit et éviter ou terminer une grève.

Ce sont là autant d'attributions qui doivent rentrer dans le rôle de l'inspecteur. Remarquons d'ailleurs que ce règlement n'est que provisoire. C'est sans doute un moyen commode que de créer par décret un rouage administratif, ce système a le grand avantage de donner plus de souplesse à l'organe, mais un tel système présente aussi un inconvénient sérieux : tout est soumis à l'arbitraire du pouvoir exécutif, et telle mesure prise par tel ministre peut être rapportée par son successeur.

La loi constitue un autre moyen plus sérieux de création. Sans doute, l'organe sera créé plus lentement, plus difficilement, mais aussi il aura plus de chances de se maintenir. C'est la raison pour laquelle, nous préférons le second système, surtout lorsqu'il s'agit de l'inspection du travail. De plus, l'organisation d'un grand rouage comme celui du corps des inspecteurs nécessite des frais considérables, pour y faire face le ministre est toujours obligé de demander les crédits nécessaires aux Chambres; tant que ces crédits ne sont pas obtenus, c'est tout comme si rien n'avait été fait. En Espagne, l'inspection du travail existe bien depuis le 1^{er} mars 1906, mais par qui sont rétribués les inspecteurs? par la caisse de l'Institut, dit le règlement dans son article transitoire. Nous ne connaissons pas exactement les ressources de cette caisse, mais nous pouvons affirmer qu'elles seront insuffisantes si l'on veut créer une inspection sérieuse. Bien plus, dans certains cas, les inspecteurs ne recevront qu'une simple gratification. Un tel système nous paraît déplorable. L'inspection gratuite ou mal rétribuée a fait depuis longtemps ses preuves; du moment que l'inspecteur est nommé par le ministre de l'intérieur, il est juste qu'il soit considéré comme un véritable fonctionnaire, et reçoive à ce titre un traitement suffisant de l'Etat. Ce sera là une charge nouvelle pour le budget, mais cette dépense est nécessaire. Le Parlement espagnol, à l'exemple des autres nations n'hésitera pas à consentir ces sacrifices. Et cela faisant il sera logique avec lui-même. Ce

serait un leurre, et une mauvaise plaisanterie que de voter de nouvelles lois ouvrières et de refuser ensuite de voter les dépenses qu'entraînera la mise en exécution des mêmes lois. Le règlement que nous venons d'étudier n'est que provisoire, on y prévoit en effet la création prochaine de l'inspection par une loi. Souhaitons que cette dernière soit votée le plus tôt possible. C'est avec raison que l'on a pu dire que les lois ouvrières ne valent que par l'application qui en est faite : « tant vaudra l'inspection, tant vaudra la loi ».

Application de la loi sur le repos du dimanche.

Après avoir analysé la loi sur le repos du dimanche, et nous être préoccupé de l'application en général des lois ouvrières, il nous reste à nous demander si cette loi du dimanche a été exécutée.

Cette loi venait à peine d'être promulguée qu'elle fut accueillie par une violente campagne de presse. On lui reprochait toujours les mêmes griefs. On prétendait qu'elle avait été faite à l'instigation de l'Eglise et qu'elle se préoccupait fort peu de l'intérêt de la classe ouvrière. En réalité la minorité ne pardonnait pas au texte d'avoir été voté par les conservateurs. En Espagne, la question politique a toujours le dessus sur la question sociale. Dans ce pays, les conservateurs connaissent mieux que les partis avancés les besoins du monde du travail, et l'initiative de toutes les lois sociales leur revient. Malgré cette violente campagne de presse, la loi a été bien

accueillie, surtout par les employés de commerce, qui eux, ont protesté mais tout simplement parce qu'elle n'a pas reçu pleine et entière exécution. On peut dire que la loi n'a été observée de 1904 à 1906 que là où l'organisation ouvrière a été assez forte pour la faire respecter. Partout ailleurs, les patrons ont agi comme si ce texte n'existait pas. Au début de l'année 1906 de nombreuses protestations ont été adressées au ministre de l'intérieur, demandant que la loi fût exécutée, notamment par l'Association des employés de commerce de Gérone, des meetings de protestation ont été également tenus dans le même but par les associations de Barcelone, d'Alicante, de Valence, du Vigo (1). A Alicante, un grand meeting a été tenu le 28 janvier 1906 par les employés de commerce. Un acte de protestation fut adressé au gouverneur. Cet acte fut signé par les représentants de toutes les autres associations ouvrières (2).

Les patrons eux-mêmes ont demandé que la loi fût exécutée. Certains patrons avaient fermé le dimanche dès la promulgation de la loi, d'autres patrons peu scrupuleux en profitaient pour leur faire une concurrence déloyale.

Des députés tels que M. Vicenti avaient interpellé le gouvernement sur la non-exécution de la loi et du règlement. Le 9 décembre 1905, le ministre de l'intérieur avait adressé une circulaire aux gouverneurs de province. Le

(1) *Boletín Instituto de reformas sociales*, mars 1906, p. 706.

(2) *Boletín Instituto de reformas sociales*, février 1906, p. 606.

ministre constatait que la loi à laquelle le règlement avait donné beaucoup de souplesse demeurait lettre morte, et par la faute des autorités locales, qui se désintéressaient du but poursuivi par le législateur, en ne réprimant pas les infractions. Le ministre rappelait que l'action en vue de poursuivre les infractions est publique : « Toutefois, disait-il, il est à craindre que les ouvriers par peur d'être renvoyés ne signalent les abus des patrons ; les autorités devront alors agir d'office et dresser des procès-verbaux sans attendre les plaintes. Les gouverneurs devront informer les alcades de leur ressort qu'il convient de donner pleine et entière exécution à la loi sur le repos dominical. Ils ne devront tolérer que les exceptions admises par les règlements en vigueur et poursuivre impitoyablement toute contravention » (1).

Quelques jours plus tard, le 19 décembre 1905, paraît un décret ordonnant aux alcades de remettre aux gouverneurs un état statistique des amendes qui auront été infligées. Le gouverneur dressera un état général par province, c'était là assurément un excellent moyen de contrôle, mais, ici encore, il a fallu lutter contre l'apathie des autorités qui est légendaire dans l'administration espagnole. Nous doutons fort que ces statistiques aient été dressées.

D'ailleurs il ne faut pas attendre de grands résultats de toutes ces mesures. Le gouvernement est animé des meil-

(1) Décret royal, circulaire aux gouverneurs pour l'exécution de la loi du 1^{er} mars 1904, *Gaceta de Madrid*, 10 décembre 1905.

leures intentions ; il est secondé par l'Institut de réformes sociales, mais il a fort à faire s'il veut lutter « contre la force d'inertie » des autorités locales.

On a trouvé le véritable remède en créant l'inspection du travail, Il est à supposer que dans l'avenir les lois ouvrières porteront leurs fruits et qu'elles seront enfin appliquées. On finit par où on aurait dû commencer. C'est avec raison que M. Millerand disait au congrès pour la protection légale des travailleurs : « La réglementation légale du travail ne vaut que par l'application qui en est faite. Aucun des problèmes qui touchent à la condition des travailleurs ne serait sérieusement résolu, si, après la solution adoptée, on n'avait soin d'édicter un procédé de contrôle. Je veux dire une inspection du travail qui assurera l'application des mesures auxquelles on s'est arrêté. Je suis intimement convaincu que sans une sérieuse inspection du travail, sans un corps d'inspecteurs bien recrutés toutes les lois du travail ne sont que des documents morts » (1).

(1) Millerand, Congrès pour la protection légale des travailleurs, 1900.

CONCLUSION

Nous voici arrivé au terme de notre étude. La législation ouvrière de l'Espagne, telle qu'elle nous est apparue dans le rapide tableau que nous en avons tracé, nous donne l'impression d'une œuvre à la fois hardie et incomplète : hardie par l'affirmation des principes, incomplète pour leur application. Elle est bien en somme l'expression du milieu dans lequel elle s'est développée, de ce peuple espagnol à la fois intrépide et routinier, généreux et insouciant. On vérifie en somme la théorie de Montesquieu disant des lois qu' « elles doivent être relatives au physique du pays, au climat glacé, brûlant ou tempéré, à la qualité du terrain, à sa situation, à sa grandeur, au genre de vie des peuples, laboureurs, chasseurs ou pasteurs ; qu'elles doivent se rapporter au degré de liberté que la Constitution peut souffrir, à la religion des habitants, à leurs inclinations, à leurs richesses, à leur nombre, à leur commerce, à leurs mœurs, à leurs manières » (1).

Cela est vrai surtout de la loi sur le repos du dimanche dont certaines dispositions peuvent paraître étranges, peut-être simplement parce qu'elles nous sont étrangères.

(1) Montesquieu, *L'esprit des lois*, liv. I^{er}, chap. III.

Il s'agit en effet, d'une loi espagnole, qui a dû tenir compte des conditions spéciales de l'industrie et de agriculture en Espagne, de la foi qui subsiste dans l'âme du peuple, de l'organisation archaïque d'un système administratif mal centralisé, de la survivance de vieilles institutions municipales.

Telle qu'elle est la loi sur le repos du dimanche, semble devoir être un instrument d'émancipation économique et de progrès social. Mais pour cela, il faut que pour cette loi, comme pour les autres lois ouvrières, les moyens de contrôle et d'exécution soient ou perfectionnés ou créés. Il faut que la monarchie espagnole, suivant l'exemple des autres Etats, élargisse son budget de dépenses sociales, qu'elle consacre une portion de plus en plus importante de ses ressources aux institutions du travail. Ce n'est qu'à ce prix, qu'elle pourra poursuivre l'œuvre de régénération économique commencée depuis quelques années et qu'elle continuera à faire figure de grande nation sur la scène du monde.

APPENDICE

LOI DU 1^{er} MARS 1904 SUR LE REPOS DU DIMANCHE.

ART. 1^{er}. — Il est interdit d'exécuter le dimanche un travail matériel soit pour le compte d'autrui, soit publiquement pour son propre compte, dans les fabriques, ateliers, boutiques, commerces fixes ou ambulants, usines, carrières, ports, transports, entreprises de travaux publics, constructions, réparations, démolitions, travaux agricoles ou forestiers, établissements ou services dépendant de l'Etat, de la province, de la commune et tous travaux analogues, sauf ceux pour lesquels exception est faite, par la présente loi et par le règlement d'administration publique.

On n'emploiera aux travaux continus ou accidentels, autorisés par dérogation le dimanche, que le nombre d'ouvriers strictement nécessaire. Ils ne travailleront que le nombre d'heures reconnu indispensable par le règlement, pour satisfaire aux raisons de l'exception et ne pourront être employés toute la journée deux dimanches consécutifs. Toute journée entière de travail faite le dimanche sera compensée par une journée de repos de l'ouvrier dans la semaine.

Aucune dérogation ne pourra être accordée aux femmes et aux ouvriers au-dessous de 18 ans.

On accordera à l'ouvrier travaillant le dimanche, ou un jour de fête religieuse, le temps nécessaire pour remplir ses devoirs religieux.

ART. 2. — Sont exceptés de la prohibition :

1^o Les travaux qui ne peuvent être interrompus soit par suite de la nature même des besoins qu'ils satisfont, soit pour des motifs techniques, soit parce que leur interruption nuirait à la collectivité ou aux intérêts de l'industrie elle-même, ainsi qu'il sera spécifié dans le règlement qui traitera des uns et des autres.

2^o Les travaux de réparation et de nettoyage indispensables, pour éviter une interruption en semaine, dans les travaux des établissements industriels.

3^o Les travaux qui se trouvent justifiés par un danger imminent, par des accidents naturels, par des circonstances transitoires dont il faudrait profiter, qui seront autorisés par l'autorité locale dans les conditions prévues par le règlement.

ART. 3. — Toute stipulation contraire aux défenses de travailler, édictées par la présente loi, sera nulle et sans valeur quand bien même elle serait antérieure à la présente loi.

ART. 4. — Les groupements ou associations, jouissant de l'existence juridique, pourront par des délibérations régulièrement prises en conformité avec leurs statuts, réglementer le repos prescrit par la loi et même l'augmen-

ter à condition de ne pas paralyser ou troubler le travail ou le repos des autres ouvriers, dans les conditions propres à chaque industrie.

ART. 5. — Les infractions à la présente loi, seront présumées dans le travail pour autrui, imputables au patron sauf preuve contraire. Elles seront punies d'une amende de 1 à 25 pesetas, si elles ne concernent qu'un seul individu. L'amende sera de 25 à 250 pesetas si le nombre des ouvriers ayant travaillé n'excède pas 10, au-dessus l'amende sera égale au montant total des journées illicitement occupées le dimanche.

La première récidive dans l'année sera punie par un blâme public, et une amende de 250 pesetas. Les suivantes, toujours dans l'année, seront punies d'une amende qui pourra s'élever au double du montant des journées faites contrairement à la loi.

L'autorité administrative connaîtra des dites infractions. Le montant des amendes sera affecté à aider et secourir la classe ouvrière dans les conditions que déterminera le règlement.

L'action en répression des dites infractions sera une action publique.

ART. 6. — Le règlement pour l'exécution de la présente loi sera rédigé et mis en vigueur dans le délai maximum de 6 mois à partir de la promulgation.

L'Institut de réformes sociales sera consulté pour l'établissement et la modification de ce règlement.

ARTICLE ADDITIONNEL. — Pour l'application de cette loi, le dimanche sera compté du samedi minuit au dimanche à minuit ; le repos dominical étant par suite du 24 heures franches.

Vu :

Le Président de la Thèse,
RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Boletin del Instituto de reformas sociales, années 1904, 1905, 1906.

Revista ibero-americana, année 1906.

Revista general de legislacion, année 1904.

Revista socialista.

Instituto de reformas sociales. — Legislation del Trabajo y appendice, 1905 et 1906.

Gaceta de Madrid.

Diario de sesiones de Cortes.

Posada, sociologia contemporanea : Mouvement social, années 1898, 1899, 1900.

Sastre. — Las Huelgas en Barcelona, années 1904, 1905.

M. de Tovar. — Estudios sociales. Madrid, 1905.

Gomez Ocerin. — Las Huelgas. Madrid, 1904.

Gascon y Marin. — Los sindicatos y la Libertad de contratacion.

Py y Margall. — Las Luchas de nuestros Dios.

Praxedes Zancada. — El obrero en Espana. Barcelona, 1902.

Una y Sarthou. — Las asociaciones obreras en Espana.

Raventes y Clivilles. — Ley sobre los accidentes del Trabajo del 30 enero, 1900.

— Los Jurados mixtos en Espana datos y consideraciones publicados par las asociaciones de fabricantes de las cuencas delter et del Tesor.

Bulletin de la Ligue populaire pour le repos du dimanche en France, numéro du 1^{er} mai 1906.

Congrès sur l'observation du dimanche. Genève, 1877.

Congrès international du repos hebdomadaire. Paris, 1899.

Congrès international du repos du dimanche. Paris, 1892.

Congrès du repos du dimanche. Bruxelles, 1897.

Paul Pic. — Traité élémentaire de législation industrielle. Paris, 2^e éd., 1904.

René Lavollée. — Les classes ouvrières en Espagne.

Jay. — Cours de législation industrielle, année 1903-1904.

— La protection légale des travailleurs. Paris, 1904.

— Discours sur le repos du dimanche. Association catholique, juin 1906.

Conseil supérieur du travail français. — Compte rendu des séances, année 1904.

Journal officiel, séances des 25 et 26 mai 1905, 3 et 5 avril 1905, 12 et 14 juin 1906, 29 juin 1906, 3 et 5 juillet 1906.

Chauvet. — La protection légale des travailleurs en Espagne. Paris, 1903.

Paul Louis. — Les lois ouvrières dans les Deux-Mondes.

— Enquête faite par l'Office du travail belge sur le travail du dimanche dans les pays étrangers. Bruxelles, 1896.

Weber. — Rapport au Congrès de Bruxelles.

Rochetin. — L'avenir économique de l'Espagne et du Portugal.

G. Routier. — L'industrie et le commerce en Espagne, 1901. — Rapport sur l'industrie minière et sidérurgique, 1898-1899. — Rapport sur l'industrie sucrière, 1899.

Courcelle (L.). — Traité de législation ouvrière.

Gravier. — L'industrie et le commerce en Espagne.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
CHAPITRE I. — Les principales lois ouvrières.	9
<i>Section I.</i> — Les accidents du travail	13
<i>Section II.</i> — La réglementation du travail des femmes et des enfants	21
CHAPITRE II. — Les principaux projets de lois ; droit de coalition	25
<i>Section I.</i> — Conciliation et arbitrage	34
<i>Section II.</i> — Tribunaux mixtes.	39
<i>Section III.</i> — Insaisissabilité du salaire.	43
DEUXIÈME PARTIE	
CHAPITRE I. — Le repos du dimanche. — Considérations générales	47
CHAPITRE II. — Historique de la loi du 1^{er} mars 1904 . .	58
CHAPITRE III. — Le principe de la loi du 1^{er} mars 1904. .	68
<i>Section I.</i> — Durée du repos	79
<i>Section II.</i> — Champ d'application de la loi du 1 ^{er} mars 1904	81
CHAPITRE IV. — Les exceptions.	84
CHAPITRE V. — La réglementation des exceptions	99
CHAPITRE VI. — Sanctions de la loi	112
<i>Section I.</i> — Pénalités de la loi du 1 ^{er} mars 1904 . . .	113
<i>Section II.</i> — Les juries	117
<i>Section III.</i> — L'inspection du travail.	128

Application de la loi sur le repos du dimanche 147

CONCLUSION 151

APPENDICE

Texte de la loi du 1^{er} mars 1904 153

BIBLIOGRAPHIE 157

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)..
